

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

D'APRÈS JOHN STUART MILL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 29 janvier 1914, à 1 heure 1/2

PAR

Jean RAY

Ancien élève de l'Ecole Normale supérieure

Agrégé de philosophie

Docteur en droit (sciences juridiques)

Président M. DESCHAMPS, *professeur.*

Suffragants : { MM. JAY, *professeur.*
GIDE, *professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

D'APRÈS JOHN STUART MILL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 29 janvier 1914, à 1 heure 1/2

PAR

Jean RAY

Ancien élève de l'École Normale supérieure

Agrégé de philosophie

Docteur en droit (sciences juridiques)



Président M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants : { *MM. JAY, professeur.*
GIDE, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1914

BIBLIOGRAPHIE

I

1. JOHN STUART MILL. — *Essays on some unsettled questions of political economy*, 2^e éd., 1874, Londres, 1 vol. in-8°.
2. JOHN STUART MILL. — *Système de Logique déductive et inductive*, exposé des principes de la preuve et des méthodes de recherche scientifique, trad. sur la 6^e éd. anglaise par Louis Peisse, 1866, Paris, Libr. philos. de Ladrangé, 2 vol. in-8°.
3. JOHN STUART MILL. — *Logique, livre VI*, traduction nouvelle avec notice biographique, préface et notes par Gustave Belot, 1897, Paris, Delagrave, 1 vol. in-12.
4. JOHN STUART MILL. — *Principes d'économie politique avec quelques unes de leurs applications à l'économie sociale*, trad. par Hte Dussard et Courcell-Seneuil, 1854, Paris, Guillaumin, 2 vol. in-8°.
5. JOHN STUART MILL. — *Mes mémoires*, histoire de ma vie et de mes idées (Autobiography), trad. par M. E. Cazelles, 2^e éd., 1875, Paris, Germer-Baillière, 1 vol. in-8°.
6. JOHN STUART MILL. — *Dissertations and discussions political, philosophical and historical*, 3^e éd., 1875, Londres, Longmans, 4 vol. in-8°.
7. JOHN STUART MILL. — *La liberté*, trad. en français avec une préface par Dupont White, Paris, 1 vol. in-12.
8. JOHN STUART MILL. — *L'utilitarisme*, trad. Le Monnier, 1883, Paris, Germer-Baillière, 1 vol. in-12.

9. JOHN STUART MILL. — *Examen de la philosophie d'Hamilton*, trad. Cazelles, 1869, Paris, Germer-Bailières, 1 vol. in-8°.
10. JOHN STUART MILL. — *Auguste Comte et le Positivisme*, trad. G. Clemenceau, 3^e éd., 1885, Paris, Alcan, 1 vol. in-12.
11. JOHN STUART MILL. — *Correspondance inédite avec Gustave d'Eichthal* (1828-1842 — 1864-1871); avant-propos et traduction par Eugène d'Eichthal, 1898, Paris, Alcan, 1 vol. in-12.
12. *Lettres inédites de John Stuart Mill à Auguste Comte*, publiées avec les réponses et une introduction par L. Lévy-Bruhl, 1899, Paris, Alcan, 1 vol. in 8°.
13. *The letters of John Stuart Mill*, edited, with an introduction, by Hugh S. R. Elliot, 1910, Londres, Longmans, 2 vol. in-8°.

II

14. MACAULAY. — *Essais politiques et philosophiques*, trad. Guillaume Guizot, 1872, Paris, Michel Lévy, 1 vol. in-8°.
15. BAIN. — *John Stuart Mill*, a criticism, with personal recollections, 1882, Londres, Longmans, 1 vol. in-8°.
16. CH. DOUGLAS. — *John Stuart Mill*, a study of his philosophy, 1895, Edimbourg et Londres, Blackwood, 1 vol. in-16.
17. LITTRÉ. — *La philosophie positive, M. Auguste Comte et M. J. Stuart Mill*, dans *Revue des Deux-Mondes*, t. LXIV, 15 août 1866, p. 829 sqq. (article repris dans les « Fragments de philosophie positive »).
18. TAINÉ. — *Philosophie anglaise : John Stuart Mill. System of Logic*, two vol., London, 1859, dans *Revue des Deux-Mondes*, t. XXXII, 1^{er} mars 1861, p. 44 sqq. (reproduit dans l'« Histoire de la littérature anglaise », au tome V).

19. FERNAND FAURE. — Art. *Stuart Mill*, dans Nouveau dictionnaire d'économie politique, publié sous la direction de Léon Say et Joseph Chailley, tome II, 1892, Paris.
20. WILLIAM MINTO ET JOHN MALCOLM MITCHELL. — Art. *John Stuart Mill*, dans *Encycl. Brit.*, vol. XVIII, 1911.
21. GEORGES LYON. — Art. *James Mill*, et *John Stuart Mill*, dans *Grande Encycl.*, vol. XXIII.
22. THEODOR GOMPERZ — *John Stuart Mill*, Ein Nachruf, 1889, Wien, Konegen, broch. in-8°.

III

23. MAURICE BLOCK. — *Les progrès de la science économique depuis Adam Smith*, revision des doctrines économiques, 2^e éd., 1897, Paris, Guillaumin, 2 vol. in-8°.
24. EDWIN CANNAN. — *Histoire des théories de la production et de la distribution dans l'Economie politique anglaise de 1776 à 1848*, trad. sur la 2^e édit. par H. E. Barrault et Maurice Alfassa, avec une introduction par H. E. Barrault, 1910, Paris, Giard et Brière, 1 vol. in-8°.
25. LUIGI COSSA. — *Histoire des doctrines économiques*, trad. franç. (sur la 3^e édit. ital.), avec une préface de A. Deschamps, 1899, Paris, 1 vol. in-8°.
26. HECTOR DENIS. — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, sans date, Bruxelles, 1 vol. in-12.
27. A. ESPINAS. — *Histoire des doctrines économiques*, 1891, Paris, Colin, 1 vol. in-18.
28. CH. GIDE ET CH. RIST. — *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, 1909, Paris, Larose et Tenin, 1 vol. in-8°.
29. J. K. INGRAM. — *Histoire de l'économie politique*, trad. par H. de Varigny et E. Bonnemaison, 1893, Paris, Larose et Forcel, 1 vol. in-12.
30. F. SIMIAND. — *La méthode positive en science économique*, 1912, Paris, Alcan, 1 vol. in-12,



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
D'APRÈS JOHN STUART MILL

INTRODUCTION

Par éducation et par goût, Stuart Mill fut à la fois économiste et logicien : il est également célèbre comme auteur du *Système de logique* et comme auteur des *Principes d'Économie politique*, deux ouvrages qui parurent à cinq ans seulement d'intervalle. Cela nous permet de comprendre le double intérêt qu'avait pour lui le problème de la méthode de l'Économie politique, et de pressentir la double compétence avec laquelle il le traita.

Dans son œuvre nous trouvons sur cette question deux textes fondamentaux : le sixième livre de la *Logique*, qui est consacré aux sciences morales ; et un essai sur la définition et la méthode de l'économie politique, publié dans les *Essays on some unsettled questions of Political Economy*.

Nous savons par l'*Autobiographie* (1) dans quelles conditions la *Logique* fut composée : c'est en 1837 que Mill revint aux questions de logique, qu'il avait laissées de côté pendant cinq ans ; la première rédaction du troisième livre était achevée en 1838 ; et Mill composait les trois derniers pendant l'été et l'automne de 1840. Dans la seconde partie de l'année 1841, Mill écrivait une seconde rédaction de son œuvre, qui ne parut qu'au début de 1843. L'ouvrage eut un très grand succès, et les éditions se succédèrent rapidement. Elles apportèrent au texte primitif, sans que les thèses principales soient modifiées sur un seul point essentiel, quelques changements qui ne sont pas sans intérêt : c'est ainsi que les expressions élogieuses à l'adresse d'Auguste Comte furent atténuées (1), à mesure que les relations personnelles des deux hommes se refroidissaient ; c'est encore ainsi que la publication des ouvrages de Buckle suggéra à Mill des remarques intéressantes sur les régularités statistiques (2).

Les *Essais* furent composés entre 1829 et 1831 (3). Le cinquième, celui qui nous intéresse spécialement, fut en partie refait en 1833 (4). Seul de tous les essais il fut publié avant 1844, dans la *London and West-*

1. *Autobiographie*, chap. VI, p. 198 ; p. 211 sqq.

1. Bain, p. 72. — Belot, p. 170, n. 30.

2. *Logique*, l. VI, ch. XI, §1, t. II, p. 533 sqq.

3. Dans la Préface des *Essais*, p. 5, Mill nous dit : « en 1829 et 1830 » ; dans l'*Autobiographie*, p. 171, Mill nous dit : « en 1830 ou 1831. »

4. *Autobiographie*, chap. V, p. 172.

minster Review (1). Mill nous dit, dans la préface de 1844, qu'il n'a fait à cette époque que quelques changements de forme sans importance. Mais d'autre part, dans une lettre à Auguste Comte (2) il dit à son correspondant, en lui adressant les *Essais*, qu'il a fait quelques suppressions motivées par le progrès de ses conceptions logiques, « progrès essentiellement dû au grand ouvrage » de Comte. En ce qui concerne le cinquième essai, la comparaison des deux textes ne laisse apparaître que des variantes presque insignifiantes (3).

Le fait même que Mill a pu publier, aussitôt après la *Logique* et sans changement sérieux, son *Essai*, rédigé bien des années auparavant, prouve que ses idées principales sont restées les mêmes ; pourtant le texte de l'*Essai* nous révèle dans une certaine mesure un état antérieur de sa pensée : il a été écrit avant la mort de James Mill, et avant que Comte ait exercé son influence sur notre auteur. Il faut ajouter qu'il présente pour nous un intérêt d'un autre ordre : il traite spécialement de la méthode de l'Economie politique, tandis que le VI^e livre de la *Logique* est consacré, de façon générale, à la méthode des sciences sociales.

1. *London and Westminster Review*, vol. IV, 1837, p. 1 à 29. — Nous tenons à remercier ici M. G. Davy, agrégé de philosophie, qui est actuellement à l'Institut français de Londres, et à qui nous devons les renseignements relatifs à la première édition de l'*Essai*.

2. Lettres à Comte, p. 321 (6 juin 1844).

3. C'est ainsi que le mot « truth » est mis à la place du mot « principes ».

Mill n'ayant pas été seulement un méthodologiste, mais un savant, il est tout naturel de chercher dans ses *Principes d'Economie politique* des éclaircissements sur sa méthode : on la comprendra mieux sans doute en la voyant appliquée. C'est ce que nous essaierons de faire ; mais il ne faut pas garder d'illusions sur la portée de ce genre de renseignements. Le grand traité de Mill a une valeur incontestable ; il a présenté sous une forme limpide et demeurée classique les doctrines fondamentales de la science économique ; il les a même perfectionnées sur quelques points. Mais sa valeur vient de l'éducation de Mill plus que du soin qu'il apporta à la rédaction de son ouvrage. Il ne faut pas oublier que nous sommes en présence d'une œuvre hâtive : M. Edwin Cannan (1) a insisté sur ce point en des termes peut-être un peu vifs, mais en somme avec raison : il cite le texte de l'*Autobiographie* (2) où Mill nous dit que ses *Principes* furent écrits beaucoup plus rapidement que sa *Logique*, et que n'importe lequel de ses ouvrages ; il n'y travailla en effet que depuis l'automne de 1845 jusqu'à la fin de 1847, et encore s'était-il interrompu pendant six mois pour rédiger les articles du *Morning Chronicle* sur la question d'Irlande. Evidemment, si Mill put rédiger aussi vite, c'est parce qu'il connaissait parfaitement son sujet depuis longtemps ; mais justement on doit craindre qu'il n'ait

1. Cannan, p. 519.

2. *Autobiographie*, ch. VII, p. 225.

pas pris le temps de procéder à une revision méthodique des doctrines, et à une application systématique de sa méthode en ce qu'elle a d'original. Le ton est peut-être nouveau, certains chapitres sont de leur temps ; mais la plupart des théories et des procédés sont anciens.

Il est certain que la plupart des ouvrages de Mill pourront nous fournir des renseignements utiles sur un sujet qui avait pour lui un intérêt fondamental : nous tirerons parti surtout de son *Autobiographie*, dans laquelle il nous renseigne avec une sincérité que l'on n'a jamais mise en doute sur sa formation intellectuelle et sur les circonstances principales de sa vie ; à ce texte essentiel, il faut joindre l'ouvrage de Bain (1), rédigé sur des documents inédits, et la *Correspondance* (2) assez abondante de Stuart Mill.

Nous pouvons ainsi connaître les circonstances dans lesquelles se sont formées les opinions de notre auteur ; et c'est par l'examen de ce problème que nous commencerons notre enquête. Le début de l'Essai nous permettra de préciser l'idée que Mill s'est faite de la science économique ; et nous verrons à ce propos comment il établit sa possibilité. Pour l'étude de la méthode proprement dite, nous suivrons l'ordre du VI^e Livre de la Logique, pour le motif que Mill nous donne lui-même (3) : si l'on veut bien com-

1, Bain, préface.

2. Correspondance avec G. d'Eichthal, Correspondance avec Aug. Comte ; et deux volumes de lettres diverses, publiées en 1910.

3. *Logique*, l. VI, ch. VI, § 2, t. II, p. 467.

prendre la vraie méthode scientifique, il faut voir d'abord ce qu'elle n'est pas. Enfin, après avoir analysé la méthode préconisée par Mill, et pour apprécier sa portée, nous devons examiner la nature des résultats auxquels elle nous conduit ; et cette étude nous permettra de voir quelle place occupe la conception de Stuart Mill parmi les différentes méthodes que l'on a coutume de répartir en méthodes abstraites et méthodes historiques.

CHAPITRE PREMIER

Sous quelles influences se sont élaborées les idées de Mill sur la méthode de l'Économie politique.

§ 1. — SA FORMATION INTELLECTUELLE.

On ne saurait comprendre les idées de Mill sans les rattacher aux circonstances dans lesquelles elles se formèrent ; Mill fut toujours très accessible aux influences diverses : dès son enfance, la lecture de la vie de Turgot pas Condorcet l'avait débarrassé, nous dit-il (1) de toute tendance sectaire. Merveilleusement placé pour entrer en contact avec les économistes et les penseurs les plus remarquables de son temps, le développement de ses conceptions se confond avec l'histoire de sa vie.

On sait le temps et la peine que James Mill consacra à l'éducation de son fils, et c'est assurément son influence qu'il faut mettre en première ligne. Dès son plus jeune âge, Mill apprit une multitude de choses diverses à commencer par le grec et l'arithmétique ; la précocité de sa culture déconcerte ; mais

1. *Autobiographie*, chap. IV, p. 108.

ce n'est pas à sa mémoire uniquement que l'on faisait appel ; on s'efforçait surtout de développer en lui les facultés de réflexion et de critique (1). Dès l'âge de 12 ans, il fut mis en contact avec l'*Organon* d'Aristote et la logique scolastique (2), dont il assimila les procédés ; il nous dit qu'aucune partie de son éducation ne contribua davantage à la formation de son intelligence ; et c'est à elle sans doute qu'il doit ses remarquables facultés d'analyse abstraite et sa puissance dialectique. Mais c'est surtout comme psychologue et comme économiste que James Mill devait exercer sur son fils une influence personnelle.

James Mill fut un des représentants les plus stricts de la psychologie associationniste, dont il développa les principes dans son *Analysis of human mind*, rééditée par Stuart Mill à la fin de sa vie (en 1869) : nous verrons que ces conceptions psychologiques sont à la base de la doctrine économique de Stuart Mill (3). Comme économiste, James Mill fut un disciple très fidèle de Ricardo, dont il accepta la méthode déductive. On se persuadera aisément de l'influence que durent exercer ses conceptions sur son fils, si l'on consulte l'*Autobiographie*. C'est en 1819, à l'âge de 13 ans, que Mill aborda l'étude de l'Econo-

1. *Autobiographie*, chap. I, p. 29.

2. *Autobiographie*, chap. I, p. 16 18.

3. Mill dit dans l'*Autobiographie* (chap. VI, p. 195, qu'une des principales gloires de James Mill fut sa contribution à la « psychologie analytique », « qui est en définitive la base des sciences morales et politiques. »

mie politique (1). Il n'y avait pas alors d'ouvrage didactique élémentaire. « Mon père fut donc obligé, nous dit Mill, pour m'apprendre l'économie politique, de commencer par des leçons qu'il me faisait pendant nos promenades. Il exposait chaque jour une partie de cette science et, le lendemain, je la lui rapportais rédigée. Il me faisait refaire et refaire encore mon travail, jusqu'à ce qu'il fut clair, net et assez complet. De la sorte je parcourus toute l'Economie politique, et j'en possédai un abrégé écrit, formé par mes comptes rendus. Mon père s'en servit plus tard, comme de notes, pour écrire ses *Eléments d'Economie politique*. » Lorsque James Mill eût rédigé cet ouvrage, il mit le manuscrit entre les mains de son fils, alors âgé de 15 ans (2) ; et celui-ci fut chargé d'y mettre des « sommaires marginaux, c'est-à-dire une sorte d'extrait de chaque paragraphe permettant à l'auteur d'embrasser plus facilement et de perfectionner l'ordre des idées ainsi que le mouvement de l'exposition ». Pour faire correctement un tel travail, on imagine comment l'enfant avait dû modeler sa pensée sur celle de son père.

Mais ce n'est pas seulement par l'intermédiaire de ce dernier que Stuart Mill fut, de bonne heure, mis en contact avec l'économie ricardienne. Dès l'âge de 10 ans il fit connaissance avec Ricardo lui-même, « le plus cher des amis » de James Mill. « Son air de

1. *Autobiographie*, chap. I, p. 26.

2. *Autobiographie*, chap. III, p. 59.

bonté et ses manières bienveillantes inspiraient beaucoup d'attachement aux jeunes gens. Plus tard, quand j'étudiai l'économie politique, il m'invita à aller le voir, et à me promener avec lui pour causer sur ce sujet (1). » Au reste, lorsque Mill eût été dégrossi par son père, c'est le traité de Ricardo qu'on lui fit lire (2), ainsi que les brochures publiées par le même auteur à l'époque de la polémique sur les métaux précieux. Et c'est seulement ensuite qu'on lui fit étudier Adam Smith, de telle sorte qu'il put appliquer « aux idées plus superficielles » de Smith les « lumières supérieures » de Ricardo. Assurément James Mill s'efforçait d'amener son fils à critiquer, à se rendre compte, à penser par lui-même. On doit comprendre pourtant combien fut puissante sur un enfant de 13 ans l'action convergente du penseur vigoureux, de l'homme aimable qu'était Ricardo, et du pédagogue méthodique, du terrible précepteur que fut James Mill.

C'est donc au milieu d'un groupe d'économistes que Stuart Mill passa ses premières années. Et lorsqu'à l'âge de 14 ans il fit ce voyage en France qui devait lui laisser de si bons souvenirs, il séjourna à l'aller et au retour à Paris chez J. B. Say (3). Nous savons qu'à Montpellier, où il mena chez sir Samuel Bentham une vie intellectuelle fort active, il ne dé-

1. *Autobiographie*, chap. II, p. 51.

2. *Autobiographie*, chap. I, p. 26-27. cf. Lettre à Sam. Bentham (du 30 juillet 1819), citée par Bain, p. 8.

3. *Autobiographie*, chap. II, p. 17.

laissa pas l'Économie politique (1) : il y compose un dialogue sur la question de savoir si les grands établissements commerciaux et industriels favorisent le bonheur général ; il commence aussi à écrire sur la question qu'il devait traiter quelque dix ans après : la définition de l'économie politique. C'est, nous dit-il, à la suggestion de son hôtesse, Lady Bentham, la belle-sœur de Jeremy, qu'il s'était mis à ces travaux.

Bentham est assurément un des hommes qui exercèrent la plus durable influence sur Stuart Mill. Dans son enfance, c'est lui qu'il voyait le plus, grâce à l'intimité qui l'unissait à son père (2). De 1814 à 1817, il avait passé la moitié de chaque année dans la compagnie de Bentham, à Ford Abbey, dans le Somersetshire. Toute son éducation d'ailleurs était, en un certain sens, « un cours de benthamisme » ; et plus tard la lecture des ouvrages même de Bentham lui fit grande impression (3). Cette influence devait s'ajouter à toutes celles qui conduisaient Mill à expliquer toute la vie sociale selon les principes de la psychologie utilitaire. Mill devait s'éloigner plus tard du benthamisme, juger trop étroites ses conceptions psychologiques et morales, trop exclusive sa méthode « géométrique » (4) ; mais pendant son enfance et

1. Bain, p. 20.

2. *Autobiographie*, chap. II, p. 52.

3. *Autobiographie*, chap. III, p. 61 et p. 66.

4. *Logique*, l. VI, ch. VIII, § 3, t. II, p. 481 ; — *Autobiographie*, p. 189 ; — et l'opuscule entier sur l'*Utilitarisme*.

son adolescence il était resté attaché à cette philosophie. Or, dans la réalité comme dans l'opinion, l'économie politique et l'utilitarisme étaient étroitement associés : on dénonçait « le principe de l'utilité comme un froid calcul, et l'économie politique comme l'inhumanité mise en pratique » (1) ; en réponse à une lettre où Stuart Mill considérait le benthamisme comme une sorte de propédeutique à la philosophie positive, Comte qualifie la philosophie de Bentham : « cette éminente dérivation de ce qu'on nomme l'économie politique » (2).

Il n'est pas surprenant que Stuart Mill, ainsi formé dès son enfance, ait consacré le meilleur temps de sa jeunesse à des spéculations économiques. Lorsqu'à 17 ans il fonda la Société utilitaire, sorte de petit club où se discutaient des questions philosophiques, qui trouvons-nous à côté de lui ? (3) William Eyton Tooke, « fils de l'éminent économiste » ; son ami William Ellis, « penseur original en économie politique » ; John Arthur Roebuck, qui devait mettre plus tard les benthamistes en relations avec les disciples d'Owen (4). Lorsque Mill fonda, vers 1825, une nouvelle société de discussions, c'est par des études d'économie politique que ses amis et lui commencèrent leurs travaux (5) : ils discutèrent successivement sur

1. *Autobiographie*, chap. IV p. 105.

2. *Lettres de Mill à Comte*, p. 7.

3. *Autobiographie*, chap. III, p. 77

4. *Autobiographie*, chap. IV, p. 117.

5. *Autobiographie*, chap. IV, p. 114.

le livre de James Mill, sur celui de Ricardo, et sur la *Dissertation sur la valeur* de Bailey. Mill nous dit que c'est au cours de ces discussions que se formèrent quelques-unes des idées développées dans les *Essais*. Sa première publication fut un article d'économie politique, inséré dans le *Traveller* : Mill y défendait une opinion de Ricardo et de James Mill, qui avait été attaquée par le colonel Torrens (1). Parmi les articles de revue que publia Mill pendant sa jeunesse on trouve un grand nombre d'articles sur des questions économiques (2).

Il faut dire qu'à cette époque l'Économie politique fut singulièrement à la mode (3). Comte remarqua, non sans humeur, ce qui lui semblait un engouement passager. C'est en Angleterre surtout que ce mouvement était marqué. Mill s'en rendait bien compte. Il cite comme les manifestations principales de cet état d'esprit : la pétition des négociants de Londres en faveur du libre échange (1820), la carrière parlementaire de Ricardo, les écrits de James Mill et de M'Culloch.

Tout semblait donc orienter Mill vers l'Économie politique, et sa carrière semblait toute tracée dans la voie ouverte par ses prédécesseurs. Mais déjà ses relations et ses discussions avec des jeunes gens intelligents et informés l'avaient éloigné des conceptions

1. *Autobiographie*, chap. IV, p. 84.

2. *Autobiographie*, chap. IV, p. 92, p. 112.

3. Ingram. *Histoire de l'Economie politique*, p. 208.

de James Mill (1) ; et il allait subir plusieurs influences qui, en l'écartant davantage encore de la tradition suivie d'abord, contribuèrent assurément à donner à ses doctrines leur caractère.

§ 2. — DE LA CRISE DE 1826 A LA PUBLICATION
DE LA LOGIQUE

En 1826, Mill subit une crise morale, passa par une période de dépression dont il sortit assez désenchanté de l'utilitarisme benthamiste (2). En 1828 parut l'*Essai sur le gouvernement* de James Mill : Macaulay critiqua violemment la méthode de l'auteur, soutenant que ses procédés scolastiques devraient laisser la place à une méthode expérimentale (3) ; Stuart Mill nous dit que cet article lui donna beaucoup à réfléchir ; il semble avoir été en effet le point de départ de sa doctrine sur la méthode des sciences sociales (4).

C'est un peu plus tard, en 1830, que Mill fut présenté à Mrs Taylor : il devait l'épouser après une amitié de vingt années (5). Mill nous a parlé de cette amitié avec une respectable émotion, mais avec un enthousiasme qui suscite la méfiance : « elle fut, nous

1. *Autobiographie*, chap. V, p. 170-171.

2. *Autobiographie*, chap. V, p. 126 sqq.

3. *Essais politiques et philosophiques*, p. 399.

4. *Autobiographie*, chap. V, p. 150. — Voir plus loin chapitre III, § 1.

5. *Autobiographie*, chap. VI, p. 175 sqq. — cf. chap. VII, p. 219 sqq.

dit-il, l'honneur et le plus grand bonheur de sa vie, aussi bien que l'origine de tout ce qu'il a fait pour l'amélioration des conditions de l'humanité. » La plupart des critiques estiment que Mill a exagéré l'influence qu'eut sur lui Mrs Taylor (1) ; les idées précises qu'il lui doit sont, en somme, en nombre restreint et de portée limitée : le chapitre de *l'Économie politique* sur l'avenir des classes ouvrières, une tendance générale vers un « socialisme modéré, » une partie du livre sur la *Liberté* (2). Mais il paraît bien probable, — les critiques ne sont pas loin de se mettre d'accord sur ce point, — que Mill, s'il ne doit presque aucune de ses doctrines fondamentales à celle qui devait être sa femme, subit pourtant de la part de celle-ci une influence générale qui fut très profonde : M. Belot estime que cet homme, qui avait vécu dans les livres, a pu être en quelque sorte vivifié par une âme plus libre de toute influence d'école ; elle a pu réveiller en lui le sens du réel ; et il est fort possible, conclut-il, qu'en un sens il lui doive beaucoup et qu'en un autre sens il ne lui doive rien (3). » M. Fernand Faure pense qu'elle contribua sans doute, « dans une large mesure, à faire de lui le plus généreux des penseurs, le plus noble des caractères » (4). MM. W. Minto et J.-M. Mitchell remarquent que, si l'on examine de près les textes

1 Bain, p. 171. — F. Faure, p. 275, col. 2.

2. Belot, *VI^e Livre*, p. 15.

3. Belot, *l. c.*

4 F. Faure, *l. c.*

de Mill, on voit qu'il fut, pour Mrs Taylor comme en toutes circonstances, exact et équitable : il reconnaît en somme qu'il ne lui doit aucune de ses théories, mais qu'elle exerça son action sur son idéal individuel et social (1). Telle nous paraît bien être la vérité, et, si nous considérons spécialement la méthode de l'économie politique, il nous paraît utile de faire une place à cette influence : nous verrons que la préoccupation constante qu'a eue Mill de l'amélioration des conditions de la vie humaine, a agi puissamment sur la conception qu'il s'est faite de la science économique ; et il n'est pas douteux que Mrs Taylor a favorisé le développement en lui de cette tendance.

Mais il faut, semble-t-il, accorder plus d'importance encore à l'influence des Saint-Simoniens : elle ne fut peut-être pas aussi profonde ; elle ne s'exerça pas d'une manière aussi constante ; mais elle se présenta sous une forme plus déterminée, et elle affecta plus directement ses doctrines ; au reste les deux influences devaient s'exercer à peu près dans le même sens et elles commencèrent à agir vers la même époque. Mill enfant avait vu Saint-Simon chez J.-B. Say (2) ; mais c'est vers 1829-1830 qu'il prit contact avec les œuvres des Saint-Simoniens (3). Assurément il ne fut pas leur disciple, au sens strict du mot. Lorsque Gustave d'Eichthal, avec une ardeur qu'il jugea lui-même

1. W. Minto et J.-M. Mitchell, p. 436, col 2.

2. *Autobiographie*, chap. II, p. 53.

3. *Autobiographie*, chap. V, p. 156.

excessive plus tard (1), s'efforça de « convertir » Mill, il résista ; il répondit même assez énergiquement, en insistant sur tous les points faibles de la doctrine (2). Si Mill subit l'influence de ces penseurs, il les jugea avec une parfaite lucidité : « Je suis fermement convaincu, écrit-il à G. d'Eichthal (3), que vous avez encore beaucoup à apprendre, en économie politique, des économistes anglais, si inférieurs qu'ils vous soient sur d'autres points. » Mais il est très certain que Mill fut frappé de la valeur de la philosophie de l'histoire des Saint-Simoniens (4) : ils ont eu le mérite de comprendre le rôle joué autrefois par des institutions aujourd'hui surannées ; ils ont eu l'idée de l'évolution de l'humanité, s'opérant grâce à l'alternance des périodes critiques et des périodes organiques ; ils ont cru à la valeur de l'intelligence et au progrès social. Et nous sentons bien, dans toute la correspondance de Mill avec d'Eichthal, qu'il est plein de sympathie et d'admiration pour ces jeunes hommes, à l'esprit ouvert, au cœur ardent, épris comme lui-même de science et d'idéal.

Parmi les ouvrages saint-simoniens que Mill eut

1. Gustave d'Eichthal écrivait plus tard en marge d'une de ses lettres : « Il n'est pas surprenant que Mill et Tooke m'aient reproché mon ardeur sectaire » (note de son fils, dans *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 39, n. 1).

2. *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 14.

3. *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 160. -

4. *Autobiographie*, chap. V, p. 156-157. — *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 25 sqq.

entre les mains, il en est un qui mérite une mention spéciale : c'est le *Traité de politique positive* d'Auguste Comte. Mill le jugea d'abord fort sévèrement : il le trouvait ridiculement systématique (1). C'est plus tard, en 1838 (2), lorsque le *Cours de philosophie positive* commença à se répandre en Angleterre que Mill subit vraiment l'influence du grand philosophe français. De nombreux documents nous permettent d'apprécier cette influence : indépendamment du jugement porté sur le *Traité de politique positive* dans la *Correspondance avec Gustave d'Eichthal*, indépendamment de plusieurs passages de l'*Autobiographie* (3), nous avons la *Correspondance de Mill et de Comte* qui se prolongea de 1844 à 1847, et, de la fin de la carrière de Mill, un petit livre sur *Auguste Comte et le Positivisme* qui avait paru d'abord sous forme d'articles dans la *Revue de Westminster* ; il faut ajouter un certain nombre de lettres, dont quelques-unes sont vraiment importantes (4).

Cette simple énumération laisse deviner l'action persistante de Comte sur Mill (5). Ce dernier écrivait à Bain (6) le 15 novembre 1841 : « Avez-vous pris

1. *Corresp.* avec G. d'Eichthal, p. 14 (L. du 8 octobre 1829).

2. F. Faure, p. 276, col 1.

3. *Autobiographie*, spécialement chap. VI, p. 198 sqq. ; v. aussi p. 156 sqq., p. 265.

4. V. spécialement une lettre à Barbot de Chément (du 7 août 1854), dans *The letters of John Stuart Mill*, t. I, p. 182.

5. V. spécialement sur ce point : Lévy-Bruhl, introduction. — Th. Gomperz, *John Stuart Mill*.

6. Lettre citée par Courtney et F. Faure, l. c.

connaissance du *Cours de philosophie positive* d'Auguste Comte ; il contient quelques erreurs ; mais en somme je pense qu'il est presque la plus grande œuvre de ce siècle. » Huit jours auparavant Mill avait adressé à Comte une lettre enthousiaste et respectueuse (1), qui fut l'origine de leurs relations personnelles et d'une correspondance qui dura six années. A lire cette lettre, on comprend que Comte se soit mépris et qu'il ait considéré comme un véritable disciple un homme qui n'était, après tout, qu'un ardent admirateur. La méprise ne devait pas durer. Mill était souple, influençable, infiniment poli ; mais il était sincère, et il n'entendait pas sacrifier, par complaisance, les idées qui lui étaient chères. Or Comte était d'une intransigeance absolue : Mill devait plus tard, et non sans amertume, nous parler de cette intransigeance (2). Les deux sources principales de dissentiments étaient la question de l'égalité des sexes, et celle de la possibilité de la psychologie. On sait quelles malheureuses affaires d'argent contribuèrent à hâter la rupture : Comte ayant perdu une des fonctions sur lesquelles il devait compter pour vivre, Mill lui fit obtenir pendant un an un subside fourni

1. *Lettres à Comte*, p. 2.

2. *Corresp. avec G. d'Eichthal* : « Je serais bien aise de lire la préface de Saint-Simon, sachant qu'Auguste Comte a été injuste envers lui comme en général envers tous ceux qui avaient cessé de lui plaire. » V. des expressions analogues dans *A. Comte et le Positivisme*, p. 129. Dans cet ouvrage, p. 132, Mill parle de la « gigantesque confiance » que Comte avait en lui-même, il trouve sa « suffisance colossale ».

par quelques riches Anglais ; mais ce subside ne fut pas renouvelé ; Auguste Comte s'en indigna dans des circonstances qui lui font peu d'honneur ; des lettres aigres douces furent échangées à cette occasion entre les deux philosophes. La correspondance qu'ils échangeaient languit pendant quelque temps. « Je fus le premier à la ralentir, nous dit Mill (1), Comte fut le premier à la laisser tomber. » Mill eut toujours une grande admiration pour certaines parties de l'œuvre de Comte ; et l'on doit dire que tout en atténuant l'expression de cette admiration, il lui rendit toujours justice. La lecture des trois premiers volumes du *Cours* lui avait paru passionnante, quoique Comte ne s'attache pas suffisamment, selon lui, dans l'étude des sciences, à la théorie de la preuve ; il éprouve un désappointement au quatrième volume relatif aux sciences sociales ; le cinquième, qui contient un aperçu systématique de l'histoire, rallume son enthousiasme ; il faut ajouter que la seconde philosophie de Comte, celle que représente le *Système de politique positive*, parut à Mill très inférieure et, malgré quelques traits de lumière, extravagante (2).

L'influence de Comte sur Mill présente, en ce qui regarde l'Économie politique, un intérêt de premier ordre ; nous aurons à maintes reprises l'occasion de nous en apercevoir. Auguste Comte admirait vive-

1. *Autobiographie*, chap. VI, p. 201.

2. *A. Comte et le Positivisme*, *passim*. Cf. L. à Richard Congreve (1865), dans *The letters of John Stuart Mill*, t. II, p. 42.

ment Adam Smith ; mais il méprisait énergiquement ses successeurs, et il soutint, dans le quatrième volume du *Cours de philosophie positive*, que l'Économie politique n'avait aucun droit au titre de science ; elle devait être absorbée par la sociologie générale. Mill n'accepta jamais cette opinion, mais il resta très convaincu de la solidarité des faits économiques et des autres faits sociaux, sur laquelle Comte avait tant insisté. De plus il accepta toujours, à peu près sans réserves, sa conception de l'histoire de l'humanité, qui se résume dans la loi des trois états. Il lui emprunta la distinction fondamentale de la statique et de la dynamique, ainsi que l'idée de la méthode déductive inverse. C'est surtout en lui donnant le sentiment de la relativité historique que Comte devait agir puissamment sur Mill ; son influence rejoignait, à cet égard, celle des Saint-Simoniens. Notre auteur s'en est parfaitement rendu compte ; il nous dit dans l'*Autobiographie* (1) : « Le principal profit que je tirai des idées émises par les Saint-Simoniens et par Comte fut que je possédai une conception plus claire que jamais des caractères d'une période de transition dans l'opinion, et que je cessai de prendre les caractères moraux et intellectuels de cette période pour les attributs normaux de l'humanité. »

Ainsi il paraît bien clair qu'à l'époque de la publication de la *Logique*, Mill avait subi deux sortes

1. *Autobiographie*, chap. V, p. 158.

d'influences divergentes : celle des doctrines psychologiques et économiques de James Mill et de ses amis, celle des conceptions historiques et sociologiques des Saint-Simoniens et d'Auguste Comte.

CHAPITRE II

L'Économie politique considérée comme une science : son objet ; sa possibilité

§ 1. — SCIENCE ET ART

Les débuts de la plupart des sciences ont été rendus difficiles par l'existence de spéculations vagues et antiscientifiques sur leur objet. Quand les hommes commencent à s'intéresser à un ordre nouveau de questions, ils ont coutume de viser un but pratique et, par là même, ils sont portés à aborder trop vite des problèmes trop compliqués. Parlant de l'état des sciences en Angleterre, Mill écrivait un jour à Auguste Comte (1) : « Quant à la biologie, elle reste encore chez nous, plus que chez vous, dans cet état provisoire, si bien caractérisé par vous, et même par Bacon, celui dans lequel *la science n'est pas encore séparée de l'art correspondant*. » C'est là un fait très général ; il est particulièrement manifeste en ce qui concerne les sciences de l'homme : c'est en vue d'une meilleure organisation pratique que l'on a d'abord étudié la vie morale, la vie politique, la vie éco-

1. *Lettres à Comte*, p. 152.

nomique. Voici de quelle façon commence le grand traité d'économie politique de Stuart Mill (1) : « Dans toutes les branches des connaissances humaines, la pratique a devancé la science. L'investigation systématique du mode d'action des forces naturelles est le résultat tardif d'une longue suite d'efforts tentés dans la vue de faire servir ces forces à quelque but pratique. L'Économie politique, considérée comme science, est toute moderne, mais l'objet dont elle s'occupe a de tout temps constitué l'un des principaux intérêts pratiques de l'humanité. »

Avec un très juste sentiment des nécessités du travail scientifique, Mill a dénoncé la confusion regrettable de la théorie et de la pratique, ou plutôt cette priorité de la pratique imposant à la théorie des démarches prématurées. Pour faire œuvre sérieuse, il faut rompre résolument avec les méthodes des politiciens et des journalistes, qui prétendent résoudre immédiatement les questions les plus compliquées que pose la vie courante (2). Si Mill insiste sur ce point, c'est parce qu'il sait que la confusion n'a pas été commise seulement par les « men of business » ; on peut la reprocher aussi aux premiers penseurs qui cherchèrent à fonder la science économique.

Lorsque Mill, au début de l'*Essai*, cherche à définir l'objet de l'Économie politique, c'est à cette difficulté qu'il se heurte d'abord. Dans une page admi-

1. *Principes*, Obs. prél., t. I, p. 1.

2. *Logique*, l. VI, ch. VI, § 1, t. II, p. 465.

ramblement claire (1), il établit la distinction de la science et de l'art. On dit souvent que l'Économie politique étudie la façon dont les nations peuvent s'enrichir ; le titre du grand ouvrage d'Adam Smith a contribué à accréditer cette conception. Elle confond, en réalité, la science et l'art, qui « diffèrent comme l'entendement de la volonté ou comme, en grammaire, le mode impératif du mode indicatif. L'une s'occupe de faits, et l'autre de préceptes. La science est une collection de vérités ; l'art un corps de règles, de directions pour la conduite. La science nous dit : Ceci est, ou : Ceci n'est pas ; Ceci arrivera, ou : Ceci n'arrivera pas. L'art nous dit : Fais ceci, évite cela. La science nous fait connaître un phénomène, et s'efforce de découvrir sa loi. L'art se propose une fin, et cherche les moyens de la réaliser ». C'est pourquoi nous voyons Stuart Mill, dans le VI^e Livre de la *Logique*, consacrer un chapitre spécial à la logique de la pratique (2).

Mais, s'il a un but distinct de celui de la science, l'art ne saurait se constituer indépendamment de la science : s'il le faisait, il resterait ἐμπειρία, et ne deviendrait pas τέχνη, au sens où Platon prenait ces termes (3). Pour qu'il y ait art véritable, il faut que les préceptes reposent sur les doctrines ; dans une lettre à Auguste Comte, Mill, lui annonçant qu'il travaille à son grand traité économique, explique

1. *Essai*, p. 123-124.

2. *Logique*, l. VI, ch. XII, t. II, p. 549 sqq.

3. *Essai*, p. 124.

qu'il pense contribuer ainsi à l'éducation positive de beaucoup d'esprits, qui risquent de se réfugier dans « l'empirisme systématique » et de « nier toute doctrine générale en matière sociologique » (1). Pour n'être pas empirisme pur (les médecins prennent encore le mot dans ce sens), l'art devra se fonder sur la science.

Voici comment Mill conçoit leurs relations (2) : « L'art se propose une fin à atteindre, définit cette fin, et la soumet à la science. La science la reçoit, la considère comme un phénomène, comme un effet à étudier et, après en avoir recherché les causes et les conditions, la renvoie à l'art avec un théorème sur la combinaison de circonstances qui pourrait le produire. » C'est donc « dans les théorèmes de la science qu'on trouvera les fondements de toute règle d'art » (3). En un sens, on peut dire que la science et l'art envisagent les mêmes choses de deux points de vue opposés : la science « s'attache à une cause qu'elle suit dans ses différents effets, tandis que l'art rapporte un effet à ses causes et conditions multiples et diverses ».

Rien ne serait plus dangereux que de méconnaître les rapports de la science et de l'art, du théorème et du précepte. Le second tire du premier sa justification ; et c'est seulement en consultant le premier qu'on peut mesurer la portée véritable du second.

1. *Lettres à Comte*, p. 323.

2. *Logique*, l. VI, ch. XII, § 1, t. II, p. 551.

3. *Logique*, l. VI, ch. XII, § 5, t. II, p. 555.

Mill reproche aux Français (1) d'avoir méconnu cette vérité, et d'avoir pris l'habitude de résoudre les questions pratiques à l'aide de « maximes supposées universelles », qu'on oublie de rapporter à leurs justifications théoriques, et auxquelles par suite on se dispense d'apporter les limitations nécessaires.

On peut donc, à bon droit, faire honneur à Stuart Mill d'avoir vu clairement le danger que présente pour l'élaboration de la science l'existence de préoccupations pratiques immédiates, et d'avoir en même temps formulé de façon énergique la dépendance de la pratique à l'égard de la théorie. Il prétendit lui-même donner l'exemple, et l'on sait qu'il a intitulé son grand ouvrage de 1848 : *Principes d'économie politique avec quelques-unes de leurs applications à l'économie sociale*. Il tient manifestement à ce que son ouvrage apparaisse comme ayant à la fois une valeur spéculative et un intérêt pratique. La qualité vraiment distinctive du livre d'Ad. Smith, nous dit-il dans la préface de la première édition, « celle par laquelle il diffère surtout de quelques autres qui l'ont égalé ou même surpassé comme simples expositions des principes généraux de la matière, c'est qu'il associe constamment les principes avec leurs applications » (2). Mill prétend renouer cette tradition, mais il a soin d'ajouter qu'il ne consent pas à acheter cet avantage au prix du sacrifice des raisonnements stric-

1. *Logique*, l. VI, ch. XII, § 4, t. II, p. 554.

2. *Principes*, Préface, t. I, p. XXI.

tement scientifiques. On peut lui reprocher seulement, semble-t-il, une hâte imprudente à passer des théories à leurs applications. Mais en somme il aborde son œuvre économique avec les mêmes sentiments que ceux qui lui avaient inspiré ses doctrines logiques. Son attitude paraît absolument rationnelle, et l'on pourrait s'étonner qu'elle n'ait pas rallié tous les suffrages, si l'on ne savait qu'il est à la fois plus facile et plus séduisant de dissenter sur les problèmes les plus complexes de la pratique que d'arriver sur des questions plus simples à une certitude scientifique (1).

§ 2. — PLACE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE PARMI LES SCIENCES

C'est donc essentiellement comme une science qu'il faut traiter l'Économie politique, en se réservant de tirer des vérités obtenues les conséquences pratiques qui s'en peuvent légitimement tirer. Quelle est donc la place qu'occupe l'Économie politique parmi les sciences ? Mill l'a définie d'une façon très nette, aussi bien dans *l'Essai* (2) que dans la *Logi-*

1. Cf. Maurice Block, p. 301 ; cet auteur estime que la question des rapports de la science et de l'art restera toujours une « unsettled question », car l'attitude prise à cet égard est surtout « affaire de tempérament. »

2. *Essai*, p. 129 sqq.

que (1) ; c'est surtout dans le premier de ces ouvrages que son opinion est développée. En effet, se proposant de définir l'Économie politique, Mill, après avoir écarté la confusion de la science et de l'art, se préoccupe de la situer par rapport aux autres sciences. L'ensemble de la connaissance humaine comprend deux domaines : celui des « sciences physiques », et celui des « sciences morales ou psychologiques ». Il ne faut d'ailleurs pas se méprendre sur le sens de cette distinction : si l'on définissait les secondes comme s'occupant de l'esprit, les premières comme s'occupant des choses autres que l'esprit, où classerait-on par exemple la théorie de la musique ou de la peinture ? « Dans toutes les relations de l'homme avec la nature, que nous le considérions comme agissant sur elle ou comme en recevant des impressions, l'effet ou le phénomène dépend de causes de deux sortes : les propriétés de l'objet qui agit (acting) et celles de l'objet qui subit (acted upon). Tout événement possible, dans lequel l'homme et les choses extérieures sont à la fois intéressés, résulte de la collaboration d'une ou plusieurs lois de la matière, et d'une ou plusieurs lois de l'esprit. Ainsi la production du blé par le travail humain est le résultat d'une loi de l'esprit et de plusieurs lois de la matière. Les lois de la matière sont les propriétés du corps humain qui rendent la nourriture nécessaire à sa subsistance. La loi de l'esprit est que l'homme désire posséder

1. *Logique*, l. VI. ch. IX, § 3, t. II, p. 495.

la subsistance, et par suite veut les moyens de se la procurer. » Mill remarque ensuite que les lois de la matière et les lois de l'esprit sont si dissemblables qu'il serait tout à fait irrationnel de les comprendre dans une même discipline ; et il aboutit aux définitions suivantes : « Les sciences physiques sont celles qui s'occupent des lois de la matière, et de tous les phénomènes complexes en tant qu'ils dépendent des lois de la matière. Les sciences mentales ou morales sont telles qui s'occupent des lois de l'esprit et de tous les phénomènes complexes en tant qu'ils dépendent des lois de l'esprit. »

C'est évidemment dans cette seconde catégorie que l'Économie politique va se classer. Mill nous fait remarquer que sa distinction nous permet d'éviter une confusion qui se rencontre communément dans les définitions de cette science. On a coutume de la définir comme la science de la production des richesses et de leur distribution. Mais une telle définition embrasserait par exemple l'art agricole. Il vaut donc mieux adopter la suivante : « science des lois morales et psychologiques de la production et de la distribution des richesses. »

Mais cette définition même est trop large ; car l'économie politique ne s'occupe pas de ces lois « dans tous les états de l'humanité ; elle s'en occupe seulement dans celui qu'on nomme l'état social. » Que faut-il entendre par là ? On peut étudier l'homme de trois points de vue différents : comme individu on obtiendra ainsi les lois de l'intellect pur, ou encore

celles des désirs purement égoïstes) ; comme individu en relation avec d'autres individus (on s'occupera par exemple des affections, du goût de l'approbation, et cette étude sera la base de la morale) ; enfin on pourra l'étudier comme « vivant à l'état de société, c'est-à-dire comme faisant partie d'un corps ou agrégat d'êtres humains ». C'est cette dernière science que l'on peut nommer « économie sociale », ou moins heureusement « science politique ». Dans le sixième livre de la *Logique*, Mill l'appelle « science sociale », et fait allusion au néologisme commode de « sociologie » dont il se sert couramment d'ailleurs, on comprend pourquoi, dans sa Correspondance avec Comte.

C'est à cette branche tout entière du savoir que Say a donné le nom d'Économie politique ; et c'est assurément, remarque Mill, le droit de tout auteur de définir les termes à son gré. Mais il est dangereux de s'écarter de l'usage ; et Mill considère l'Économie politique comme étant non pas la science sociale tout entière, mais une branche de cette science. Sa place est ainsi très clairement délimitée : le savoir humain comprend les sciences physiques, et les sciences morales ; au nombre de ces dernières se trouve la science sociale ; et l'économie politique est un chapitre de cette science : « elle ne s'occupe que des phénomènes de la vie sociale qui résultent de la poursuite de la richesse. »

Telle est la définition à laquelle s'arrête Mill (1).

1. Le texte de l'*Essai* est repris dans la *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 496.

Elle est assez différente des définitions communément adoptées, qui contiennent l'énumération des diverses parties de l'Économie politique.

On dira par exemple (c'est une des définitions examinées et critiquées par Mill) (1) : « l'Économie politique nous enseigne les lois qui règlent la production, la distribution et la consommation des richesses. » Nous avons vu que Mill lui-même accepte comme valable la définition suivante, dans laquelle il élimine la consommation comme ne comportant pas de lois dignes d'être étudiées à part (2) : l'Économie politique est « la science qui se rapporte aux lois morales et psychologiques de la production et de la distribution des richesses » ; la seule réserve qu'il fasse est relative au caractère social de l'objet de la science économique. Il nous semble pourtant que la définition à laquelle il aboutit est supérieure, à quelques égards, aux définitions traditionnelles ; elle est à la fois plus simple et plus compréhensive ; elle ne soulève aucune des difficultés relatives aux subdivisions de la science économique. Il faut reconnaître par contre qu'elle est peut-être moins objective, plus personnelle que les définitions usuelles, en ce qu'elle paraît impliquer une opinion bien arrêtée sur la nature psychologique des faits économiques : cette opinion était exprimée dans la dernière définition citée, elle est implicite dans celle que Mill a définitivement adoptée.

1. *Essai*, p. 125.

2. *Essai*, p. 132 en note. — cf. *Principes*, obs. prélim., t. I, p. 24.

§ 3. — NATURE PSYCHOLOGIQUE DES FAITS ÉCONOMIQUES

L'objet de l'Économie politique se trouve ainsi défini et la définition adoptée laisse pressentir la nature des faits considérés, mais c'est là un point fort important sur lequel il y a lieu d'insister.

Les faits économiques sont essentiellement *des faits psychologiques*. Dans tous ses ouvrages, toutes les fois qu'il en eut l'occasion, Mill a proclamé cette idée, presque sans avoir l'air de soupçonner qu'elle put être discutée. Les influences les plus variées ont agi sur lui ; il a parfois, il a souvent emprunté aux doctrines adverses certaines de leurs préoccupations et de leurs assertions, que nous pouvons avoir quelque peine à concilier avec le caractère psychologique de sa conception ; jamais pour sa part il n'a songé à le tenir pour suspect.

Il faut dire que toute sa culture première venait lui imposer son attitude. Les économistes ricardiens expliquaient l'ordre économique, se le représentaient de façon psychologique (1). Mais leur attitude n'était en quelque sorte qu'une conséquence logique de toute la tradition philosophique anglaise. On a remarqué que c'est la philosophie anglaise du XVIII^e siècle qui a fourni aux économistes les notions psychologiques dont ils se servirent. Stuart Mill lui-même

1. Barrault. Introduction au livre de Cannan, p. 15.

a eu clairement conscience de cette tradition : c'est dans l'*Essai* de Locke qu'il voit « l'origine et la base de la psychologie analytique moderne » (1) ; cette psychologie analytique, que Berkeley, Hume et Bentham contribuèrent à développer, faisait le sujet d'un des livres principaux de James Mill, l'*Analysis of human mind*, dont son fils devait donner une réédition. C'est cette psychologie analytique qui est connue dans l'histoire de la pensée sous le nom de psychologie associationniste ; les principes fondamentaux en sont exposés dans le VI^e Livre de la *Logique*.

Dans son intéressant ouvrage sur Stuart Mill, M. Douglas (2) a montré cette importance primordiale de la psychologie dans la philosophie de notre auteur. Le rôle assigné à l'étude de l'homme individuel dans l'explication de la vie sociale est, selon lui, « la clef de sa conception de la science sociale ». Et de fait, le caractère psychologique des faits sociaux comporte bien des conséquences dont les plus importantes doivent être indiquées dès maintenant : ce qui est vrai de la science sociale l'est de l'Économie politique, qui n'en est qu'une subdivision.

L'idéal de toute science en voie de formation est d'atteindre à une précision numérique. On sait que les sociologues, et les économistes se sont mainte fois laissé séduire par cet idéal. Mais le fait psychique,

1. *Dissert. and Discuss.*, t. I, p. 114.

2. Douglas, *Stuart Mill*, p. 137.

malgré tous les efforts faits en ce sens, malgré le sentiment que nous avons de différences d'intensité psychologique, reste rebelle à l'application du nombre. Puisque le fait social, le fait économique sont, au fond, des faits psychiques, les spéculations que l'on peut faire sur eux doivent garder aussi la forme qualitative : Mill, lorsqu'il aborde, dans le VI^e livre de la *Logique*, l'étude de la science sociale, a soin de rappeler « l'impossibilité d'appliquer des nombres précis à des faits de cette nature » (1).

Mais la qualité même du fait se trouvera déterminée par la représentation psychologique que Mill en a. Devinant la question essentielle sur laquelle devaient discuter les sociologues à la fin du xix^e siècle (2), Mill voit bien que l'en peut hésiter entre deux conceptions du fait social : ou bien on le concevra comme original, comme irréductible, et il faudra en aborder l'étude directe ; ou bien on se le représentera comme une sorte de complication du fait psychique, et la sociologie se laissera déduire de la psychologie. On entrevoit déjà comment l'idée qu'on se fait de la nature des faits étudiés commande toute la théorie de la méthode. Si Mill a bien vu la question, il ne s'est pas moins nettement décidé : « Les lois des phénomènes de la société, nous dit-il, ne sont et ne peuvent être rien autre chose que les lois des actions et des passions des hommes unis entre eux dans l'état de

1. *Logique*, l. VI, ch. VI, § 2, t. II, p. 437 ; cf. Belot, p. 79, n. 6.

2. La discussion qui se prolongea entre M. Durkheim et M. Tarde est particulièrement digne d'être rappelée.

société. Les hommes, quoique à l'état de société, sont toujours des hommes, leurs actions et passions obéissent aux lois de la nature humaine individuelle. Les hommes ne sont pas, lorsqu'ils sont réunis, transformés en je ne sais quelle autre substance douée de propriétés nouvelles, à la façon dont l'oxygène et l'hydrogène diffèrent de l'eau (1)... Les êtres humains en société n'ont pas d'autres propriétés que celles qui dérivent des lois naturelles de l'individu et qui peuvent s'y réduire (2). » Tout ce que Mill reconnaît, c'est que l'état de société constitue un ensemble de conditions, de circonstances qui aura son action sur la structure psychologique de l'individu. « Il y a, explique-t-il (3), des principes de la nature humaine étroitement liés aux idées et sentiments engendrés par la vie sociale. Sans doute il n'y a guère de lois élémentaires de l'esprit qui soient spéciales à cet état : mais les lois ordinaires, agissant dans ces conditions produisent des résultats assez universels et assez simples pour qu'on puisse les appeler lois sociales. » C'est pour cela qu'il y a lieu de constituer une science sociale distincte de la science de l'homme individuel, comme nous l'avions précédemment indiqué.

C'est surtout dans sa correspondance avec Auguste

1. On a remarqué avec raison (Belot, Introduction, p. LVI) que Mill, admettant une « chimie mentale ». (*Logique*, l. VI, ch. IV § 3) n'était guère fondé à refuser d'admettre une « chimie sociale », étant donné surtout que la science sociale est, selon lui, un prolongement de la psychologie.

2. *Logique*, l. VI, ch. VII, § 1 ; t. II, p. 468.

3. *Essai*, p. 135.

Comte que Mill a été amené à affirmer son attitude ; et il faut consulter surtout les lettres écrites lorsque l'enthousiasme de Mill fut tombé, à une époque où il ne cherchait pas à masquer les divergences. Il écrit en 1846 (1) : « Les dissidences qui existent en matière sociale entre deux penseurs consciencieux, qui se ressemblent d'aussi près que vous et moi dans leurs principes logiques doivent tenir à ce que l'un ou l'autre n'entend pas assez bien *les lois de la nature humaine*. » Comte, qui a des œillères, comprend qu'il s'agit de la biologie, et il est bien persuadé qu'en cette matière il en sait plus long que Mill. Mill, agacé, répond que, si Comte sait un peu plus de biologie, lui, Mill, sait beaucoup plus de psychologie : que lui, Mill a toujours cherché à perfectionner ses connaissances biologiques, tandis que Comte s'en tenait à un mépris systématique de la psychologie. Il ne peut y avoir de sociologie rationnelle que celle qui se fondera sur la connaissance de l'homme individuel : Comte pensait tout au contraire qu'il ne faut pas expliquer « l'humanité par l'homme, mais l'homme par l'humanité » (2).

Dans son article sur Mill et Comte, Littré a bien marqué (3) l'antithèse fondamentale des deux doctrines philosophiques. Pour Comte, la philosophie est l'étude du monde ; pour Mill elle est l'étude de l'homme. L'un voit les choses objectivement, il fait

1. *Lettres à Comte*, p. 502.

2. Lévy-Bruhl, Introduction, p. XXXV.

3. Littré, p. 834-835.

effort pour saisir hors de l'esprit, les choses extérieures. L'autre se représente les choses de façon subjective c'est la vie intellectuelle et morale de l'individu qui est vraiment l'objet du savoir entier. Rien n'est plus opposé, par exemple, à la théorie de Mill, que le matérialisme historique des marxistes. Et Taine l'avait bien compris qui caractérisait ainsi (1) l'œuvre économique de Stuart Mill : « C'est un économiste qui subordonne la production à l'homme au lieu de subordonner l'homme à la production. »

Dans tout le cours de notre travail, nous aurons à signaler des conséquences de cette conception psychologique ; nous aurons à voir aussi quelles réserves y furent apportées, sous l'influence de doctrines sociologiques et historiques. Mais, si Stuart Mill s'est fait de toute la vie sociale une conception psychologique, c'est sans doute parce que la tradition philosophique anglaise l'orientait en ce sens, c'est aussi, croyons-nous, parce que l'économie politique était pour lui le type de toute science sociale. Tout ce que nous avons dit dans ce chapitre sur la nature de la science sociale s'applique d'une façon particulièrement facile et rigoureuse à l'économie politique, telle que les économistes classiques l'ont conçue. C'est surtout parce que cette discipline, la plus avancée des disciplines sociales, était constamment présente à l'esprit de Mill qu'il a considéré le fait social comme un fait psychologique. Nous en

1. Taine, p. 46.

avons une preuve : Mill a vu dans l'attitude de Comte relativement à l'économie politique un signe de la fausseté de la conception sociologique de Comte (1) : celui-ci rejetait « l'unique essai systématique fait par une suite de penseurs pour constituer » une science sociale ; c'est au contraire cet effort qui a constamment guidé Stuart Mill.

§ 4. — LA POSSIBILITÉ DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Section A. — La liberté n'est pas un obstacle à la constitution des sciences de l'homme.

Sachant ce que doit être l'économie politique, il y a lieu de se demander si elle peut vraiment se constituer comme science. Plusieurs difficultés sérieuses se présentent. Et tout d'abord, peut-on justement parler de sciences de l'homme : toute science suppose le déterminisme au sein des phénomènes qu'elle étudie ; l'homme que l'on tient à se représenter comme doué d'une libre initiative peut-il donc être étudié scientifiquement ? L'objection est si pressante, si classique que c'est à son examen que se trouve consacré le second chapitre du VI^e Livre.

Au reste l'épigraphe même du VI^e Livre nous indique l'importance que Mill attachait à cette question, primordiale en effet : c'est une page dans laquelle Condorcet exprime cette idée que la vie intellectuelle

1. Littré, p. 845.

et morale de l'homme est soumise, comme le reste de la nature, à des lois générales, nécessaires et constantes (1). Les spéculations morales et sociales du XVIII^e siècle, avaient lentement mûri cette idée ; et Mill lui-même sait bien qu'elle ne date pas d'hier : « Montesquieu, Machiavel même, dit-il quelque part (2), Adam Smith et tous les économistes, tant en France qu'en Angleterre, Bentham et tous les penseurs de son école, avaient la pleine conviction que les phénomènes sociaux se conforment à des lois invariables. » Mill ne pense pas autrement : il serait ridicule de mettre l'homme en dehors de la nature. Dans un article de la *London Review*, en 1835 (3), Stuart Mill nous montre bien son sentiment à cet égard : il y examine les opinions du professeur Sedgwick sur les études à l'Université de Cambridge ; Sedgwick distinguait : l'étude des lois de la nature ; l'étude des littératures anciennes ; l'étude de nous-mêmes, comme individus et comme êtres sociaux. Mill s'étonne, se scandalise presque de cette classification qui semble mettre l'homme hors de la nature, et considère son activité individuelle et sociale comme soustraite à l'empire des lois naturelles.

Aussi ne sommes-nous pas surpris de voir Mill, dans le second chapitre du VI^e Livre, affirmer énergiquement que les actions humaines sont soumises à la loi de causalité. Mais il s'explique longuement

1. *Logique*, l. VI, épigr. ; t. II, p. 414.

2. *A. Comte et le Positivisme*, p. 52.

3. *Dissert. and discuss.*, t. I, p. 101.

sur la portée véritable de sa doctrine : il tient à montrer en effet que son déterminisme n'est pas inconciliable avec une certaine conception de la liberté. La question nous paraît présenter un intérêt particulier pour les penseurs classiques qui considèrent la vie économique comme régie par des lois, et qui d'autre part, attribuent un rôle fondamental à la liberté humaine. Mill attachait une grande importance à sa théorie de la liberté, qui lui avait permis de sortir vainqueur de sa grande crise morale de 1826.

Il s'agit de savoir si l'existence des lois causales enlève à l'homme la possibilité d'agir d'une façon efficace sur son caractère, sa conduite, sa destinée. Si on le pense, c'est que le terme de « nécessité » est généralement confondu avec le terme de « fatalité » ; quand on sait que telle cause produit tel effet, on oublie que l'action de cette cause peut être contrariée par l'action d'une autre cause, sans que la valeur de la loi soit aucunement compromise. Tel penchant nous porte vers tel acte, mais nous pouvons avoir le désir de résister à ce penchant. Il est très vrai que nous ne pouvons modifier notre caractère si nous n'en avons pas le désir ; à cet égard les nécessairement ont raison ; mais si nous en avons le désir, ce désir est une force dont nous n'avons aucune raison de contester l'efficacité ; c'est précisément la conscience de cette force que l'on nomme le sentiment de la liberté. « Toute personne se sent moralement libre, dit Mill (1), quand elle sent que ses habitudes et ses

1. *Logique*, l. VI, ch. II, § 3, t. II, p. 425.

tentations ne la dominent pas, mais qu'elle les domine, lorsque, même en y cédant, elle sent qu'elle pourrait leur résister. » Ainsi, le sentiment réel que nous avons de notre liberté, de notre autonomie ne doit aucunement nous empêcher d'admettre que la vie psychique et la vie sociale sont soumises à des lois : notre liberté, notre volonté est un élément, un élément réel du déterminisme universel.

Les philosophes tiennent volontiers pour suspect le déterminisme de Mill (1). Comme métaphysicien, Mill appartient à l'école phénoméniste; il est disciple de David Hume; il se représente la cause et son effet comme n'étant liés par aucun autre rapport qu'une relation de succession constante. Ne portant pas au delà de l'expérience, des phénomènes, l'esprit ne saurait saisir aucun lien réel qui rende inconcevable la séparation de la cause et de son effet. La relation d'antécédent à conséquent qui sert de base à une loi causale est constante; mais elle ne diffère pas autrement d'une relation accidentelle et fortuite. En réalité il n'y a pas de relation absolument universelle et nécessaire. Taine, dans cet article où Mill s'était senti compris (2), a admirablement mis en valeur cette idée (3) : « Nous ne pouvons établir entre les faits aucune liaison universelle et nécessaire. Mill s'arrête là, mais certainement, en menant son

1. Cf. Belot, Introduction, p. XL.

2. Cf. *Logique*, t. II, p. 106, n. 1; Mill répudie d'ailleurs la doctrine de Taine sur la causalité.

3. Taine, p. 69.

idée jusqu'au bout, on arriverait à considérer le monde comme un simple monceau de faits. Nulle nécessité intérieure ne produirait leur liaison, ni leur existence (1). Ils seraient de pures données, c'est-à-dire des accidents... Le hasard, comme chez Démocrite, serait au cœur des choses. » Mill n'a pas voulu, ou n'a pas osé « enfoncer et serrer au cœur de toute chose vivante les tenailles d'acier de la nécessité ».

C'est parce qu'il était d'abord psychologue, parce qu'il voyait les choses de l'intérieur de la conscience humaine, comme des données psychologiques qui se succèdent sans paraître céder à une inflexible nécessité que Mill a adopté un déterminisme si souple, si fragile. Nous n'aurions pas insisté sur les caractères de cette doctrine philosophique si l'on ne retrouvait dans les conceptions économiques de notre auteur une image de cet éclectisme, ou de cette inconsistency.

Mill a cru à l'efficacité de l'action humaine, en même temps qu'il croyait, ou pensait croire, au déterminisme économique (2). Il a de bonne heure estimé que les hommes peuvent, par le progrès des idées et des institutions, modifier leurs conditions

1. Mill est formel à cet égard : « Pour ce qui est de la nécessité réelle (par opposition au sentiment que nous en avons, et qui s'explique par l'association), nous ne savons pas si elle existe dans le fait de la cause. » (*Examen de la philosophie d'Hamilton*, p. 349. — Cf. p. 573.)

2. *Logique*, l. VI, ch. XI, § 2-3, t. II, p. 537. Mill y développe cette idée que l'existence de lois historiques n'entraîne pas l'inefficacité des causes morales, des initiatives individuelles et gouvernementales.

d'existence. Cette idée de la possibilité d'une transformation sociale par l'initiative des individus, Mill la tenait des Saint-Simoniens, ainsi qu'il nous l'explique dans l'*Autobiographie* (1) ; mais c'est surtout, nous dit-il, sous l'influence de sa femme qu'elle devint « le souffle vivant qui anime son livre ». C'est cette conviction qui fut à l'origine d'une de ses doctrines économiques les plus fameuses : la distinction des lois de la production, lois immuables auxquelles nous ne pouvons rien changer, et des lois de la distribution qui dépendent dans une large mesure de l'initiative humaine. Mill ne pense pas pour cela qu'il soit impossible de découvrir de véritables lois de la distribution : s'il le pensait, il faudrait mettre cet ordre de problèmes hors de la science économique. Il pense seulement que ces lois sont variables et temporaires, tandis que les autres sont fixes et éternelles. Voici comment il conçoit leur intégration dans le déterminisme général (2) : « Au contraire des lois de la production, celles de la distribution sont en grande partie d'institution humaine. Le mode dont la richesse est distribuée dépend des lois et des usages prévalant en diverses contrées. Mais si les gouvernements ou les peuples ont le pouvoir de décider quelles seront les institutions du pays, ils n'ont pas celui de déterminer arbitrairement comment ces institutions devront fonctionner. Il appartient à la science économique de rechercher les conditions d'où découle le

1 *Autobiographie*, chap. VII, p. 236.

2. *Principes*, Observ. prélim., t. I, p. 24.

pouvoir que ces institutions s'arrogent sur la distribution, et la manière dont cette distribution est affectée par les divers modes de conduite qu'il convient aux diverses nations d'adopter. »

Ainsi, tout en croyant au déterminisme social, Mill n'oublie jamais qu'il traite d'êtres humains doués de volonté ; il a exprimé parfaitement son sentiment dans une lettre datée de 1867 (1). Il écrit à W.-T. Thornton au sujet d'un article de la *Fortnightly Review*, et après quelques critiques il le félicite de contribuer à « ce qu'on peut appeler l'émancipation de l'Économie politique ; cette émancipation consiste à la libérer de cette sorte de doctrines de la vieille école (si chères aujourd'hui aux gens bien pensants) qui traite les lois commerciales, la loi de l'offre et de la demande par exemple, comme des lois de la matière inanimée, qui ne seraient pas soumises à la volonté d'êtres humains, dont pourtant elles ont les sentiments, les intérêts, les principes d'action pour base. C'est là une de ces confusions intellectuelles dont on ne tardera pas à s'étonner, et vous aidez beaucoup à la dissiper, ce qui est une besogne excellente ».

Il semble bien que, sur la fin de sa vie, Mill fut porté à faire une place de plus en plus large à l'initiative humaine. Comme l'ont nettement indiqué en par-

1. *The Letters of John Stuart Mill*, t. II, p. 90. — Cf. aussi un article paru en 1845 dans la *Revue d'Edimbourg*, dans *Dissert. and discuss.* t. II, p. 186 : Mill explique qu'on peut être économiste sans se désintéresser du sort des classes ouvrières.

ticulier MM. Minto et Mitchell (1), il inclina de plus en plus vers le socialisme. Mais il ne s'agissait pas d'un socialisme déterministe et matérialiste. Il s'agissait d'un socialisme se réalisant par l'intelligence, la volonté, l'effort des hommes; pour Mill ce sont les idées qui mènent le monde (2). Cet idéalisme, cette croyance au progrès voulu et réalisé par l'homme s'accommoderaient fort mal d'un déterminisme inflexible. La tendance de Mill à leur sacrifier la rigueur des lois économiques trouva son expression ultime dans un incident célèbre, et fort curieux en effet, de la fin de sa carrière. Certains écrivains avaient tiré de la doctrine de Mill sur le « fonds de rétribution des salaires » la conséquence de la stérilité absolue des coalitions et des grèves. A l'apparition de l'ouvrage de Thornton qui critiquait cette doctrine, Mill se hâta de publier dans la *Fortnightly Review* un article dans lequel il répudiait sa théorie (3). Ce désaveu fit scandale : il ne doit pas trop nous surprendre. Comme philosophe, Mill ne donnait guère au déterminisme qu'une adhésion verbale; comme économiste, il était tout prêt à le sacrifier aux idées d'initiative humaine et de progrès social.

1. W. Minto et J.-M. Mitchell, p. 456. Mill indique lui-même dans l'*Autobiographie* (chap. VII, p. 224) que ses idées sur ce point évoluèrent entre les deux premières éditions des *Principes*.

2. *Logique*, I. VI, ch. XI, § 3, t. II, p. 540-541.

3. Cossa, p. 352.

Section B. — *La complexité des faits qu'elle étudie n'est pas un obstacle à la constitution de la science sociale.*

Si la liberté ne constitue pas, malgré tout, un obstacle, qui aurait été primordial et décisif, à la constitution des sciences de l'homme, n'y a-t-il pas lieu de craindre du moins que la complexité des faits sociaux nous empêche d'en aborder utilement l'étude ? Nul n'a été plus frappé que Mill par cette complexité ; le sentiment très vif qu'il en a eu constitue même une des originalités et un des mérites les plus certains de sa doctrine. Aussi s'est-il demandé si elle ne rend pas impossibles les sciences sociales. Il formule ainsi l'objection qu'il se fait à lui-même (1) : « Les circonstances qui agissent sur la condition et la marche de la société sont innombrables et changent perpétuellement ; et quoique tous ces changements aient des causes et par conséquent des lois, la multitude des causes est telle qu'elle défie tous nos efforts de calcul. »

Cette difficulté, Mill l'avait déjà rencontrée au début du VI^e Livre, à propos de la science de la nature humaine. Il avait répondu de la façon suivante (2) : « Il peut arriver que les causes fondamentales, celles dont dépendent les principaux éléments des phénomènes, soient accessibles à l'observation et au calcul. » Si d'autres causes, moins importantes, viennent à « con-

1. *Logique*, I, VI, ch. VI, § 2, t. II, p. 467.

2. *Logique* I, VI, ch. III, § 1, t. II, p. 427 sqq.

courir avec ces causes principales et les contrarient, l'effet, corrélativement, s'écarte plus ou moins de ce que les causes principales auraient produit à elles seules. » Mill nous explique son opinion à l'aide d'une comparaison avec la théorie des marées. Le phénomène des marées, en tant qu'il dépend des attractions du soleil et de la lune, est entièrement expliqué et peut être prédit avec certitude pour tous les points du globe. Mais des circonstances locales ou accidentelles, comme la configuration du fond de l'océan, la direction du vent, etc..., exercent une influence sur la hauteur et l'heure de la marée. Certaines de ces conditions ne pouvant être rigoureusement déterminées, la théorie des marées ne saurait, à elle seule, nous faire prévoir les phénomènes de façon rigoureuse. Elle n'en est pas moins scientifiquement établie, et fort utile pour la pratique.

Il en est de même des sciences de l'homme, et en particulier de la science sociale. On étudiera scientifiquement les causes fixes, permanentes, générales ; dans certains domaines, tels que la « science du gouvernement », leur action se perd parmi les influences des causes secondaires ; mais dans d'autres domaines, tels que celui de l'économie politique, leur action prédomine sur celle des circonstances particulières, et nos théories nous permettront de comprendre, au moins dans ses traits essentiels, la réalité (1). Il faudra seulement se montrer très prudent dans la généralisa-

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 4, t. II, p. 503.

tion ou l'application des théories ; nous aurons à nous expliquer plus tard sur ce point.

Ainsi la complexité des faits n'est pas un obstacle à la constitution de la science sociale, puisque le savant pourra, dans cette complexité, s'attacher à l'étude de certains facteurs essentiels. Pourtant Mill avait eu trop clairement conscience de la difficulté pour ne pas conserver quelque inquiétude. Sur la fin de sa vie, dans son petit livre sur Aug. Comte (1), ce n'est pas sans mélancolie qu'il parle de cette espérance du philosophe français de voir se constituer rapidement une sociologie capable de rallier tous les suffrages ; et à ce moment, c'est la complexité et la variété infinie des faits qui lui paraît le plus redoutable obstacle : « Les faits étant plus compliqués, et dépendant d'un plus grand concours de forces que dans tout autre science, la difficulté de leur appliquer la méthode déductive s'accroît en proportion ; tandis que la différence considérable entre un cas et un autre dans quelques-unes des circonstances qui affectent le résultat de l'opération fait que la prétention à l'induction directe ne vaut ordinairement pas mieux que l'empirisme. » Certes Mill n'a jamais pensé que ces difficultés allaient jusqu'à rendre impossible la science sociale ; il pense du moins que sa constitution sera laborieuse.

1. *Aug. Comte et le Positivisme*, p. 121.

Section C. — *La solidarité des faits économiques et des autres faits sociaux n'est pas un obstacle à la constitution d'une science économique indépendante.*

Si la science sociale est possible, c'est donc parce que nous pouvons, en faisant abstraction de la multitude infinie des circonstances accessoires, nous attacher à l'étude des facteurs essentiels. On étudiera séparément tel ordre de faits. Si frappé qu'il fût de la solidarité des faits sociaux de toute nature, Mill considère comme légitime et comme nécessaire la constitution de sciences sociales spéciales, et en particulier d'une économie politique indépendante. C'est là une question qui le préoccupa, et sur laquelle il s'est expliqué longuement, à plusieurs reprises.

Dès son plus jeune âge en effet, Mill avait été habitué à considérer l'Économie politique comme une science autonome, ayant un objet propre bien défini. Or l'homme qui renouvela ses conceptions en matière sociale, Auguste Comte, prétendait au contraire que l'Économie politique ainsi comprise n'est qu'une forme attardée de métaphysique. La vie économique n'est qu'un aspect de la vie sociale : on se condamne d'avance à ne pas la comprendre si on prétend l'étudier séparément. Il y a lieu de constituer une sociologie générale, et non pas des sociologies spéciales. Voici comment Mill lui-même résume (1) l'argumentation de Comte : « L'ordre commun de la science

1, *Aug. Comte et le Positivisme*, p. 87.

passer des détails au tout. La méthode de la sociologie doit passer du tout aux détails. Il n'y a point de principe universel qui règle l'ordre de l'étude, sauf celui de passer du connu à l'inconnu, en choisissant, pour nous frayer un chemin jusqu'aux faits, le point le plus ouvert à notre observation. Dans les phénomènes de l'état social, le phénomène collectif nous est plus accessible que les parties dont il se compose... L'état de chaque partie du tout social a, en tout temps, une connexion intime avec l'état contemporain de toutes les autres. Les croyances religieuses, la philosophie, la science, les beaux-arts, les arts industriels, le commerce, la navigation, le gouvernement sont tous mutuellement dans une dépendance étroite les uns des autres, si bien que, lorsqu'un changement considérable a lieu dans l'un, nous pouvons par là connaître qu'un changement parallèle dans tous les autres l'a précédé ou le suivra. »

L'argument est très fort ; il frappa vivement Stuart Mill. Celui-ci s'est maintes fois rallié à l'idée de la solidarité des faits sociaux. En particulier, dans la préface de la première édition de ses *Principes d'économie politique* (1), il insiste sur cette idée que les faits économiques ne peuvent pas être considérés comme indépendants de l'ensemble de l'activité sociale ; il loue Adam Smith d'en avoir eu clairement conscience, et il prétend suivre cet exemple. Il devait

1. *Principes*, t. I, p, XXI.

donc être assez embarrassé par l'argumentation de Comte.

Pourtant il n'eut jamais une hésitation ; jamais il ne songea à sacrifier l'indépendance de l'économie politique. La continuité parfaite de sa pensée est facile à établir. Au moment où l'influence de Comte s'exerçait le plus fortement sur lui, lors de la composition de la *Logique*, il consacrait un long paragraphe à expliquer son opinion, et il lui suffisait alors de compléter les indications qu'il avait données antérieurement dans l'*Essai* (1). Un peu plus tard, Mill faisait part à Auguste Comte de son projet de grand traité économique ; sans doute il reconnaît fort poliment (2) « le caractère purement provisoire de toute doctrine sur les phénomènes industriels qui fasse abstraction du mouvement général de l'humanité », il donne ainsi à Comte qui tient toujours à affirmer lourdement son attitude, l'occasion d'insister (3) sur cette « inévitable solidarité des vraies considérations industrielles avec l'ensemble des conditions spéculatives et morales ». Mais enfin Mill écrit son *Traité*, contrairement en somme à l'opinion de Comte ; et ce fait brutal est plus significatif qu'une déclaration de principe. Enfin, au terme de sa carrière, dans son petit livre sur Comte, Mill nous découvre, avec plus de liberté, sa pensée qui, au fond, n'a pas varié.

La raison que Mill a eu de maintenir contre son

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 495.

2. *Lettres à Comte*, p. 322 (lettre du 6 juin 1844).

3. *Lettres à Comte*, p. 421.

correspondant la légitimité d'une science économique indépendante se trouve parfaitement exposée dans la *Logique* (1) : « Malgré le consensus universel des phénomènes sociaux, en vertu duquel tout ce qui a lieu dans une partie quelconque de la société a une influence sur toutes les autres parties ; malgré l'ascendant souverain que l'état général de la civilisation et du progrès social, dans une société donnée, doit exercer sur tous les phénomènes partiels et subordonnés, il n'en reste pas moins vrai que des classes différentes de faits sociaux dépendent immédiatement et en premier ressort de causes différentes ; d'où il suit qu'il est non seulement avantageux mais nécessaire de les étudier à part, absolument comme dans le corps naturel on étudie séparément la physiologie et la pathologie de chacun des principaux organes et tissus, quoiqu'il subisse l'influence de tous les autres, et que la constitution particulière et l'état général de santé de l'organisme coopèrent avec les causes locales et souvent l'emportent sur elles pour déterminer l'état d'un organe particulier. » Il est impossible d'exprimer une idée juste avec plus de clarté et plus de modération.

Dans le petit livre sur Comte, c'est le même argument que nous retrouvons, mais avec un peu d'humour. Mill laisse voir l'indignation véritable que provoque le jugement vraiment sommaire de Comte sur les économistes (2) : « Quiconque connaît les écrits

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 495. Cf. *ibid.*, § 4, t. II, p. 503.

2. *A. Comte et le Positivisme*, p. 81.

des économistes n'a besoin que de lire les quelques pages où il les censure pour apprendre à quel point M. Comte peut parfois être superficiel. » Il s'étonne qu'un logicien ait pu méconnaître la légitimité d'un artifice dont toutes les sciences se servent, et qui est précisément de laisser provisoirement de côté certains éléments des phénomènes. Mais il reste parfaitement prudent et mesuré. Il insiste sur la nécessité où l'on se trouve de tenir compte, dans l'application aux cas particuliers, de la multiplicité des circonstances négligées pour la commodité de l'étude. En somme on a le droit de faire abstraction de certains facteurs, à condition de ne pas oublier qu'on les a laissés de côté et qu'ils existent. Nous retrouverons cette idée quand nous étudierons la nature des vérités que l'Économie politique peut établir. Mais, quelque réserve que nous impose la solidarité de tous les faits sociaux, elle ne nous interdit pas de constituer des sciences sociales indépendantes. Mill l'a énergiquement affirmé et montré. Un témoin de la controverse, qui n'est pas suspect de partialité en faveur de Mill, Littré, a considéré sa démonstration comme décisive (1).

1. Littré, p. 840.

CHAPITRE III

Les méthodes inapplicables dans la science sociale : la méthode chimique ; la méthode géométrique.

§ 1. — L'ATTITUDE GÉNÉRALE DE MILL

Mill nous raconte dans l'*Autobiographie* (1) comment prirent corps ses idées sur la méthode des sciences sociales. Vers 1829, il était tout pénétré des conceptions politiques de Bentham et de son père ; sans doute il en sentait déjà les lacunes, mais il ne songeait pas à en faire une revision complète. Il avait le sentiment, obscur encore, qu'on ne pouvait pas en pareille matière utiliser l'expérience spécifique, et que les adversaires du benthamisme avaient tort de lui reprocher de procéder *a priori*, contrairement à la conception baconienne de la science. « J'en était là, nous dit Mill, quand parut dans la *Revue d'Edimbourg* la fameuse attaque de Macaulay contre l'*Essai sur le gouvernement* de mon père. Cet article me donna beaucoup à réfléchir. » On comprend fort bien l'impression de Mill. L'article de Macaulay (2) est

1. *Autobiographie*, chap. V, p. 149 sqq.

2. *Essais politiques et philosophiques*, p. 399 sqq.

énergique, vivant, limpide. Peut-être devait-il en outre, malgré une certaine « inconvenance de ton » (il est très dur pour James Mill), plaire à notre auteur par certaines des doctrines qui y sont défendues : Macaulay se montre fermement partisan du suffrage des femmes, que Mill devait défendre avec l'énergie que l'on sait (1). L'article en question est intéressant pour nous, il permet de reconstituer l'atmosphère dans laquelle allaient se former les idées de Mill. Nous retrouvons la raideur dogmatique de James Mill, l'enthousiasme aveugle avec lequel les benthamistes accueillaient ses écrits, l'espèce d'agacement et de mauvaise humeur fort explicables avec lesquels leurs adversaires engageaient la discussion. C'est en pleine bataille que les idées de Mill arrivèrent à maturité : entre les deux méthodes, *a priori* et *a posteriori* il semblait qu'il fallait faire choix.

Mill fut tiré d'embarras, il nous l'explique (2), par une distinction qu'il avait déjà trouvée, tout jeune, dans le *Système de chimie* de Thomson : la distinction des phénomènes chimiques dans lesquels on ne retrouve pas l'effet séparé de chaque cause, et des phénomènes mécaniques, qui sont la somme algébrique des effets de chaque cause. Les propriétés de l'eau ne se laissent pas déduire de celles de l'oxygène et de l'hydrogène. Au contraire il suffit de connaître les forces qui entrent en composition pour calculer leur résultante. « Cette distinction, nous dit Mill, éclaircit tout d'un

1. Mill professait cette opinion dès 1824 : Belot, *Introduction*, p. XV.

2. *Autobiographie*, l. c.

coup la difficulté qui m'embarrassait dans la philosophie de la politique. » Les faits sociaux ressemblent aux faits mécaniques (1). Macaulay avait tort, « parce qu'il assimilait la méthode philosophique de la politique à la méthode purement expérimentale de la chimie. » Mais James Mill avait tort aussi, car « s'il avait raison d'adopter la méthode déductive, il avait néanmoins fait un mauvais choix, puisqu'il avait pris pour type de la déduction non la méthode des branches deductives de la physique qui convient en effet aux sciences politiques, mais la méthode de la géométrie pure qui ne leur est point applicable : en effet la géométrie, n'étant point une science de causes, n'a pas besoin qu'on y fasse des sommes d'effets et ne le comporte pas. »

Cette page constitue un excellent résumé des opinions développées dans le VI^e Livre de la *Logique*. On peut se demander si, involontairement, Mill n'a pas précisé après coup les opinions qu'il avait alors. L'*Essai* sur la méthode de l'économie politique, dont la première rédaction date justement de cette époque, ne présente pas les choses exactement de la même manière (2). Mill y oppose seulement deux méthodes : celle des « théoriciens » et celle des « practical men » ; ces derniers recherchent l'expérience spécifique, et ils s'élèvent (*argue upwards*) de faits particuliers vers des conclusions générales, tandis que les premiers descendent (*argue downwards*) d'un principe général à

1. Cf. plus haut, chap. II, § 3.

2. *Essai*, p. 142.

une variété de conclusions spécifiques. L'un des procédés est purement inductif ; l'autre est mêlé d'induction et de raisonnement ; l'un est *a posteriori*, l'autre *a priori* ; dans un cas on raisonne sur une expérience, et dans l'autre sur une hypothèse. La méthode de l'économie politique est la méthode *a priori* ou abstraite ; et Mill l'assimile à la méthode géométrique, au lieu d'opposer celle-ci à la méthode physique considérée comme la meilleure.

L'*Essai* avait été écrit du vivant de James Mill ; peut-être Stuard Mill tenait-il alors à ne pas accuser les différences qui le séparaient de son père (1). Au reste, il s'agit là d'une divergence accessoire. Notre auteur lui-même ne devait pas y attacher une grande importance, puisqu'en rééditant l'*Essai*, en 1844, un an après la *Logique*, il ne changea pas la rédaction sur ce point. D'ailleurs l'antithèse fondamentale des deux méthodes *a priori* et *a posteriori* se retrouve dans la *Logique* ; et nous verrons aussi que, pour la méthode préconisée par Mill, l'exposé de l'*Essai* et celui du VI^e Livre concordent absolument. Dans la critique même de la méthode expérimentale, l'analogie est frappante : Mill raisonne dans les deux cas sur le même exemple, l'efficacité du protectionnisme. Il faut seulement considérer l'exposé de la *Logique* comme plus complet, et peut-être plus sincère, pour la raison que nous suggérions tout à l'heure. C'est

1. Mill nous dit dans l'*Autobiographie* (ch. VI, p.192) qu'il lui était pénible, du vivant de son père, de dire toute sa pensée sur les questions sur lesquelles il n'était pas d'accord avec lui.

à lui que nous nous attacherons spécialement dans les pages qui vont suivre. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à ce fait que Mill y discute la méthode de la science sociale en général ; car toutes les branches spéciales de cette science, y compris l'Économie politique, sont dans la même situation ; il est manifeste d'ailleurs que, lorsque Mill parle de la science sociale, il pense constamment à l'économie politique : sa culture, ses préoccupations constantes le laissent supposer ; les exemples sur lesquels il raisonne le prouvent clairement.

Le sixième livre est le dernier de la *Logique* : c'est après avoir passé en revue les méthodes des diverses sciences que Mill s'occupe des sciences morales, et d'une façon fort naturelle, il pense que les méthodes qui ont réussi à assurer la constitution des sciences physiques assureront aussi la constitution des sciences morales (1). C'est donc par rapport aux méthodes étudiées dans les premiers livres de la *Logique* que Mill va définir celles qui conviennent aux sciences de l'homme, et particulièrement à la science sociale.

Il y a deux méthodes principales : la méthode déductive et la méthode expérimentale (2). L'antithèse n'est pas, comme on le croit souvent, entre déductif et inductif, mais entre déductif et expérimental : au fond Mill estime qu'en dernière analyse tout procédé scientifique est une induction ou repose sur une induc-

1. *Logique*, l. VI, ch. I, § 1, t. II, p. 416.

2. *Logique*, l. II, chap. IV, § 5 ; t. I, p. 249.

tion (1). Voici comment s'opposent les deux méthodes : « Une science est expérimentale en proportion de ce que chaque cas nouveau se présentant avec des traits particuliers a besoin d'une induction nouvelle. Elle est déductive en proportion de ce qu'elle peut conclure pour les cas nouveaux en rangeant ces cas sous des inductions anciennes, en constatant que les cas dans lesquels on ne peut pas observer les marques requises ont cependant les marques de ces marques. » Ce passage nous explique ce que Mill voulait dire dans l'*Essai* quand il définissait la méthode déductive de l'Économie politique par une collaboration du raisonnement et de l'induction. — Dans le sixième livre, Mill distingue, de façon plus précise, quatre méthodes typiques, qu'il désigne à la fois par une qualification abstraite et par le nom de la science principale qui les emploie : la méthode expérimentale ou chimique ; la méthode abstraite ou géométrique ; la méthode déductive directe ou physique ; la méthode déductive inverse ou historique. Les deux premières sont inapplicables, à la science sociale ; les deux dernières y peuvent être employées, la méthode physique convenant aux branches spéciales de cette science, telles que l'économie politique, et la méthode historique à la sociologie générale.

1. *Logique*, l. II, ch. III, § 7 ; t. I, p. 228.

§ 2. — LA MÉTHODE EXPÉRIMENTALE OU CHIMIQUE

Pour juger l'argumentation dirigée par Mill contre l'emploi de la méthode chimique, il faut considérer à la fois la forme sous laquelle cette méthode se présentait alors, et les arguments théoriques qu'elle pouvait invoquer.

Voici comment Macaulay, dans l'article déjà cité qui fit sur Mill une impression si profonde, décrit cette méthode (1). Il se demande comment on peut arriver à de justes conclusions en matière politique : « Par cette méthode sans aucun doute qui, dans toutes les sciences expérimentales auxquelles elle a été appliquée, a su accroître d'une manière signalée la puissance et les connaissances de notre race... par la méthode d'induction, en observant l'état actuel du monde, en étudiant avec assiduité l'histoire des siècles passés, en examinant avec scrupule les preuves des faits, en combinant et en opposant ceux qui sont authentiques, en généralisant avec jugement et avec une défiante prudence, en soumettant sans cesse à l'épreuve de nouveaux faits la théorie que nous avons élevée, en la modifiant ou en l'abandonnant selon que ces faits nouveaux prouvent qu'elle est partiellement ou radicalement erronée. » Telle est la conception théorique de la méthode : elle aime à se réclamer de Bacon. Mais elle est pratiquée surtout par

1. *Essais politiques et philosophiques*, p. 449.

ces gens « qui font profession de prendre pour guide le sens commun plutôt que la science » et par les hommes « voués à la politique active » ; en somme elle est surtout le fait de personnes qui n'ont pas l'habitude de l'investigation scientifique : rien que dans le sixième livre de la *Logique*, Mill insiste à deux reprises (1) sur ce point. C'est en usant de cette méthode qu'on dira par exemple : « la prohibition des marchandises étrangères doit favoriser la richesse nationale, parce que l'Angleterre a été florissante avec ce système. » Ce sont des constatations aussi sommaires, des raisonnements aussi simplistes que Stuart Mill a en vue lorsqu'il combat la méthode chimique : on ne doit pas l'oublier.

Ces pauvres arguments font un contraste assez surprenant avec les raisons très sérieuses sur lesquelles repose l'emploi de la méthode chimique. Ces raisons sont intéressantes à analyser car elles ont reparu maintes fois dans les discussions contemporaines. Combien de fois a-t-on accusé l'économie classique d'être une doctrine « abstraite », fondée arbitrairement « sur des dogmes métaphysiques », par des « arrangeurs de syllogismes » et des « scolastiques » ; et combien de fois a-t-on prétendu que toute science digne de ce nom doit fonder ses conclusions sur l'expérience, sur « les faits » ! Telle était déjà l'argumentation dirigée par Macaulay contre James Mill en 1829 : « Les scolastiques ont en M. Mill un héritier

1. *Logique*, l. VI, ch. VII, § 1 et ch. VIII, § 1, t. II, p. 469 et 478.

de leur esprit tout ensemble et de leur style. C'est un aristotélicien du xv^e siècle, né hors de sa saison... C'est à peine si nous pouvons nous persuader en lisant son livre que ce n'est pas un livre écrit avant Bacon et Galilée, au temps où les médecins raisonnaient sur le traitement de la fièvre d'après la nature de la chaleur, et où les astronomes prouvaient, avec force syllogismes, que les planètes ne pouvaient pas avoir de mouvement indépendant, parce que les cieux étaient incorruptibles et que la nature avait horreur du vide (1). » L'idée théorique qui est à la base de cette critique, c'est que le raisonnement pur ne saurait suppléer à la connaissance des faits.

A la vérité on est un peu surpris de voir Mill, le philosophe célèbre par sa critique du syllogisme et par sa théorie de l'induction, faire si bon marché de cette argumentation.

Il était agacé, on le comprend, d'entendre fréquemment invoquer par des gens dépourvus de sens critique l'autorité de faits recueillis sans méthode ou grossièrement interprétés. Il faut ajouter que, tout nourri des œuvres des économistes, très pénétré de leur valeur, il avait la pratique et le respect de la méthode abstraite. Mais ce qui explique vraiment son attitude, c'est la conception qu'il se faisait du fait social. Nous avons vu que, pour lui, ce dernier n'est en somme qu'un prolongement, une complication du fait psychique ; il n'en diffère pas essentiel-

1. Macaulay, *l. c.*, p. 403, cf, p. 421.

lement, il s'y peut réduire. Connaissant les faits psychiques, on connaît la base de la vie sociale, on en possède les éléments ; on peut la reconstruire. C'est parce que les faits sociaux ne sont en dernière analyse que des faits psychiques que les lois sociales peuvent se déduire des lois psychologiques ; et c'est pour cela que l'expérience spécifique est inutile en notre domaine. Mill va nous montrer longuement qu'elle est impossible. Mais son argumentation n'irait à rien moins qu'à démontrer l'impossibilité de la science sociale, s'il n'avait d'abord admis qu'on peut s'y passer de l'expérience : il n'a pas insisté expressément sur ce point. Mais il nous paraissait indispensable de le mettre en relief.

Si Mill n'a pas insisté sur l'inutilité de l'expérience spécifique, il a mis au contraire beaucoup de complaisance à exposer son caractère impraticable et l'inapplicabilité des méthodes inductives. Il est visible qu'il considérait cette argumentation comme fort importante ; et une grande partie du III^e Livre est destinée à la préparer (1), il importe de ne pas l'oublier, si l'on veut saisir le sens véritable des idées exposées dans le VI^e Livre.

Le premier obstacle auquel on se heurte est la difficulté des expériences artificielles. « Lors même, nous dit Mill (2), qu'il serait loisible d'exécuter des expériences et de les répéter indéfiniment, on ne le pourrait que dans des conditions extrêmement dé-

1. *Logique*, l. III, spécialement ch. VI et X.

2. *Logique*, l. VI, ch. VII, § 2, t. II, p. 471.

savantageuses ; d'abord parce qu'il serait impossible de reconnaître et d'enregistrer tous les faits de chaque cas, et ensuite, parce que, ces faits étant dans un état de changement perpétuel, il arriverait qu'avant l'écoulement d'un temps suffisant pour constater le résultat de l'expérience, certaines circonstances importantes auraient cessé d'être les mêmes. » D'autre part, il est même inutile de s'arrêter à ces objections, « puisque nous sommes manifestement dans l'impossibilité d'instituer aucune expérience artificielle. » Il nous reste une ressource : l'étude des expériences que la nature nous présente toutes faites ou que l'homme réalise pour d'autres raisons que des fins scientifiques. Ainsi procèdent l'astronome qui ne peut agir sur les positions des astres, et le médecin qui n'ose inoculer une maladie à un sujet. En l'espèce c'est à l'histoire que nous pouvons être tentés de demander des renseignements. On conçoit que l'on cherche à voir quels ont été les effets d'une famine ou d'une mesure législative sur la situation économique d'un pays.

La question revient donc à voir si les exemples fournis par l'histoire sont tels qu'ils permettent une application correcte des méthodes inductives, étudiées par Mill dans le III^e Livre. Le seul fait que nous n'organisons pas nous-mêmes l'expérience doit nous mettre en défiance (1) : « Au lieu de pouvoir choisir et régler les circonstances concomitantes, nous avons à

1. *Logique*, t. III, ch. VII, § 3, t. I, p. 420.

découvrir ce qu'elles sont ; ce qui, pour peu qu'on s'éloigne des cas les plus simples et les plus accessibles, est presque impossible à faire avec précision. » Pour montrer que les quatre méthodes d'induction sont inapplicables, Mill raisonne sur un exemple emprunté précisément à l'économie politique : l'influence de la législation commerciale restrictive ou prohibitive sur la richesse nationale. C'était déjà l'exemple qu'il avait choisi dans l'*Essai*.

Toute l'argumentation repose sur deux doctrines exposées dans le III^e Livre, mais dont les faits sociaux constituent l'application principale : la théorie de la pluralité des causes et celle de la composition des causes (ou du mélange des effets). Ces dénominations ne sont pas parfaitement claires par elles-mêmes ; il faut préciser leur sens, et distinguer les deux séries de cas, auxquels Mill applique ces termes.

1^o *Pluralité des causes*. — « Il n'est pas vrai que le même phénomène soit toujours produit par la même cause ; l'effet *a* peut quelquefois provenir de A, quelquefois de B (1). » Nous verrons que c'est parce que c'est là le cas des faits sociaux, tels que la richesse d'une nation, qu'on ne peut pas leur appliquer la méthode de concordance.

2^o *Composition des causes*. — Les effets de causes différentes peuvent être mêlés, et cela de deux façons : comme en chimie, ou comme en mécanique. Nous connaissons la distinction (2) ; c'est le second

1. *Logique*, l. III, ch. X, § 1, t. I, p. 484.

2. Voir plus haut, dans le présent chapitre, § 1, p. 64.

cas qui nous intéresse, et c'est par analogie avec la composition des forces que Mill le désigne par l'expression de composition des causes (1). Ce qui le caractérise, c'est que les effets des causes séparées ne sont pas remplacés par d'autres ; ils se produisent tous, mais entremêlés les uns aux autres ; « quelques-uns s'annulent réciproquement, tandis que d'autres ne se manifestent plus distinctement, mais se confondent dans une résultante, dans laquelle il est souvent impossible de trouver par l'observation quelque rapport avec les causes dont elle est la somme et le produit. » C'est la difficulté de l'analyse des effets complexes qui nous obligera à employer la marche synthétique de la déduction.

Les faits politiques et historiques (2) présenteront précisément ce double caractère que « la pluralité des causes est presque infinie, et que les effets sont, pour la plupart, inextricablement enchevêtrés les uns dans les autres ». Même dans le cas qui se rapproche le plus d'une véritable expérience, dans le cas de l'abrogation ou de la promulgation d'une loi, l'effet tarde à se produire, de telle façon qu'on ne pourra le distinguer de l'effet d'autres changements qui se seront certainement produits. Voyons maintenant les difficultés inhérentes à l'emploi de chaque méthode (3).

1. *Logique*, l. III, ch. X, § 5, t. I, p. 497. Voir aussi le chap. VI du liv. III.

2. *Logique*, l. III, ch. X, § 8, t. I, p. 508.

3. *Logique*, l. VI, ch. VII, § 3, 4, 5, t. II, p. 472 sqq.

I. — La *méthode de différence* comporte la comparaison de deux cas qui « concordent en tous points sauf dans la particularité qui est le sujet de la recherche ». Si par exemple on pouvait rencontrer deux nations absolument identiques, dont les usages, les institutions, les caractères physiques et moraux seraient les mêmes, et qui différeraient seulement en ce que l'une est plus protectionniste que l'autre ; si par ailleurs l'une était riche et l'autre pauvre, on aurait là une véritable expérience cruciale. Mais il est clair que jamais on ne rencontrera pareil cas : deux nations qui différeraient sur ce point différeraient encore sur bien d'autres points.

II. — Pourra-t-on appliquer du moins la *méthode indirecte de différence* ? Au lieu de deux cas, cette méthode considère deux classes de cas : les cas de l'une concordent uniquement par la présence de la circonstance étudiée, et les cas de l'autre par son absence. Soit une nation à politique restrictive ; et d'autre part deux nations concordant seulement en ce qu'elles permettent le libre-échange ; il n'est plus nécessaire que l'une de ces deux nations concorde avec la première en tous points ; il suffit que l'une concorde avec la première sur quelques points, et l'autre sur le reste. Il semble que dans ce cas, si l'on constate que les deux nations libre-échangistes restent plus pauvres que l'autre, on peut attribuer la prospérité de celle-ci à la pratique du protectionnisme. Sophisme, illusion, répond Stuart Mill ; car la prospérité nationale dépend d'une foule de cir-

constances ; « la prospérité de la nation protectionniste peut être due en partie aux circonstances qui lui sont communes avec l'une des nations libre-échangistes, en partie à celles qui lui sont communes avec l'autre, de telle sorte que chacune de celles-ci ayant moitié moins de circonstances favorables soit restée inférieure ».

III. — *La méthode de concordance*, on peut le prévoir, ne nous donnera pas davantage satisfaction. Supposons que l'on trouve deux nations absolument différentes, ne se ressemblant que par la pratique du protectionnisme, accompagnée de la prospérité. Ce cas est conforme à la définition de la méthode ; et pourtant on n'aura pas le droit de conclure que le protectionnisme est cause de la prospérité. En effet cette prospérité, comme tous les faits sociaux communément considérés (la sécurité, la liberté, la culture générale), comporte une pluralité de causes. Or, « pour être autorisé à inférer qu'un antécédent est la cause d'un effet donné, par cela que tous les autres antécédents ont été reconnus susceptibles d'être éliminés, il faut que l'effet ne puisse avoir qu'une cause. S'il en admet plusieurs, il est naturel que chacune d'elles puisse être éliminée ». Mill, dans le livre III (1) a exprimé la chose par un schéma. Supposons deux cas : A B C suivis de *a b c* ; A D E suivis de *a d e* ; rien ne prouve que A est cause de *a*, si on admet la possibilité de la pluralité de causes pour cet

1. *Logique*, l. III, ch. X, § 2, t. I, p. 485.

effet · A peut avoir été produit par C dans le premier cas, et par E dans le second. Ce que l'on sait seulement en pareil cas, c'est que l'effet peut se produire sans telle circonstance ; cela ne veut pas dire que, lorsqu'elle existe, elle n'y contribue pas.

IV. — L'emploi de la *méthode des variations concomitantes* se heurte à la même objection. Comme tous les éléments sociaux réagissent les uns sur les autres, tout ce qui affecte un élément important retentira sur tous les autres ; et la concomitance des variations ne nous révélera aucune relation causale ; elle sera pour ainsi dire le cas normal.

V. — Quant à la *méthode des résidus*, Mill reconnaît qu'elle peut sembler ici plus convenable : on sait qu'elle intervient lorsqu'il s'agit d'expliquer des phénomènes complexes, dus à une multiplicité de causes. Mettant à part les effets assignables à telles causes connues, elle énonce que le résidu des effets est effet du résidu des causes. On voit que cette méthode ne se suffit pas ; elle suppose déjà connues certaines relations causales, qui ne pourront avoir été connues, d'après l'argumentation qui précède, par induction ; elle suppose donc un emploi préalable de la déduction. Comme d'ailleurs on ne réussira jamais, en matière sociale, à éliminer l'effet de toutes les causes sauf une, la méthode ne pourra servir à établir une relation bien définie.

Telle est l'argumentation : Mill l'a développée longuement ; il la considère comme importante, car elle répond, selon lui, à une erreur fort répandue.

due (1). Nous trouvons le résumé de sa pensée dans le passage suivant (2) : « Dans les sciences ayant pour objet les phénomènes dans lesquels l'expérimentation est impossible (l'astronomie par exemple) ou n'a qu'une part très restreinte (comme, dans la physiologie, dans la philosophie mentale et dans la science sociale) (3), *l'induction de l'expérience directe est d'une pratique si fautive qu'elle est généralement impraticable* ; d'où il suit que les méthodes de ces sciences doivent, sinon principalement, du moins en grande partie, être déductives pour arriver à des résultats de quelque valeur. C'est, on l'a reconnu déjà, le cas de l'astronomie ; et c'est probablement en partie parce que les autres sciences n'ont pas été généralement mises aussi au même rang qu'elles sont encore dans leur enfance. » La doctrine de Mill est très forte ; elle est restée classique ; et l'on a pu dire récemment (4) que l'on n'avait pas trouvé d'autre objection contre l'emploi de la méthode expérimentale dans les sciences sociales.

Aujourd'hui, pourtant, cette doctrine nous cause une sorte de malaise. M. Fernand Faure (5) en donne, avec beaucoup de mesure, l'explication : « Sa faiblesse tient à une exagération des difficultés que rencontre

1. *Logique*, I, III, ch. VI, t. I, p. 405 sqq.

2. *Logique*, I, III, ch. VII, § 3, t. I, p. 420-421.

3. On peut remarquer que la condamnation de l'expérimentation en matière sociale est moins absolue dans ce passage que dans le texte du VI^e Livre.

4. Simiand, p. 204.

5. F. Faure, p. 278, col. 2.

l'application de l'observation et de l'expérimentation aux phénomènes sociaux. Il serait facile de prouver par de très nombreux exemples, que non seulement l'observation, mais l'expérimentation portant sur des phénomènes sociaux fournissent, quoi qu'en dise Mill, des résultats d'une incontestable valeur. » C'est la complexité de la vie sociale qui constitue, pour Mill, l'insurmontable obstacle à la pratique des méthodes inductives. Cet obstacle ne lui aurait peut-être pas paru insurmontable, s'il n'avait pas choisi, pour discuter, le déplorable exemple que lui fournissaient les discussions des « practical men » : l'influence du protectionnisme sur la richesse nationale. En raisonnant sur une question aussi compliquée que celle-là, sur une notion aussi grossière, aussi rebelle à l'analyse que la notion de richesse nationale, Mill se rendait vraiment la tâche trop facile. Il perdait de vue ce qu'il nous a dit lui-même, que la science doit oublier les préoccupations pratiques. Il se trahit lui-même, au cours de l'argumentation qu'il dirige contre l'emploi de la méthode de concordance ; il nous dit en effet (1) : « Infiniment nombreuses sont les causes des phénomènes sociaux *auxquels nous nous intéressons le plus*, la sécurité, la richesse, la liberté... » [Les italiques sont de nous.] Voilà bien l'erreur : on veut aborder, sans préparation suffisante, les questions les plus intéressantes pratiquement, qui sont aussi les plus complexes. Au con-

1. *Logique*, I, VI, ch. VII, § 4, t. II, p. 475.

traire l'art du savant, aux débuts d'une science, est de deviner les questions qui sont réellement les plus simples, les faits susceptibles de se prêter à une sorte d'isolement au moins relatif (1). — Sans doute les faits sociaux sont complexes, mais les faits physiques le sont aussi. Les faits sociaux sont plus complexes ; et c'est pour cela que leur étude est plus difficile. Mais que l'observation méthodique en soit radicalement impossible, nous ne pouvons le penser. Nous rappellerons seulement que, dans toutes les sciences qui se sont constituées grâce à l'expérience on s'est longtemps fourvoyé en abordant directement l'étude de questions trop difficiles ; et c'est seulement quand le génie ou le hasard eurent révélé quelques faits simples susceptibles d'être étudiés méthodiquement que des progrès décisifs furent accomplis.

L'attitude de Mill s'explique, nous l'avons vu, par le fait qu'il trouve en face de lui non pas des applications rigoureuses de la méthode qu'il combat, mais des discussions d'ordre politique, pratique, menées sans méthode sur des questions actuellement hors d'état d'être traitées de façon scientifique. Elle s'explique aussi parce qu'il avait dans l'esprit une certaine conception de la méthode économique, la conception de Ricardo et de James Mill, dont il avait été imprégné dès la plus tendre enfance. Non seulement il en subissait l'influence ; mais, selon un excellent prin-

1. Simiand, *op. cit.*, p. 36.

cipe de logique, il tenait à décrire une méthode effectivement pratiquée (1). Il ne prétendait pas, comme Comte, créer une méthode nouvelle. C'est, en un sens un intérêt, un mérite de son œuvre de logicien ; c'est aussi une de ses faiblesses : à une époque où la science sociale était en voie de constitution, les pressentiments qu'il a eus sont restés à l'état de simples velléités.

§ 3. — LA MÉTHODE ABSTRAITE OU GÉOMÉTRIQUE

Lorsqu'on songe à appliquer la méthode déductive, c'est assurément à son usage en mathématiques que l'on est tenté de se reporter. Aussi de nombreux auteurs ont-ils songé à se servir, dans les sciences sociales, de ce que Mill appelle la méthode géométrique. Les hommes dont nous allons examiner les idées ne sont plus des « politiques pratiques » comme ceux qui utilisaient la méthode chimique, ce sont en général des « esprits réfléchis et studieux » (2).

Qu'est-ce qui caractérise la méthode géométrique, par opposition à la véritable méthode déductive applicable aux faits sociaux ? C'est qu'elle ignore la composition des causes. La géométrie n'est pas la mécanique : « elle ignore le cas de forces qui se combattent, de causes qui se contrarient ou se modifient

1. Voir p. ex. l'*Essai*, p. 143. « C'est ainsi, nous dit-il, que la méthode a été comprise et enseignée par ses maîtres les plus distingués. »

2. *Logique*, l. VI, ch. VIII, § 1, t. II, p. 478-479.

l'une l'autre. » En mécanique, « ce que fait une force, l'autre le défait, soit partiellement, soit complètement » ; en géométrie au contraire, « ce qui est une fois reconnu vrai l'est de tous les cas, quelque supposition qu'on puisse faire à l'égard de tout autre matière. » « Dans la théorie géométrique de la société, on paraît supposer que tel est réellement le cas pour les phénomènes sociaux ; que chacun résulte toujours d'une force unique, d'une seule propriété de la nature humaine. » Cette conception, nous le savons, est radicalement opposée à celle que se fait Stuart Mill de la vie sociale. Il n'est pas un phénomène social, nous dit-il, « qui ne subisse l'influence de forces innombrables, qui ne dépende de la conjonction d'un très grand nombre de causes ». Aussi est-il évident pour lui que la méthode géométrique est mauvaise.

Elle a été cependant adoptée très souvent, et par deux catégories de penseurs. Les uns, confondant la science et l'art, ont voulu déduire de « maximes pratiques universelles » l'ensemble de leurs conceptions sociales ; ils ajoutaient ainsi à l'erreur inhérente à tout emploi de la méthode géométrique l'erreur qui résulte de la confusion de la science et de l'art. Mill cite, comme exemples, les doctrines fondées sur le droit abstrait, et celles qui s'établissent sur l'idée d'un contrat social. La conception du droit naturel, telle qu'elle s'exprime dans la Déclaration des droits de l'homme, et la théorie du contrat social, telle que Rousseau l'a présentée, avaient été déjà très vigou-

reusement critiquées par Bentham lui-même, dont Mill s'inspire certainement ici (1).

D'autres penseurs ont évité la confusion de la science et de l'art. Hobbes déduit toutes ses conceptions de ce principe que le gouvernement est fondé sur la crainte. Mais il ne put se contenter de ce principe unique ; et il fut obligé d'y juxtaposer l'idée d'un contrat, ajoutant à sa première erreur celle qu'il avait d'abord évitée, et qui consiste à fonder une théorie sur un principe pratique. Mais c'est surtout à Bentham et à son école, dont James Mill fut un représentant autorisé, que pense Stuart Mill. Dans l'*Autobiographie* (2), il cite son père comme le type des penseurs qui usèrent de la méthode géométrique. A lire James Mill, « on pourrait croire, nous dit Macaulay dans l'article relatif à l'*Essai sur le gouvernement* (3), qu'il ignore qu'il existe des gouvernements parmi les hommes. Il pose en principe certains penchants de la nature humaine, et de ces prémisses il déduit synthétiquement toute la science de la politique ». Macaulay se plaît à railler cette affectation de rigueur mathématique, ce formalisme scolastique. Stuart Mill lui-même, dans la préface qu'il mit à son édition de l'*Analysis* de son père, reconnaît que celui-ci péchait par une tendance excessive à la sim-

1. Belot, p. 102, n. 7.

2. *Autobiographie*, chap. V, p. 153.

3. *Essais politiques et philosophiques*, p. 403.

plification et une sorte d'impatience du détail (1). Dans la *Logique*, il analyse et il critique de très près la théorie politique à laquelle l'emploi de la méthode géométrique avait conduit James Mill : Les hommes sont déterminés par leurs intérêts égoïstes. Les gouvernants ne gouverneront conformément à l'intérêt des gouvernés que si ce dernier coïncide avec le leur. Cela ne s'obtiendra que s'ils sont responsables, c'est-à-dire sous la dépendance de la volonté des gouvernés.

Stuart Mill remarque que la conclusion repose sur deux prémisses, « dans chacune desquelles un certain effet est considéré comme déterminé par une seule cause et non par un concours de causes », ce qui n'est pas conforme à la réalité. L'erreur de méthode s'explique par les préoccupations polémiques des benthamistes : il s'agissait d'obtenir la réforme électorale (2). Mais la faute n'en demeure pas moins grave. Dans une page d'un sens critique très avisé (3), Mill précise les inconvénients de cette attitude. Assurément les philosophes en question, dont la haute valeur n'est pas contestable, n'ont jamais pensé que leur théorie enferme tout ce qui est nécessaire à l'explication des phénomènes sociaux ;

1. Cité par G. Lyon, p. 985, col. 2.

2. Mill nous dit dans l'*Autobiographie* (p. 151) que son père aurait dû répondre simplement à Macaulay : « Je n'ai pas eu l'intention d'écrire un traité scientifique sur la politique, j'ai écrit un plaidoyer en faveur de la réforme parlementaire. »

3. *Logique*, l. VI, ch. VIII, § 3, t. II, p. 486-487.

« ils auraient appliqué leurs principes avec toutes sortes de restrictions. Mais des restrictions ne sont pas ce qu'il faut ici... c'est un procédé antiphilosophique de bâtir une science avec un petit nombre des agents qui déterminent les phénomènes, et d'abandonner le reste à la routine et aux conjectures. Il faut ou ne pas prétendre à une forme scientifique, ou étudier spécialement tous les agents déterminants, et essayer, autant que possible, de les faire entrer tous dans l'enceinte de la science ; sans quoi on accordera infailliblement trop d'attention à ceux dont la théorie tient compte, pendant qu'on négligera, et qu'on méconnaîtra probablement l'importance des autres. »

Ainsi l'erreur de Bentham et de James Mill fut de ne pas tenir compte de la complexité des faits sociaux, de la multiplicité des causes dont ils sont les effets. Au moment où nous allons aborder l'exposé de la méthode de Mill, à laquelle on a reproché souvent d'être abstraite, de ne considérer qu'un aspect des choses, il n'était pas indifférent de montrer que Mill, s'il n'a pas entièrement évité le danger, l'a du moins clairement aperçu. Nous verrons plus loin comment l'idée qu'il en a eue l'a conduit à concevoir la valeur des résultats obtenus par l'économie politique : une science « abstraite » ne saurait conduire qu'à des conclusions « hypothétiques ». Les réflexions que Mill put faire sur la méthode pratiquée par son père contribuèrent certainement à lui donner un juste sentiment de la complexité de la vie sociale.

CHAPITRE IV

La méthode déductive directe. Ses trois phases les données ; la déduction ; la vérification.

§ 1. — IDÉE GÉNÉRALE

DE LA MÉTHODE PRÉCONISÉE PAR MILL

La conclusion qui se dégage de l'examen critique auquel Mill s'est livré, c'est que la méthode de la science sociale, et par conséquent de l'économie politique, doit être une méthode déductive, tenant compte de la complexité des faits. C'est la *méthode déductive concrète*, dont l'astronomie offre l'exemple le plus parfait, que l'on retrouve dans la physique, et qui commence à régénérer la physiologie (1). Dans son article de 1861, Taine a résumé d'une façon merveilleusement claire le procédé (2) : Quand il s'agit d'étudier des faits dont la complexité résiste à l'application des méthodes inductives, « nous quittons le phénomène, nous nous reportons à côté de lui, nous en étudions d'autres plus simples, nous établissons leurs lois, et nous lions chacun d'eux à sa cause par

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 1, t. II, p. 489.

2. Taine, p. 65.

les procédés de l'induction ordinaire ; puis, supposant le concours de deux ou plusieurs de ces causes, nous concluons d'après leurs lois connues quel devra être leur effet total. Nous vérifions ensuite si le mouvement donné est exactement semblable au mouvement prédit, et si cela est, nous l'attribuons aux causes d'où nous l'avons déduit. Ainsi, pour découvrir les causes des mouvements des planètes, nous recherchons par des inductions simples les lois de deux causes, l'une qui est la force d'impulsion primitive dirigée contre la tangente, l'autre qui est la force accélératrice attractive. De ces lois induites, nous déduisons par le calcul le mouvement d'un corps qui serait soumis à leur sollicitation combinée, et vérifiant que les mouvements planétaires observés coïncident exactement avec les mouvements prévus, nous concluons que les deux forces en question sont effectivement les causes des mouvements planétaires. »

On voit que cette méthode comporte trois moments essentiels : 1° la détermination des éléments dont se servira la déduction ; 2° la déduction elle-même ; 3° la vérification, confrontation des résultats de la déduction avec les faits. — Ce qui fait la valeur de la méthode, c'est la collaboration des procédés *a priori* et des procédés *a posteriori*. A maintes reprises, Mill a insisté sur la nécessité impérieuse de la vérification. Dès 1829, il écrivait à Gustave d'Eichthal (1), en critiquant le *Traité de politique positive* de Comte, et

1. *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 15.

de façon générale l'excès de systématisation dont font preuve les écrivains français : « ils sont tellement satisfaits de la clarté avec laquelle leurs conclusions découlent de leurs prémisses qu'ils ne s'arrêtent pas à comparer les conclusions avec les faits : et cependant c'est seulement lorsqu'elles ont subi l'épreuve de cette comparaison que nous pouvons être certains que ces prémisses contenaient tout ce qui est essentiel à la question. » Dans l'*Essai* sur la définition et la méthode de l'Economie politique (1), Mill, après avoir montré que la méthode *a posteriori* ne permet pas de trouver la vérité, établit qu'elle est néanmoins fort utile, car elle permet de vérifier les résultats de la déduction.

La préoccupation essentielle de Mill vient justement de ce que, dans notre raisonnement, nous ne tenons compte que de quelques facteurs ; et il se peut que nous en oublions de fort importants. Dans la lettre citée plus haut, il nous dit (2) : « L'erreur provient rarement de ce que nous posons des prémisses fausses, mais généralement de ce que nous négligeons d'autres vérités qui limitent et modifient la portée des premières ». Dans l'*Essai* (3), il explique que nous ne sommes jamais sûrs de connaître tous les éléments ; le fait même que nous nous attachons à une sorte particulière de causes nous portera à négliger les

1. *Essai*, p. 152.

2. *Corresp. avec G. d'Eichthal*, p. 16.

3. *Essai*, p. 154.

autres. Plus nos déductions seront serrées, plus notre système sera cohérent, et moins nous serons aptes à saisir ses lacunes. La confrontation de ce que donne notre théorie et de ce que nous trouvons dans l'expérience nous montrera si nous avons négligé des éléments importants. Enfin, dans la *Logique* (1), après avoir reconnu les difficultés de la méthode déductive appliquée à une matière aussi complexe que la vie sociale, il ajoute que le véritable remède se trouve dans la vérification. « Le fondement de notre confiance, dans une science déductive concrète, n'est pas le raisonnement *a priori* même, mais l'accord de ses résultats avec ceux de l'observation *a posteriori*. »

Mais la collaboration des deux méthodes, *a priori* et *a posteriori*, peut être entendue de deux façons (2). On peut déduire les conclusions par le raisonnement et les vérifier ensuite par l'observation : c'est ce que Mill appelle la méthode déductive directe. On peut aussi obtenir d'abord ces conclusions sous forme de conjectures au moyen de l'expérience spécifique et les rattacher ensuite aux principes de la nature humaine par des raisonnements *a priori*, qui jouent alors le rôle logique de vérification : ce sera la méthode déductive inverse. Selon Auguste Comte, cette dernière méthode est la seule applicable en sociologie ; et Mill reconnaît qu'elle convient seule à certaines

1. *Logique*, I, VI, ch. IX, § 1, t. II, p. 490.

2. *Logique*, l. c.

recherches, celles qui concernent l'évolution de la société dans son ensemble : la multitude des circonstances y rendrait infructueuse la méthode directe ; et, par un heureux hasard, c'est dans ce cas que nous obtenons les meilleures lois empiriques. Au contraire, lorsqu'il s'agit des sciences sociales particulières, telles que l'économie politique, la méthode directe est d'application à la fois plus facile et plus nécessaire : d'une part le nombre des circonstances y est bien moindre, et d'autre part il serait vain, comme nous le verrons, de chercher à y obtenir des lois empiriques.

Nous allons examiner successivement les trois phases de la méthode, en gardant toujours présente à l'esprit cette idée que les phénomènes étudiés sont très complexes, et que nous ne manions pourtant qu'un nombre restreint de leurs éléments.

§ 2. — LES ÉLÉMENTS DE LA DÉDUCTION : DONNÉES PSYCHOLOGIQUES ET ÉTHOLOGIQUES.

Toute déduction suppose un point de départ. Au moyen âge, les scolastiques raisonnaient sur les assertions contenues dans les livres saints et les auteurs graves. Les mathématiciens prennent pour bases de leurs constructions logiques les définitions. Où l'économie politique trouvera-t-elle les éléments de sa construction déductive ?

Ce ne sera pas dans une intuition, analogue à celle

que Descartes mettait à la base de toute science. M. Fernand Faure a remarqué (1) que l'on s'était souvent mépris à cet égard, et que l'on avait critiqué Stuart Mill en oubliant qu'il fut toujours un adversaire résolu de la métaphysique et de l'intuition; il cite ce texte, en effet caractéristique, du second livre de la *Logique* : « La pensée que les vérités extérieures à l'esprit peuvent être acquises par intuition, indépendamment de l'observation et de l'expérience, est, j'en suis convaincu, en ce temps-ci, le grand auxiliaire des fausses doctrines et des mauvaises institutions. » Au moment même où il rédigeait sa *Logique*, Mill écrivait à John Sterling qu'il essayait de laisser de côté la controverse relative à la perception intuitive des réalités les plus hautes, pour étudier les lois de la recherche de la vérité au moyen de l'évidence extrinsèque, par le raisonnement et l'induction (2). Toutes ses tendances le portaient à se méfier de l'intuition, puisqu'il cherchait toujours à expliquer, comme acquis, ce que la philosophie traditionnelle considère comme primitif; ses idées sur ce point sont exprimées surtout dans l'*Examen de la philosophie d'Hamilton* (3). Pour un partisan

1. F. Faure, p. 278, col. 1; cette méprise a été commise, par exemple, par Macleod. *Principles of economical philosophy*, 2^e éd., t. I, p. 19 sqq.

2. *The letters of John Stuart Mill*, t. I, p. 113

3. *Examen de la philosophie d'Hamilton*, p. 68 et surtout p. 166 sqq.
— cf. aussi un résumé des opinions de Mill sur ce point dans l'*Autobiographie*, ch. VII, p. 216; cf. *ibid.*, p. 262.

de la philosophie empiriste ou phénoméniste, comme était Mill, c'est en définitive à l'expérience qu'on doit demander les éléments de la déduction.

On aurait pu imaginer que l'expérience sociale, l'expérience économique fournissent quelques notions simples, fondamentales, dont tout le reste se déduirait. Mais nous savons que, pour Mill, l'expérience spécifique est impossible, ou du moins très difficile en matière sociale (1). Si la science sociale est possible, c'est seulement parce qu'elle est une science dérivée : elle empruntera ses éléments à la psychologie et à l'éthologie. Il est visible, ici surtout, que Mill a pris pour type de la science sociale l'économie politique telle qu'elle avait été comprise par les classiques : science déductive fondée sur des données psychologiques. Mais il ne s'est pas borné à exprimer leurs conceptions : il a généralisé leur méthode en en faisant la méthode de toutes les sciences sociales particulières ; et il l'a complétée en juxtaposant à la psychologie l'éthologie.

Il est facile de voir ce qu'était pour Mill la psychologie ; il s'est longuement expliqué à cet égard dans le sixième livre de la *Logique* (2) ; il accepte la conception associationniste, développée d'abord par Locke (3) et par Hartley (4), exposée avec de nombreuses

1. Elle fournira pourtant quelques données ; voir plus loin, § 4, ce qui se rapporte à la statistique.

2. *Logique*, l. VI, ch. IV, t. II, p. 433 sqq.

3. *Dissert and discuss.*, I, p. 114.

4. Belot, p. 41, n. 13.

illustrations dans l'*Analysis of human mind* de James Mill, œuvre à laquelle il renvoie ses lecteurs (1). Toute impression subie par la conscience laisse en nous une idée ; et ces idées, ou états mentaux secondaires, sont réveillées par nos impressions ou par d'autres idées, soit en raison de leur ressemblance avec les premières, soit parce qu'elles ont été données simultanément ou en succession immédiate avec elles. C'est la méthode expérimentale qui a permis d'établir ces lois fondamentales. Quant aux faits plus complexes, ils sont analogues tantôt aux phénomènes chimiques, et tantôt aux phénomènes physiques ; ce qui fait que l'expérience spécifique et la déduction auront chacune leur part dans leur étude. Telle est l'idée que Mill se fait de la psychologie : quel usage en a-t-il fait en réalité ? Pour le savoir, il faut consulter son grand ouvrage économique.

Dans les *Principes*, Mill ne se sert pas aussi constamment qu'on pourrait le croire des doctrines relativement précises de la psychologie associationniste ; elles n'ont dans son traité qu'une place accessoire dont on pourra juger par l'exemple suivant (2) :

Mill énumère les circonstances qui favorisent en Angleterre l'accroissement du capital. Le goût du plaisir incite à la dépense et fait obstacle à cet accroissement, inversement l'absence d'un goût véritable pour le plaisir favorise cet accroissement. En An-

1. *Logique*, l. VI, ch. IV, § 3, t. II, p. 438.

2. *Principes*, l. I, ch. XI, § 4, t. I, p. 201.

gleterre, remarque Mill, on rencontre une extrême inaptitude pour les jouissances personnelles, due peut-être à l'influence du puritanisme. Mais d'autre part la formation du capital rencontre un obstacle : « *l'association d'idées* est si prononcée entre l'importance personnelle et les signes de la richesse que le désir stupide de paraître dépenser largement a la force d'une passion parmi des classes nombreuses d'une nation qui recueille moins de plaisirs que peut-être aucune autre du monde de l'argent qu'elle dépense. »

Ce que nous trouvons là, c'est une notion précise, une analyse assez rigoureuse. Plus souvent Mill utilise simplement la conception de l'*homo æconomicus*, guidé par le désir du gain et la crainte de l'effort. C'est une notion qui fut développée surtout par les moralistes utilitaires, et les économistes ; elle fut accueillie avec bienveillance par le bon sens vulgaire ; il faut bien la classer pourtant parmi les conceptions d'ordre psychologique. Infiniment nombreux sont les textes des « Principes » qui l'utilisent. Nous citerons seulement à titre d'exemple le passage dans lequel Stuart Mill rend compte du phénomène de l'intérêt (1) : « Celui qui possède une accumulation de provisions peut la dépenser à son aise dans l'oisiveté, ou en nourrir d'autres hommes qui le serviront, ou qui se battront pour lui, ou qui danseront et chanteront pour lui. Mais qu'au lieu d'en faire un tel usage, le possesseur de cette accumulation l'aban-

1. *Principes*, I, I, ch. II, § 2, t. I, p. 38.

donne à des travailleurs producteurs pour les nourrir pendant leur travail, il aura le pouvoir, et s'en prévaudra assurément, de demander une récompense tirée de la production même. Il ne se contentera pas d'une simple restitution, car s'il ne recevait rien au delà, il se retrouverait exactement dans la position où il était avant, et n'aurait tiré aucun avantage pour avoir attendu et remis d'une année l'application de son épargne à ses propres jouissances. Il demandera donc une compensation pour cette privation ; il demandera que cette épargne lui soit remboursée avec accroissement, avec bénéfice. » On reconnaît dans cette argumentation la fameuse arithmétique benthamiste, calcul appliqué aux plaisirs, et dans lequel on tient compte de la probabilité et de la proximité, aussi bien que de l'intensité et de la durée.

Il faut reconnaître qu'au lieu de données psychologiques Stuart Mill utilise souvent des observations de sens commun, des notions qui n'ont rien de scientifique. Ainsi il se demande pourquoi la division du travail est productive (1). C'est d'abord en raison des effets de l'habitude, qui permet d'exécuter de façon plus rapide et plus sûre la tâche accoutumée. Adam Smith ajoutait que l'on économisait le temps employé à passer d'une besogne à une autre : l'idée ne plaît pas beaucoup à Stuart Mill qui pense, comme Fourier, que la variété des occupations est reposante, et favorise la productivité. Les deux remarques sont jus-

1. *Principes*, l. I, ch. VIII, § 5, t. I, p. 142.

tes, en gros ; mais, dans ce domaine des choses simplement vraisemblables, raisonnables, on peut à peu près tout dire : rien n'est absolument vrai ; rien n'est absolument faux. Selon ses goûts personnels, chaque auteur choisira ; et s'il est très libéral, très impartial, comme était Stuart Mill, il conclura, comme il conclut en effet, que les deux idées s'appliqueront selon les cas. Vraiment nous sommes ici hors de la science.

C'est parce qu'il suit le sens commun que Mill se sert si souvent du terme d'« évidence » qui qualifie presque toujours, on le sait, les idées préconçues, les préjugés. C'est ainsi que nous le voyons affirmer que, « quels que soient les inconvénients qu'on puisse supposer inhérents à la transition d'un système de production restreint à un large système de production, ces inconvénients ne sont pas applicables à la transition d'un large système de production à un système plus large encore ». On « comprend évidemment », selon Mill, les avantages qui en résultent. On sait que cette idée a été formellement condamnée par les économistes contemporains. On a remarqué (1) que les économistes qui prétendent s'appuyer sur la psychologie méconnaissent souvent la forme scientifique et précise que celle-ci est arrivée à revêtir ; ils se servent de conceptions courantes, vagues et vieilles. On est surpris que Stuart Mill, logicien rompu aux habitudes du travail scientifique, soit

1. Barrault, Introduction à l'ouvrage de Cannan, p. XVIII-XIX.

tombé dans les mêmes errements. On s'est étonné (1), et nous le comprenons, que Mill, concevant l'économie politique comme une science, ait cru qu'il pouvait la construire ou la compléter en un an et demi de travail : quel physicien ou quel biologiste aurait osé émettre pareille prétention ! sans doute le caractère déductif qu'il attribuait à cette science pouvait l'encourager à penser qu'elle se laisserait construire dans un effort relativement bref. Mais la confiance qu'il avait dans les données d'une psychologie simpliste contribua, elle aussi, à entretenir cette opinion.

Mill logicien semble pourtant s'être rendu compte de l'imperfection nécessaire de son œuvre à l'époque où il l'entreprenait. Nous savons, par ses lettres à Auguste Comte, que ses travaux d'économiste lui apparaissaient comme ayant une valeur purement provisoire (2). Ce n'est pas seulement par déférence pour les opinions de Comte qu'il les présentait ainsi. Il nous dit formellement (3) qu'une statique sociale sérieuse suppose un état bien plus avancé de la science de l'homme individuel. Cet aveu mérite d'être retenu. Mais, en le faisant, ce n'est pas seulement à la psychologie que Mill pensait ; c'est aussi et surtout à l'éthologie ; il voyait dans la constitution de cette science une condition fondamentale du progrès de

1. Cannan, p. 520.

2. *Lettres à Comte*, p. 322.

3. *Lettres à Comte*, p. 260 ; cf. *Logique*, I. VI, ch. IX, § 5, t. II, p. 504.

la science sociale. Il songea lui-même à en jeter les bases (1), à l'époque de sa vie qui s'écoule entre la publication de la *Logique* et celle des *Principes d'économie politique*. Il renonça à son projet ; mais cela ne doit pas nous faire méconnaître l'importance qu'il attribuait à l'éthologie.

L'éthologie est la science de la formation des caractères. La psychologie étudie les lois fondamentales de l'esprit ; l'Ethologie détermine « le genre de caractère produit conformément à ces lois générales par un ensemble quelconque de circonstances, physiques ou morales ». (2) C'est elle qui nous fournit ce que Bacon appelait les « axiomata media », les principes moyens, intermédiaires entre les plus hautes généralités et les réalités immédiatement données dans l'expérience. Ce sera, comme la science sociale elle-même, une science déductive, tirant ses principes des lois générales de l'esprit, et les vérifiant grâce à l'observation des faits historiques (3). — Les caractères, individuels ou nationaux, sont infiniment variés, en raison de la multitude des circonstances qui contribuent à leur formation ; mais c'est selon des lois générales que ces circonstances produisent leurs effets. Quand le Psalmiste disait que « tous les hommes sont menteurs », il énonçait une généralisation abusive de ce qui se peut constater dans certai-

1. Bain, p. 78.

2. *Logique*, l. VI, ch V, § 4, t. II, p. 456.

3. *Logique*, l. c., § 6, t. II, p. 461-463.

nes circonstances ; ce qui est vrai, c'est que l'habitude du mensonge devient universelle, lorsqu'existent universellement certaines circonstances, celles spécialement qui produisent un état constant de défiance et de crainte (1). — On voit, par cet exemple, ce que seraient les lois éthologiques.

L'éthologie n'ayant pas été vraiment constituée comme science, il est assez difficile de montrer par des exemples précis ce qu'elle aurait pu fournir à l'économie politique. Pourtant l'idée générale que nous venons d'en donner permet de soupçonner l'importance de son rôle. C'est surtout par l'intermédiaire des lois éthologiques que les principes de la psychologie devraient permettre d'expliquer la vie sociale : celle-ci dépend en effet surtout des éléments permanents du caractère tels qu'ils résultent de l'action des circonstances sur l'esprit humain. — On peut citer, comme exemple de considérations éthologiques utilisées en économie politique, le chapitre dans lequel Mill étudie l'influence sur la productivité des qualités intellectuelles et morales des producteurs (2). Mill ne peut s'appuyer sur de véritables lois scientifiques, puisque l'éthologie n'existe pas comme science ; mais il s'appuie sur des observations, ayant aspect de « lois empiriques », et qui sont suffisamment rattachées aux principes de la nature humaine pour donner quelque idée du rôle que pourraient jouer de véritables lois

1. *Logique*, l. c., § 1, t. II. p. 447.

2 *Principes*, l. I, ch. VII, § 5, t. I, p. 126.

éthologiques. Mill rapporte l'opinion d'un industriel de Zurich sur les aptitudes diverses des ouvriers de nationalités différentes (vers 1840) : les Italiens et les Français ont surtout le mérite de comprendre vite, de s'adapter à la diversité des circonstances ; les Anglais, très tôt spécialisés, possèdent à fond leur métier, les Saxons ont une culture générale plus soignée et peuvent, après un court apprentissage, aborder des tâches nouvelles. D'après le même observateur, Mill mentionne l'influence de la culture intellectuelle sur la valeur morale, et le déplorable effet que produit le manque d'éducation sur les ouvriers anglais ; c'est là qu'on voit bien l'influence qu'ont eue les circonstances sur la formation de leur mentalité, et l'importance d'un changement de condition ; si les ouvriers anglais sont les plus habiles dans leur spécialité, ils sont aussi les plus débauchés, les plus déréglés des hommes ; « quand ils sont débarrassés de la discipline de fer dans laquelle les retiennent les patrons en Angleterre, et qu'ils sont traités avec l'urbanité et les égards que, sur le continent, on a l'habitude de montrer aux ouvriers mieux élevés, les ouvriers anglais perdent tout à fait l'équilibre : ils ne comprennent plus leur position, et au bout d'un certain temps ils deviennent indisciplinables et inutiles ». L'action combinée des conditions antérieures d'existence et des circonstances actuelles sur le caractère et par suite sur la conduite de l'individu, voilà ce que nous ferait connaître l'éthologie ; et l'on comprend son importance pour une science sociale qui prétend

se déduire de la connaissance scientifique de l'individu. Nous sommes réduits, il est vrai, à deviner quels progrès l'éthologie aurait pu faire accomplir à la science sociale.

Ce sont donc des éléments psychologiques et éthologiques qui seront à la base de l'économie politique. Très souvent on mentionne en outre certaines données d'ordre physique ; et l'on pense surtout à l'existence d'une quantité limitée de terre, et à la loi du rendement non proportionnel du sol. C'est là assurément un point important ; et l'on ne peut supposer que Stuart Mill, tout pénétré des idées de Malthus, l'ait négligé : au reste Mill expose lui-même (1) la loi en question et il insiste sur son importance primordiale. M. Douglas a insisté (2), non sans de justes motifs, sur l'importance que Mill attache aux facteurs d'origine externe. Il va même jusqu'à affirmer que les circonstances qui agissent sur l'homme sont pour la plupart, d'après Mill, d'origine « naturelle » et non d'origine humaine. Il faut s'entendre. Il n'est pas douteux que Mill n'ait attaché une grande importance à l'action des circonstances extérieures sur l'homme. Mais le fait physique ne prend un intérêt social, ne devient digne d'être considéré par l'économiste qu'au moment où il se traduit par un fait humain.

L'exemple même qui semble nous obliger à faire

1. *Principes*, l. I, ch. XII, § 2, t. I, p. 203.

2. Douglas p. 142.

une place aux facteurs physiques confirme cette interprétation. C'est par la nécessité d'un « accroissement plus que proportionnel de travail » que s'exprime chez Mill la loi du rendement non proportionnel de la terre : c'est par rapport à l'homme qu'elle est considérée. A la base de cette loi, il y a certainement la nature physique du sol : mais c'est dans la mesure seulement où ces propriétés physiques exercent une action sur des faits humains comme la production et le travail qu'elles doivent être considérées par l'économiste ; et celui-ci, à vrai dire, pourra se désintéresser du fait physique pour ne considérer que ses conséquences pour l'homme, son aspect humain, pourrait-on dire. La remarque doit être généralisée. La nature impose des conditions à la production des richesses ; mais elle n'agira sur la vie économique que par l'entremise d'idées, de sentiments, de buts humains ; elle sera un instrument ou un obstacle.

Au reste Mill a exprimé sa pensée dans le sixième livre de la *Logique* (1). « Tous les phénomènes de la société, dit-il, sont des phénomènes de la nature humaine produits par l'action des circonstances extérieures sur des masses d'êtres humains. » Comme on l'a remarqué justement (2), nous trouvons mentionnés ici ces deux facteurs dont l'antithèse a donné lieu aux plus vifs débats : le facteur psychologique et le

1. *Logique*, l. VI, ch. VI, § 2, t. II, p. 466.

2. Belot, p. 78, n. 5.

facteur externe. « Mais il est visible que l'antithèse n'existe pas pour lui, les influences extérieures n'ayant de valeur que dans la mesure où les hommes les ressentent..., que, par cela même le facteur psychologique est celui qui préside véritablement à la détermination des lois sociales. » Et Mill, un peu plus loin, nous le dit très clairement (1) : « Les actions et les sentiments des êtres humains dans l'état social sont entièrement réglés par des lois psychologiques et éthologiques. Quelle que soit l'influence qu'une cause exerce sur les phénomènes sociaux, elle l'exerce par ces lois. »

§ 3. — LA DÉDUCTION

Nous sommes en possession des éléments qui doivent servir de base à la construction de la science sociale. Que sera le raisonnement qui nous permettra de les mettre en œuvre ? Qu'est-ce que la déduction ?

Au début du second livre de la *Logique* (2), Mill rappelle que l'on distingue communément deux sortes d'inférences : l'induction qui nous permettrait de passer du particulier au général ; et le syllogisme qui nous ferait passer du général au particulier, ou en-

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 1, t. II, p. 489 ; cf. *Essai*, p. 130-131 ; et plus haut, chap. II, § 2, sur l'antithèse des sciences physiques et des sciences morales.

2. *Logique*, l. II, ch. I, § 3, t. I, p. 183.

core de propositions générales à des propositions de même généralité. La critique, à la fois mesurée et ferme, que Stuart Mill fit du syllogisme, est restée fameuse. Nous devons rappeler le principe de son argumentation. Les syllogismes n'ajoutent rien à la preuve ; au fond tout raisonnement va du particulier au particulier ; la proposition générale ne sert qu'à faciliter l'expression, elle dispense l'esprit de retenir une multitude infinie de détails. En dernière analyse, c'est l'expérience qui est la source de toute connaissance. Professant ces opinions, Mill a bien compris qu'il avait besoin de montrer « pourquoi il y a des sciences déductives » (1). Selon lui, le rôle essentiel de la déduction est d'interpréter les formules générales. Si toutes les mineures étaient aussi évidentes que la proposition « Socrate est homme », les sciences déductives n'existeraient pas. « Les séries de raisonnements n'interviennent que pour étendre une induction, fondée, comme doit l'être toute induction, sur des cas observés, à d'autres cas dans lesquels non seulement ce qui est à prouver, mais encore la marque qui doit le prouver ne peuvent pas être observés directement (2). » Pour aller d'un cas à un autre, il faut souvent passer par toute une série d'intermédiaires ; les marques auxquelles on reconnaît qu'une proposition antérieurement établie s'applique peuvent être inférées d'après d'autres marques et

1. *Logique*, I, II, ch. IV, § 4, t. I, p. 243.

2. *Logique*, I, II, ch. IV, § 1, t. I, p. 237.

ainsi de suite. Souvent même, il ne s'agit pas d'une chaîne unique d'inférences, a étant marque de b , b de c , c de d , donc a de d ; il s'agit de plusieurs chaînes qui se rejoignent : a étant marque de d , b de e , c de f , d , e , f de n , a , b , c sont marque de n (1). Il sera donc souvent très utile de combiner les inductions les plus simples pour obtenir des vérités nouvelles. « Il y a même, dit Mill (2), de très fortes raisons de donner autant que possible à chaque science le caractère déductif, de manière à fonder la science sur les inductions les plus simples et peu nombreuses, et, par des combinaisons plus ou moins compliquées, faire que ces inductions suffisent pour prouver, dans des cas très complexes, des vérités qui auraient pu, si l'on eût voulu, être prouvées par l'expérience directe. » Aussi les sciences mêmes qui ont commencé par être expérimentales tendent-elles à prendre la forme déductive.

A plus forte raison comprend-on l'utilité de la déduction lorsque la complexité des faits nous interdit absolument leur étude directe. On ne pourra dès lors déterminer leurs lois qu'en partant des faits simples, leurs éléments, et en combinant les lois de ces éléments jusqu'à rejoindre, si l'on peut, les tous extrêmement complexes donnés dans la réalité. Tel est précisément le rôle de la déduction dans la science sociale.

1. *Logique*, l. c., § 3, t. I, p. 242.

2. *Logique*, l. c., § 5, t. I, p. 248.

La déduction de l'économiste ne saurait être conçue par Stuart Mill comme un calcul ou comme une simple transformation de formules : les faits économiques, étant d'ordre psychique, se prêtent mal à l'application du nombre (1). Stuart Mill n'a pas conçu comme Cournot par exemple, une économie politique purement mathématique. Pourtant le rôle qu'il attribue à la déduction le conduit à employer constamment des expressions de mathématicien, il nous parle de théorèmes (2), de démonstrations (3), de conséquences tirées de leurs principes (4) ; et cela même nous indique la nature de sa conception.

Pour l'analyser, nous prendrons des exemples de ces raisonnements qui nous permettent de passer des prémisses psychologiques aux principes économiques, et de ceux-ci à leurs conséquences. L'une des conceptions les plus systématiques de Mill est sa théorie de la valeur, qu'il a lui-même résumée dans une liste de principes. Etudions avec Mill les deux premiers (5).

« I. — La valeur est un rapport. Lorsqu'on dit la valeur d'une chose, on entend la quantité de quelque autre chose ou des choses en général contre laquelle la première s'échange. Donc la valeur de toutes cho-

1. *Logique*, l. VI, ch. VI, § 2, t. II, p. 467 ; cf. Belot, VI^e livre, p. 79, n. 6

2. *Principes*, l. I, ch. V, § 1, t. I, p. 75 ; cf. *ibid.*, p. 82-84, etc.

3. *Principes*, l. III, ch. V, § 2, t. II, p. 45, etc.

4. *Principes*, l. IV, ch. III, § 1, t. II, p. 313, etc.

5. *Principes*, l. III, ch. VI, § 1, t. II, p. 53.

ses ne peut ni hausser ni baisser à la fois : il n'existe rien de semblable à une hausse ou à une baisse générale des valeurs. » Que trouvons-nous ici ? D'abord une définition, qui suppose, malgré l'apparence, une base psychologique ; car les termes que Mill emploie, et qui désignent une relation mathématique, objective, matérielle, ne doivent pas faire illusion : il ne peut y avoir de « valeur » que pour des consciences capables de désirer et de comparer l'intensité de leurs désirs : le fait objectif de l'échange ne fait qu'exprimer la conclusion de ces calculs psychologiques. — De la définition posée, Mill tire une proposition, qui est la réfutation d'une opinion répandue. Comment l'établit-il ? (1) A l'aide de ce que les mathématiciens appellent un raisonnement par l'absurde. Supposer une hausse générale des valeurs, c'est accepter une contradiction dans les termes. La valeur d'une chose ne s'établit que par rapport à une autre ; « la valeur de la marchandise A ne peut s'élever que si l'on obtient en échange de cette marchandise une plus grande quantité des marchandises B et C, et dans ce cas celles-ci s'échangeront contre une plus petite quantité de la marchandise A ; toutes choses ne peuvent s'élever en valeur relativement à toutes choses. »

« II. — La valeur courante d'une chose dépend de la demande et de l'offre ; elle s'élève quand la demande augmente et s'abaisse quand l'offre augmente.

1. *Principes*, l. III, ch. I, § 4, t. II, p. 6.

La demande, toutefois, varie selon la valeur ; en général elle est plus grande lorsque l'article est à bon marché que lorsqu'il est cher ; et la valeur se modifie de telle façon que la demande soit égale à l'offre. » Nous allons voir ici, plus clairement que dans le cas précédent, la base psychologique de la doctrine et l'importance de déductions proprement psychologiques. Mill élucide la notion de la *demande* (1) : c'est le *désir de posséder* combiné avec le pouvoir d'acheter ; il ajoute que la demande ne peut agir sur la valeur, que s'il s'agit d'une quantité ; la demande est en réalité la « quantité demandée ». Or, poursuit Mill, la quantité demandée varie en raison de la valeur : car si l'article est à bon marché, on en demandera plus. Cela s'explique à la fois parce que le pouvoir matériel d'acheter se rencontrera chez plus de gens, et parce que, chez ceux qui pouvaient déjà acheter, le sacrifice à consentir sera moindre, et par suite plus fréquemment consenti, selon l'arithmétique benthamiste. Voyons maintenant comment Mill explique que l'excès de l'offre abaisse les valeurs. « Supposons que l'offre excède la demande. La concurrence agira sur les vendeurs : la quantité excédente ne pourra trouver des acheteurs qu'à la condition que l'on provoque une demande supplémentaire égale à elle-même. On y parvient par le bon marché : la valeur s'abaisse et met l'article à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs,

1. *Principes*, I. III, ch. II, § 3-4, t. II, p. 14-16.

on décide ceux qui existent déjà à faire des achats plus considérables. » Ainsi voilà un mécanisme psychologique, simple application des principes généraux de la nature humaine, qui établit le double aspect de la loi de l'offre et de la demande : l'influence de l'offre et de la demande sur la valeur et celle de la valeur sur l'offre et la demande.

On pourrait multiplier les exemples. A chaque instant (1) Mill formule une hypothèse, au sens mathématique du mot ; et il déduit une proposition nouvelle en s'appuyant sur les principes généraux de la nature humaine, les lois économiques déjà démontrées, et les définitions posées. Au fond, c'est bien le procédé des mathématiciens qu'il emploie ; c'est bien la méthode « géométrique » de James Mill qui lui a fourni le type du raisonnement économique. Mais nous savons comment il la complète ; il tiendra compte de la multiplicité des causes ; après avoir raisonné sur un cas très abstrait, il introduira les uns après les autres les éléments qui entrent en action. Considérons sa théorie fameuse des valeurs internationales. Il étudie d'abord l'échange de deux marchandises, en laissant de côté les frais de transport ; puis il introduit la considération de ces frais ; puis il considère un plus grand nombre de marchan-

1. Voir p. ex. au t. II des *Principes* : p. 126 (théorie de la circulation du papier non remboursable) ; p. 175 (théorie des valeurs internationales) ; p. 312 (influence des progrès de l'industrie et de la population sur les rentes, profits et salaires).

dise ; puis il considère l'influence des perfectionnements apportés à la production ; et il tient compte enfin de l'aptitude du pays à répondre au changement apporté dans la production par l'ouverture du commerce extérieur. Mill déduit l'influence exercée par chacun de ces éléments, et, partant d'une hypothèse très simple, il se rapproche peu à peu de la réalité concrète. Il évite ainsi le reproche encouru par la méthode de son père, qui simplifiait à l'excès les faits étudiés. Mais si les éléments considérés sont plus nombreux, c'est toujours par le même procédé, par la déduction, qu'il les met en œuvre.

§ 4. — LA VÉRIFICATION

La garantie de la valeur des résultats obtenus réside, nous l'avons vu, dans la *vérification*. C'est par elle seulement que nous saurons si nous avons vraiment tenu compte de tous les éléments essentiels ; on ne saurait exagérer l'importance de cette opération. Comment Mill la conçoit-il ?

En général, dans les sciences qui emploient la méthode déductive concrète, la vérification est rendue possible par la constatation de *lois empiriques* (1). Mill appelle ainsi des généralisations tirées directement de l'expérience, qui énoncent une relation entre deux faits, avant que nous soyons capables d'ex-

1. Sur les lois empiriques, cf. *Logique*, l. III, ch. XVI, t. II, p. 36 sqq. — cf. *Logique*, l. VI, chap. V, § 1, t. II, p. 446.

plier cette relation, ou du moins indépendamment de la connaissance théorique que nous en pouvons avoir. Quand des relations entre éléments simples nous avons déduit les lois de phénomènes complexes, on conçoit que la constatation directe de ces lois sous leur forme en quelque sorte extérieure et superficielle constitue une vérification excellente de la théorie. « Si l'observation directe et la comparaison des faits fournissent des lois empiriques de l'effet, la vérification la plus sûre dont la théorie soit susceptible serait qu'elle conduisit directement à ces mêmes lois empiriques ; qu'elle rendit compte par les lois des causes des uniformités complètes ou incomplètes observées dans les phénomènes, ces uniformités devant exister si ces causes sont réellement celles dont les phénomènes proviennent. Ainsi il était rationnel d'exiger d'une bonne théorie des mouvements célestes qu'elle conduisit déductivement aux lois de Képler ; et c'est ce que fit la théorie Newtonienne (1). »

Si l'on pouvait trouver, dans la science sociale, des lois empiriques, il serait naturel de concevoir la vérification selon le type même que nous venons de décrire. Mais la situation n'est pas aussi simple. Pouvons-nous établir, en matière sociale, des lois empiriques ? La pensée de Mill, sur cette question d'intérêt capital, est loin d'être limpide, et nous devons

1. *Logique*, l. III, ch. XI, § 3, t. I, p. 518.

examiner de très près les deux paragraphes du sixième livre, dans lesquels il s'en occupe (1).

A première vue il semble y avoir entre ces deux paragraphes une contradiction. Dans le paragraphe 5 Mill pose la question très nettement : c'est à la statistique et à l'histoire que l'on est tenté de demander des lois empiriques utilisables par la science sociale. Mill se demande d'abord si la *statistique* fournit de pareilles lois, et sa réponse est formelle : « Dans la statistique il est évident que l'on peut découvrir parfois des lois empiriques. » En quoi consisteront-elles ? La science déductive prévoit l'action de telles sortes de causes : elle ignore leur fréquence ; la statistique nous renseignera à cet égard. Dans le chapitre XI du VI^e Livre, Mill nous parle des régularités remarquables enregistrées par la statistique criminelle (2) ; il ajoute que l'on constate la même fixité approximative dans la proportion des naissances légitimes et illégitimes, dans le nombre des accidents, des lettres jetées à la poste sans adresse, etc... Dans le paragraphe que nous analysons, il prend l'exemple suivant : un rapport d'un syndic de faillite nous apprend que le nombre des faillites imputables à une mauvaise gestion l'emporte de beaucoup sur le nombre de celles qui résultent de toutes les autres causes.

1 *Logique*, l. VI, ch. IX, § 5-6, t. II, p. 504-505.

2. *Logique*, l. VI, ch. XI, § 1, t. II, p. 535 sqq. Ce chapitre fut inspiré surtout par les travaux de Buckle (spécialement son *Histoire de la civilisation en Angleterre*), postérieurs à la première rédaction de la *Logique*.

« *L'expérience spécifique pouvait seule fournir une base suffisante pour cette conclusion. C'est donc une partie importante de la recherche sociologique d'établir par l'observation directe des lois empiriques de ce genre.* » Puis Mill rappelle brièvement quelle est la portée des lois empiriques : on ne doit les étendre aux cas non observés qu'avec beaucoup de prudence ; « il faut que la science déductive fasse sentinelle et surveille l'opération entière ; on doit s'y référer constamment et obtenir sa sanction à chaque inférence. » Mill passe à *l'histoire* : il assimile les lois empiriques qu'elle nous fournit à celles de la statistique. Non seulement, ajoute-t-il, il y a de pareilles lois, mais la sociologie générale ne peut procéder qu'au moyen de ces lois, qu'elle confirme en les rattachant aux lois psychologiques et éthologiques (c'est la méthode déductive inverse).

Mais Mill n'insiste pas et, réservant la question, il commence ainsi son paragraphe 6 : « Dans les branches séparées de la science sociale, ce double procédé logique [le procédé *a priori* et le procédé *a posteriori*] et cette vérification réciproque [de l'un par l'autre] ne sont pas possibles, *l'expérience spécifique ne fournissant rien d'équivalent à des lois empiriques.* » Dès lors, une interprétation paraît s'imposer : dans la sociologie générale, science des états de société, on peut établir des lois empiriques, dont le processus déductif constitue la vérification ; au contraire, dans les sciences sociales particulières, comme l'économie politique, nous ne trouvons rien qui ressemble aux lois

empiriques, et, si une vérification est possible, ce ne peut être qu'une vérification d'autre sorte. C'est bien cette doctrine qui se trouve exprimée dans un autre passage de VI^e Livre, au paragraphe 1 du IX^e chapitre (1). Si d'ailleurs nous examinons les exemples de régularités statistiques donnés dans le chapitre XI, nous verrons que ce qu'elles révèlent essentiellement, c'est la stabilité relative de l'« état de civilisation », c'est l'action permanente de cet état : elles concerneront donc la sociologie générale.

Pourtant une difficulté subsiste : dans notre paragraphe 5, Mill nous donne l'exemple d'une expérience spécifique, dont le résultat s'exprime par une loi empirique, et qui n'est pas relative à un « état de société », mais à l'action, à la fréquence d'une cause bien déterminée : il s'agit de l'action d'un fait psychique (l'inaptitude à bien gérer) sur un fait social, d'ordre juridique ou économique (la fréquence des faillites) : si de pareilles connaissances peuvent apporter une contribution à la science sociale, ce ne peut être, semble-t-il, qu'à des branches spéciales de cette science, et non à une sociologie générale. Il faut ajouter que, dans le paragraphe 4 du même chapitre (2), Mill semble bien admettre l'existence de lois empiriques en économie politique : « En économie politique, nous dit-il, les écrivains anglais admettent tacitement telles lois empiriques de la nature humaine, qui ne

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 1, t. II, p. 489.

2. *Logique*, l. VI, ch. IX, §. 4, t. II, p. 502.

conviennent qu'à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis » : il y a donc des lois empiriques qui sont valables, à la seule condition qu'on ne leur donne pas une portée trop générale.

A vrai dire, la difficulté est peut-être purement verbale. Mill a admis, — c'est hors de doute, — la possibilité de l'expérience spécifique dans les sciences sociales particulières. Dans l'*Essai*, exclusivement relatif à l'Économie politique, il disait déjà (1) que l'« expérience spécifique » du « practical man » empêchera le philosophe de négliger la multitude des détails, l'avertira des lacunes de sa théorie. Dans un article de 1835 (2), Mill nous dit que l'histoire « corrobore et souvent suggère des vérités politiques, sans pouvoir les démontrer ». Enfin, dans le paragraphe du chapitre IX du livre VI qui se rapporte à la statistique, Mill indique à deux reprises que les constatations statistiques constitueront des données et ne serviront qu'à cela. Ainsi peut-être faut-il admettre que Mill a forcé un peu sa pensée en parlant de l'inexistence des lois empiriques dans les sciences sociales particulières (la forme dans laquelle il les en exclut est d'ailleurs adoucie) ; ce qui lui paraît certain et important, c'est l'inexistence de lois empiriques permettant la vérification.

Les textes se laissent aisément interpréter en ce sens. Quand Mill nous dit que l'expérience spécifique ne fournit pas de lois empiriques, il veut dire

1. *Essai*, p. 157.

2. *Dissert. and Discuss.*, t. I, p. 112.

qu'on ne trouve pas d'expérience analogue aux expériences de laboratoire, réalisant un isolement pratiquement parfait des circonstances considérées, et pouvant par suite s'exprimer dans une formule très abstraite et très générale. Ainsi la loi empirique à laquelle fait allusion le paragraphe 4 ne sera valable que pour des pays déterminés, c'est-à-dire qu'elle implique l'existence d'une multitude de conditions. Rien ne nous empêche d'interpréter de même la loi qui se dégage du rapport du syndic de faillite : elle n'est peut-être vraie que dans un état déterminé et complexe de la civilisation. C'est à cause de cette multiplicité infinie des circonstances que Mill peut nous dire, dans une phrase assez obscure du paragraphe 5 : « Le procédé expérimental ne doit pas être considéré comme une voie distincte pour arriver à la vérité. » Si l'on suit en effet, dans le détail, l'argumentation du paragraphe 6, on est frappé de l'analogie qu'elle présente avec celle que Mill oppose à l'emploi de la méthode chimique. La chose se conçoit : si une vérification rigoureuse et directe d'une loi était possible, l'expérience ou la série d'expériences qui la constitue fournirait une base suffisante à l'emploi des méthodes inductives, « offrirait une voie distincte pour arriver à la vérité (1) ». En réalité c'est

1. L'avantage de la déduction serait de présenter les vérités sous une forme plus systématique, plus explicative, comme on le voit pour toutes les sciences qui ont évolué de la phase expérimentale à la phase déductive : cf. *Logique*, l. III, ch. XIII, spécialement § 7, t. I, p. 532 sqq. ; cf. *Logique*, l. II, ch. IV, § 5, t. I, p. 248 ; et plus haut, p. 106.

la complexité des faits sociaux qui nous interdit à la fois l'usage de l'induction et l'espoir de vérifier, par sa conformité avec une loi empirique, l'effet, prévu par la théorie, d'une cause agissant parmi beaucoup d'autres.

Nous comprendrons que Mill ait pu forcer sa pensée, dire qu'il n'y a pas de lois empiriques quand il voulait dire simplement qu'il n'y a pas de lois empiriques propres à la vérification, si nous examinons quel est pour lui le rôle véritable de cette opération. Mill est hanté par une préoccupation exclusive. Il ne songe pas à se défier d'une inexatitude possible des éléments de la déduction (1); il ne songe pas davantage à se défier du procédé déductif lui-même. Mais il y a au contraire une source d'erreurs qui lui paraît infiniment redoutable, contre laquelle on ne saurait assez se prémunir : la théorie tire ses conclusions d'un petit nombre de prémisses et la réalité est très complexe ; ce dont il faudra s'assurer, c'est que cette complexité ne rend pas tout à fait illusoires et inapplicables les relations établies déductivement. Le rôle de la vérification sera de dresser en face des théories abstraites la richesse infinie du réel. Toute opération *a posteriori* sera fautive et insidieuse, qui présentera ses résultats sous la forme d'un rapport simple ; et c'est bien ainsi que l'on pourrait être tenté de considérer les lois empiriques que donnerait l'expérience spécifique. L'astronome accepte la théorie

1. *Corresp.* avec G. d'Eichthal, p. 14.

newtonienne parce que l'univers lui présente la réalisation des conclusions trouvées déductivement par la théorie. Mais le monde social ne se laisse pas réduire en formules simples et générales comme l'univers astronomique ; si nous croyons cette réduction possible parce que la statistique ou l'histoire nous offrent des constatations susceptibles de quelque généralité, nous nous trompons radicalement.

Voilà pourquoi Mill considère comme chimérique une vérification par la confrontation des résultats de la théorie avec des lois empiriques. Il raisonne toujours sur l'exemple qui lui est cher : l'influence du régime prohibitif sur la prospérité des nations. Jamais nous ne trouverons assez de cas pertinents pour établir une moyenne significative, une généralisation empirique à laquelle nous puissions comparer les résultats de la théorie. Pourrions-nous du moins les comparer à un cas individuel, qui en serait l'image concrète, et nous permettrait de voir si telle inférence est légitime dans telles conditions de fait ? mais jamais nous ne trouverons une expérience dont tous les éléments soient identiques à ceux que la théorie a eus en vue ; et si elle a visé une situation présente (par exemple l'efficacité des lois sur les céréales en Angleterre vers 1840), jamais nous ne trouverons un cas qui ressemble assez au cas actuel pour que nous ayons le droit de conclure de l'un à l'autre. Le premier argument concernait plutôt une tentative de vérification par la statistique : le second vise une vérification par l'histoire. Ainsi c'est l'en-

chevètrément des causes et l'extrême variété des circonstances qui rendent impossible l'élaboration de lois empiriques à la fois suffisamment adéquates à la réalité et suffisamment abstraites et générales pour servir de vérification à la théorie.

Mais alors en quoi consistera donc cette vérification que Mill considère comme indispensable ? Ce sera une vérification en quelque sorte négative. Nous consulterons les faits pour voir si nos théories ne se montrent pas trop impuissantes à en rendre compte.

Il n'y aura jamais de vérification complète et définitive de la théorie, car celle-ci sera toujours, au regard du réel, comme un schéma pauvre de lignes ; mais on pourra voir tout au moins s'il n'y a pas quelque discordance choquante entre la théorie et les faits : faute de mieux, on admettra la première, tant que les seconds ne la contrediront pas. On ne peut pas, explique Mill dans l'*Essai* (1), être sûr de la compétence d'un économiste ; mais on peut avoir un signe de son incompétence : pour avoir le droit de juger de l'avenir, il faut être capable de rendre compte du passé et du présent. C'est la doctrine qui est reprise dans la *Logique* (2) : « Nos conclusions relatives à un cas particulier ne peuvent être vérifiées directement pour ce cas », l'expérience viendrait trop tard ; mais « nous pourrions apprécier jusqu'à quel point la science nous met en état de

1. *Essai*, p. 158.

2. *Logique*, l. VI, ch. IX, §6, t. II, p. 507.

prédire ce qui n'est pas encore arrivé en nous demandant jusqu'à quel point elle nous aurait permis de prédire ce qui est réellement arrivé. Avant d'accorder une confiance entière à notre théorie sur l'influence qu'exerce une cause spéciale dans un ensemble de circonstances données, il faut que nous puissions fournir l'explication et la raison d'être de l'état actuel de toute cette partie des phénomènes sociaux sur laquelle tend à se faire sentir l'influence de cette cause ». Ainsi si nous voulons éprouver la valeur de nos théories économiques, il faudra voir si nous sommes capables d'expliquer la situation d'ensemble du commerce et de l'industrie dans notre pays, à notre époque. Si nous ne pouvons pas le faire, c'est que notre théorie aura besoin d'être complétée, et l'examen des faits pourra peut-être nous montrer quel est l'élément que nous avons négligé. La tentative de vérification nous aura ainsi suggéré une « donnée » nouvelle. On voit comment Mill, dans sa théorie de la vérification, est amené à dire que la statistique et l'histoire fournissent à la science des données. C'est quand nous cherchons à vérifier nos théories en essayant d'expliquer par elles le réel, que nous nous rendons compte de leurs lacunes et des éléments nouveaux qu'il y faut introduire.

On pourrait renouveler, à propos de l'impossibilité d'une vérification selon le type ordinaire des sciences déductives concrètes, la critique que nous indiquions en examinant la théorie chère à Mill de l'inapplicabilité des méthodes inductives. Mais sa théorie de la

vérification donne lieu à un reproche plus grave, encore. Pour l'élucider, nous avons été obligés de nous en tenir à l'examen des textes empruntés aux ouvrages de logique de notre auteur. C'est vainement en effet que l'on chercherait dans les *Principes d'économie politique* l'effort de vérification méthodique, que Mill semble pourtant considérer comme indispensable. C'est, assurément, une surprise et une déception pour qui a lu le VI^e Livre de la *Logique*. On ne saurait considérer comme des vérifications les exemples que Mill cite çà et là (1), et qui servent plutôt d'illustrations à ses doctrines. Chez les partisans les plus exclusifs de la méthode purement abstraite et déductive, on trouve de pareilles illustrations. Nulle part Mill n'essaie de montrer que sa théorie permet de rendre compte de l'état économique de l'Angleterre au milieu du XIX^e siècle : c'est pourtant une vérification de ce genre que ses conceptions méthodologiques nous donnaient le droit d'exiger. C'est assurément là le point le plus faible de l'œuvre économique de Mill, jugée selon ses doctrines logiques.

Mais nous ne devons pas être injustes, et il faut reconnaître que si Stuart Mill n'a pas procédé à une vérification méthodique de ses théories, il a tout au moins témoigné constamment du souci qu'il avait

1 Exemples : *Principes*, l. I, ch. XI, § 3 et 4 (Insuffisance et excès du désir d'amasser), t. I, p. 191 sqq. ; l. III, ch. XII, § 5 (influence du crédit sur les prix), t. II, p. 116, etc.

de ne pas méconnaître les faits, de consulter l'histoire pour remédier aux inconvénients de l'abstraction. Nous avons vu précédemment comment, partant d'une doctrine très générale et très abstraite, il introduit peu à peu les éléments divers qui viennent coopérer, dans le réel, avec les causes primordiales. Certains de ces éléments ne peuvent être connus que grâce à l'histoire. Ainsi nous voyons Mill, après avoir exposé sa théorie générale de la valeur, indiquer comment elle se trouve modifiée par l'existence de l'esclavage (1). Ainsi encore, après avoir formulé la loi du rendement décroissant de la terre, il étudie les circonstances qui, dans le fait, contrarient l'application de cette loi et en peuvent masquer la vérité (2) : perfectionnements techniques, amélioration des voies de communication, etc... C'est là un procédé tout à fait constant chez notre auteur ; et cela prouve que le spectacle de la réalité historique lui a « suggéré » bien des « données » dont il s'est servi, conformément à sa conception logique (3).

Nous allons voir d'ailleurs, dans le chapitre suivant, quelle large place Mill accordait aux considérations réalistes et historiques dans la constitution de l'économie politique.

1. *Principes*, I, III, ch. VI, § 3, t. II, p. 57.

2. *Principes*, I, I, ch. XII, § 3, t. I, p. 208.

3. *Logique*, I, VI, ch. IX, § 5, t. II, p. 504.

CHAPITRE V

Nature abstraite des vérités économiques Leur application : rôle des données de l'histoire.

§ 1. — CARACTÈRE ABSTRAIT DES VÉRITÉS ÉCONOMIQUES

Nul ne s'est, mieux que Stuart Mill, rendu compte de l'intervalle qui sépare une théorie abstraite de la réalité. Mill se défie toujours des propositions générales ; et l'on a pu soutenir (1) que la crainte qu'il avait de laisser de côté certains éléments du réel lui avait fait tenir en une sorte de suspicion, malgré le rôle logique qu'il lui attribuait, la méthode déductive. Le passage le plus frappant sans doute que l'on puisse citer à cet égard est un fragment d'un court article publié en 1837 dans la *London and Westminster Review* (2) : « Toute chose existant en fait comporte un si grand nombre de propriétés et présente une telle infinité de relations avec tout le reste du monde, que toute loi à laquelle elle paraît soumise est susceptible d'être contrariée ou annulée soit par quelque autre loi du même objet, soit par les lois

1. Douglas, p. 103 sqq.

2. *Dissert and Discuss.*, t. I, p. 208.

de quelque autre objet qui viennent se mêler à elle. » Personne n'oserait prétendre connaître toutes ces contingences ; et par suite toute proposition générale doit être interprétée, appliquée avec infiniment de prudence : on doit tenir largement compte de son caractère inadéquat (« *inaccuracy* »).

En ce qui concerne plus spécialement les vérités économiques, Mill a maintes fois insisté (1) sur leur caractère *hypothétique* ; et c'est le progrès méthodologique que l'on attribue le plus volontiers (2) à son influence et à celle d'un homme que beaucoup d'historiens considèrent comme son disciple, Cairnes. L'idée se présente principalement sous deux formes : les vérités économiques ne sont absolument vraies que si on les considère *abstraitement*, car dans la réalité, leur action peut être masquée par d'autres lois ; ou, en d'autres termes : l'économie politique n'est qu'une science de *tendances*, c'est-à-dire que ses lois sont rigoureusement certaines en tant seulement qu'elles affirment la tendance d'une cause à produire son effet ; mais rien ne nous assure que cet effet sera effectivement produit. Il serait faux de dire que ces lois ne sont pas « générales », ou qu'elles comportent des « exceptions » ; ce qui est vrai seulement, c'est que dans la réalité elles concourent avec d'autres lois, peut-être antagonistes.

1. *Essai*, p. 160-161. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 2, t. II, p. 492. *Autobiographie*, ch. VII, p. 226.

2. Ingram. *Histoire de l'économie politique*, p. 222.

Ce caractère des lois économiques est imputable à deux causes : 1° certains éléments psychiques très réels sont systématiquement omis par les économistes ; 2° ils négligent aussi dans leurs théories générales certaines circonstances historiques de temps et de lieu ; spécialement ils ne tiennent pas compte de l'état social, dont la vie économique est solidaire. Mill a eu un sentiment très réel de la relativité des faits économiques ; M. Rist a insisté sur ce point (1). Il y a là en effet, nous le verrons, quelque chose de fondamental dans sa doctrine.

A. *Les éléments psychologiques négligés par l'économie politique.* — Mill s'est parfaitement rendu compte du caractère abstrait, et par là même arbitraire en quelque mesure, de la théorie de l'*homo æconomicus*, mu uniquement par le désir de la richesse ; l'économie politique ne tient compte que de ce mobile et de deux éléments antagonistes : l'aversion pour le travail et la poursuite de jouissances immédiates et coûteuses (2). Or, Stuart Mill a toujours considéré comme incontestable l'existence d'autres mobiles et par exemple des sentiments désintéressés. M. Douglas a pu soutenir (3) que cette opinion avait modifié profondément sa conception économique, l'avait en quelque façon rendu sceptique relativement à la légitimité de l'abstraction des économistes. En présence

1. Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*, p. 453

2. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 496.

3. Douglas, *l. c.* ; cf. Belot, Introduction, p. LXXII.

des déclarations formelles du VI^e Livre de la *Logique*, en présence surtout des doctrines développées dans les *Principes* conformément à l'attitude classique, cette idée nous paraît difficile à soutenir. Mais ce qui est certain, c'est que Mill n'a pas été dupe du procédé d'abstraction, qu'il considère comme nécessaire. A maintes reprises par exemple (1), il a souhaité une transformation du caractère anglais, qui l'aurait éloigné du type de l'*homo æconomicus* ; il s'indigne contre « le pire défaut de notre caractère national, qui est de tout sacrifier à l'accumulation des richesses et à cet égoïsme âpre et exclusif qui l'accompagne », jamais il n'a considéré ce type comme universel et nécessaire (2). Dans l'*Utilitarisme* nous le voyons faire fond sur l'existence de sentiments altruistes et désintéressés.

C'est enfin parce qu'il croit que le désir de la richesse n'est pas la seule passion humaine, c'est parce qu'il croit à la diversité des tendances et des aspirations que Mill a pu écrire, dans les *Principes*, le fameux chapitre sur « l'état stationnaire » (3). Avec une calme éloquence, faite de sincérité et de grandeur d'âme, Mill avoue qu'il ne partage pas l'idéal des « économistes de la vieille école » : « J'avoue, dit-il, que je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal

1. *Corresp.* avec G. d'Eichthal, p. 7.

2. Sur ce point de fait, v. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 4, t. II, p. 502.

3. *Principes*, l. IV, ch. VI, t. II, p. 353 sqq.

de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité... Que l'énergie de l'humanité soit appliquée à la conquête des richesses, comme elle était appliquée autrefois aux conquêtes de la guerre, en attendant que des esprits plus élevés donnent aux autres une éducation plus haute, cela vaut mieux que si l'activité humaine se rouillait en quelque sorte et restait stagnante : tant que les esprits sont grossiers, il leur faut des stimulants grossiers. » Mais il y a un autre idéal que cette « mêlée » où les hommes se pressent, animés du seul désir de la richesse. L'isolement a son prix : il est la condition nécessaire de toute profondeur de pensée, de toute grandeur de caractère. La nature a sa beauté : il serait triste que tout animal soit apprivoisé pour l'usage de l'homme et que tout arbre inutile soit déraciné. L'état stationnaire serait vraiment le plus propice au progrès de la culture morale et à la réalisation de la justice.

Les germes de tous les sentiments désintéressés existent dans le cœur de l'homme ; on y rencontre bien d'autres passions que le désir de la richesse. « Il n'y a peut-être pas dans la vie d'un homme une seule action qui ne soit sous l'influence directe ou indirecte de quelque mobile autre que le pur désir de la richesse (1). » C'est uniquement pour la commo-

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 498.

dité du travail scientifique que l'on considère à part les effets de ce mobile unique (1) ; cela n'est d'ailleurs légitime que pour les formes d'activité dans lesquelles il prédomine vraiment (2). En tout cas, jamais nous ne devons oublier que dans la réalité ce mobile coexiste avec beaucoup d'autres. Lors donc que nous viendrons à l'application des lois économiques, nous devons tenir compte de l'effort d'abstraction qui nous a permis de les énoncer. Mais cet effort d'abstraction va devenir encore plus manifeste si nous considérons la multitude des circonstances historiques dont il y a lieu de tenir compte dans un cas déterminé.

B. — *Les circonstances de temps et de lieu.* — La doctrine de Mill sur ce point se rattache à une de ses conceptions philosophiques les plus précises. Dans l'ordre des choses complexes, les lois de causation se résolvent en deux sortes d'éléments : « Les lois de causation plus simples, et (pour employer le terme heureusement choisi du Dr Chalmers) les *collocations* ; par quoi il faut entendre l'existence de certains agents ou forces dans certaines circonstances de lieu et de temps (3). » Ainsi « l'ordre de succession et de coexistence des mouvements des corps célestes exprimé par les lois de Képler est dérivé de la coexistence de deux causes primordiales, le soleil et l'im-

1. Voir plus haut chap. II, § 4, section B.

2. *Logique*, l. c.

3. *Logique*, l. III, ch. XII, § 2, t. I, p. 522.

pulsion première ou force de projection appartenant à chaque planète. Les lois de Képler se résolvent ainsi dans les lois de ces causes et dans le fait de leur coexistence. Les lois dérivées par conséquent ne dépendent pas uniquement des lois primitives auxquelles elles sont réductibles ; elles dépendent de ces lois primitives et d'un fait primitif, qui est le mode de coexistence de quelques-uns des éléments constitutifs de l'univers » (1). Cette théorie et cet exemple montrent, avec une précision parfaite, la nécessité de tenir compte de l'élément historique négligé par l'économie abstraite : c'est une pure donnée, un assemblage fortuit d'éléments. Nous pouvons appliquer sans difficulté à la science sociale ce que Mill nous dit de l'astronomie, à laquelle il se plaît à la comparer. Mais on conçoit que l'importance de l'élément de fait ou élément historique sera d'autant plus grande que les causes collaborant à la production d'un effet seront plus nombreuses : elle sera donc très grande en matière sociale. Tant que les causes sont en nombre connu, on pourra s'assurer de la généralité de la loi : on saura que l'on a le droit de l'étendre à tous les cas caractérisés par la coexistence des éléments ayant rôle de causes ; au contraire une généralisation sera toujours arbitraire si le nombre et la nature des causes qui entrent en jeu restent inconnus.

Ces considérations générales permettent de mieux

1 *Logique*, l. III, ch. XVI, § 2, t. II, p. 38.

comprendre comment Mill conçoit l'application des théories générales de l'économie politique à des circonstances historiques déterminées (1). Les lois générales de la nature humaine sont vraies pour tous les temps et tous les pays. Mais, pour savoir quelles sont celles qui s'appliquent et sous quel mode elles se manifesteront, il faudra tenir compte des circonstances qui caractérisent le cas dont on s'occupe. L'économiste qui aura élaboré sa théorie pour tel cas déterminé devra, s'il veut l'appliquer à un autre cas, opérer une sorte de transposition. C'est ce que Mill explique très clairement : « C'a été, il est vrai, une erreur très commune chez les économistes d'appliquer les conclusions tirées d'un certain état de société à d'autres états dans lesquels beaucoup d'éléments ne sont pas les mêmes. Mais même alors il n'est pas difficile, en reprenant les démonstrations, et en introduisant de nouvelles prémisses à la place convenable, de rendre applicable aux autres cas le raisonnement qui a servi pour le premier. » Contre Auguste Comte qui trouvait peu philosophique l'étude de l'économie politique abstraite, Stuart Mill a défendu cet ordre de spéculations, en reconnaissant que les généralisations ne pouvaient être opérées que relativement à une forme donnée de civilisation (2). On

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 3, t. II, p. 499.

2. *Aug. Comte et le Positivisme*, p. 81 ; p. 88 : ce procédé, explique Mill, est « un artifice scientifique familier à tous ceux qui s'occupent de science ».

ne saurait prétendre, explique-t-il, que les lois du salaire, du profit, du prix s'appliquent dans l'état sauvage ou dans une communauté composée de maîtres et d'esclaves. Mais « quiconque comprend l'économie politique d'un pays, ainsi que la civilisation compliquée et diverse des nations de l'Europe, peut sans difficulté en déduire l'économie politique de tout autre état de société dont il connaît également bien les particularités. »

Mill, dans le VI^e Livre de la *Logique*, nous montre la nécessité et la possibilité de cette transposition sur un exemple tiré d'un article qu'il avait publié en 1834. Dans l'étude des lois de la distribution des produits du travail, les économistes anglais raisonnent d'après une supposition qui n'est guère réalisée qu'en Angleterre et en Écosse : la distinction de trois classes distinctes, cultivateurs, capitalistes et propriétaires fonciers vivant tous sous un régime de liberté. Les conclusions seront inapplicables aux pays à esclaves ; elles seront inapplicables aussi aux pays où le cultivateur est en même temps propriétaire de la terre et du capital, comme en France, ou du capital seulement, comme en Irlande. Mais celui qui connaît bien l'économie politique de l'Angleterre ou du Yorkshire n'aura aucune difficulté à trouver les lois qui régissent des pays dont la situation sociale est différente. Il suffira « qu'il ait assez de bon sens pour ne pas s'attendre à voir la même conclusion sortir de prémisses différentes. » Il fera comme celui qui a résolu un certain nombre d'équations algébri-

ques et qui sera capable de résoudre sans difficulté toutes les autres équations du même genre.

Voilà comment Mill estime que l'on doit et que l'on peut remédier aux abus de l'abstraction reprochés, parfois avec raison, aux économistes.

§ 2. — COMMENT L'ÉTUDE HISTORIQUE DE LA RÉALITÉ SOCIALE VIENT COLLABORER AVEC L'ÉCONOMIE ABSTRAITE.

Après avoir vu comment Stuart Mill est amené à introduire dans sa conception des éléments historiques, soit par sa théorie de la vérification, soit par la façon dont il se représente l'application des théories de l'économie abstraite, il faut essayer de déterminer de façon plus précise quel rôle il assigne à ces données historiques ; c'est un point sur lequel les discussions ont été très vives (1).

Si l'on considère l'ensemble de la doctrine de Mill, il y a un point qui semble, de prime abord, bien établi. Le fait social n'est, en dernière analyse, qu'un fait psychologique, et l'individu, l'homme reste au fond toujours identique à lui-même : les lois primordiales qui régissent son activité sont toujours les mêmes ; l'histoire peut bien fournir à cette activité un théâtre différent, lui donner une forme nouvelle :

1. V. spécialement : H. Denis, p. 33-35. Ingram, p. 215 sqq. Belot, Introduction, p. LVII.

l'homme ne sera pas un produit de l'histoire. C'est pour cela que l'on peut construire une Économie politique, dont les principes premiers tout au moins ont une portée universelle, et dont les doctrines essentielles peuvent être exposées sous une forme abstraite. Mill est resté, en un sens, un homme du XVIII^e siècle ; cela se voit à l'usage constant qu'il fait de cette expression : « les principes de la nature humaine. » On peut formuler le même jugement sur son idéal que sur sa théorie du réel. De même que les lois fondamentales qui régissent l'activité humaine sont les mêmes pour tous les temps et tous les pays, l'idéal, fondé en raison, est éternellement et universellement valable. La pensée de Mill à cet égard apparaît dans un article de 1852 sur Whewell (1) ; ce dernier avait reproché à Bentham de ne pas avoir fait, dans ses théories juridiques, une place assez large à l'élément historique, c'est-à-dire aux opinions et aux sentiments actuels du peuple ; Mill reconnaît qu'il faut en tenir compte en législation : mais ce n'est point pour la détermination de l'idéal, c'est seulement pour l'appréciation de ses difficultés de réalisation et pour le choix des moyens. Mill prolonge le rationalisme du XVIII^e siècle (2). On peut être surpris qu'un philosophe empiriste, qui devait être porté à considérer comme acquis au cours de l'histoire tous les éléments de la conscience ait adopté cette attitude ; mais le fait est

1. *Dissert. and discuss.*, t, II, p. 457 sqq.

2. Cf. l'opuscule de Th. Gomperz, *John Stuart Mill*.

indéniable : Mill n'est pas Spencer (1). En ce sens, le mot de Roscher (2) est vrai : « Ce n'était pas une tête historique. » Comme on l'a remarqué (3), disciple de Bentham et, par son intermédiaire, disciple d'Helvétius il reste très hostile à l'idée de différences natives entre les hommes ; les différences sont acquises au cours de l'existence individuelle. Mais au cours de cette existence viennent s'exercer tant d'influences et d'autre part la doctrine de Mill sur l'action du passé est si souple que sa conception première de l'homme toujours identique à lui-même se trouve, en définitive, presque étouffée.

Nous savons qu'en toute occasion Mill a insisté sur la solidarité des faits économiques et des autres faits sociaux (4). La coexistence d'un certain nombre de circonstances sociales constitue une « collocation », et l'histoire seule peut nous renseigner sur elle. Par conséquent, bien que les faits sociaux puissent se réduire en dernière analyse, pour le savant qui les étudie en eux-mêmes, à des faits psychiques, ils constituent pour l'économiste de véritables données. L'histoire nous fournit, sur les caractères nationaux, les formes de gouvernement, la situation

1. Il est intéressant d'opposer sur ce point à l'attitude de Mill celle de Spencer, qui considère la conscience humaine comme un produit de l'histoire, et qui a donné ainsi à l'empirisme sa forme vraiment moderne.

2. Roscher, cité par Ingram, p. 214.

3. Lévy-Bruhl, Introduction, p. XXIV.

4. Voir plus haut, chap. II, § 4, section c.

des différentes classes sociales, des renseignements dont l'économiste devra tenir compte, et qui réduiront l'importance des principes abstraits et universels de la nature humaine.

C'est ce que Mill explique d'une façon fort claire dans un passage essentiel de la *Logique* (1) : « En économie politique les écrivains anglais admettent tacitement telles lois empiriques de la nature humaine qui ne conviennent qu'à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Entre autres choses ils supposent constamment une intensité dans la concurrence que, en dehors de ces deux pays, on ne rencontre nulle part comme fait commercial général. Un économiste anglais, comme tous ses compatriotes en général, ne peut guère imaginer qu'un homme, occupé à vendre ses marchandises sur un comptoir, puisse avoir moins de souci de son profit pécuniaire que de ses aises ou des satisfactions de sa vanité. Pourtant quiconque est au courant des habitudes de l'Europe continentale, sait bien à quel point il est fréquent que des motifs en apparence insignifiants contre-balaient le désir de gagner de l'argent, même lorsqu'il s'agit d'opérations dont le profit pécuniaire est l'objet direct. Plus on approfondira la science éthologique, mieux on comprendra la diversité des caractères individuels et nationaux, et moins nombreuses resteront probablement les propositions qu'on se croira en droit d'accepter en toute confiance comme

1. *Logique*, l. VI, ch. IX, § 4, t. II, p. 502.

principes universels de la nature humaine. » On voit quelle « grave restriction » ces considérations imposent à la pratique de la méthode précédemment décrite ; mais Mill s'empresse d'ajouter que les sciences sociales, dans lesquelles les différences entre deux nations ou deux époques n'ont qu'une influence secondaire, restent possibles : l'Économie politique est de ce nombre.

On trouve, dans les *Principes*, de nombreux passages inspirés par le sentiment de la solidarité des faits sociaux ; en voici un précisément qui montre l'intérêt des données de l'éthologie politique (1) : « Le commerce des bois du Canada nous fournit l'exemple d'un emploi de capitaux qui ressemble tellement à une loterie qu'on pense généralement que, si on réunissait tous ceux qui le font, on trouverait que ce commerce coûte plus qu'il ne rapporte... Dans de telles entreprises, tout dépend du caractère des nations qui est plus ou moins aventureux... Ce caractère est bien plus prononcé aux États-Unis que dans la Grande-Bretagne, et plus apparent dans la Grande-Bretagne que dans aucun autre pays du continent. » Voici un exemple d'un autre ordre (2) : on sait que, dans la doctrine de Mill, le taux des salaires dépend de l'accroissement de la population. Mais jusqu'à nos jours, il a dépendu plutôt de l'accroissement de l'effectif d'une classe déterminée que de l'accroissement

1. *Principes*, l. II, ch. XV, § 4, t. I, p. 470.

2. *Principes*, l. II, ch. XIV, § 2, t. I, p. 446.

général de la population. En effet, « la ligne de démarcation qui sépare les différentes classes de travailleurs a été jusqu'ici si apparente qu'elle équivaut presque à une distinction de castes héréditaires ; chaque profession se recrute principalement parmi les enfants de ceux qui l'exercent déjà. » Mais c'est là une situation qui tend à disparaître. « La transformation rapide qui s'opère dans les idées et les usages mine toutes ces distinctions ; les habitudes et les incapacités qui attachaient héréditairement les hommes à leurs conditions disparaissent rapidement », et par suite le mélange des classes tend à s'opérer de plus en plus ; c'est un fait historique dont l'économiste doit tenir compte dans l'application de ses doctrines.

Mais, si Mill mérite d'être considéré comme un précurseur des écoles historiques, c'est surtout par la place qu'il a faite à deux idées : l'idée de la coutume, et l'idée du progrès.

Dans ses doctrines morales, Mill a fait une place fort importante à la tradition, à la morale coutumière. Si l'utilitarisme est possible, alors que pourtant nous ne sommes pas en état de réfléchir aux conséquences de tous nos actes, c'est parce que la tradition nous transmet, sous forme de règles de conduite, l'expérience accumulée de la race (1). « La morale coutumière, dit encore Mill (2), celle que con-

1. *Utilitarisme*, p. 46.

2. *Utilitarisme*, p. 53. Cf. Douglas, p. 217 ; Belot, p. 105, n. 9.

sacrent l'éducation et l'opinion publique, est la seule qui s'impose par elle-même à l'esprit » ; et la coutume donne au devoir « une auréole ». De même nous voyons Mill admettre, dans les *Principes*, que la coutume, l'usage viennent contrarier dans leur application les lois de l'économie pure : celles-ci supposent en quelque sorte un milieu neutre et des individus qui calculent tout. Mill remarque (1) que dans les pays même où règne la concurrence la plus active, la coutume exerce une influence considérable sur les profits : il sera admis, par exemple, que 50 % est le profit convenable dans le commerce de détail ; et cette croyance, cette opinion sociale viendra modifier, atténuer les effets de la libre concurrence. Mill a consacré tout un chapitre (2) à développer l'idée que les rentes et les prix sont déterminés non seulement par la concurrence, mais aussi très souvent par la coutume. Il estime sans doute que le rôle de la coutume va diminuant ; mais il est encore considérable. Cette influence, on ne la comprend que si on la rattache à des états sociaux déterminés. Ainsi, dans l'Inde, les paysans fermiers ne sont aucunement considérés comme tenanciers de gré à gré ; ils ont le droit de conserver la terre, en payant le terme fixé par un usage très ancien ; si les grands propriétaires veulent l'augmenter (et ils ne s'en font pas faute), ils sont obligés de trouver un prétexte, un

1. *Principes*, l. II, ch. XV, § 4, t. I, p. 471.

2. *Principes*, l. II, ch. IV, t. I, p. 278 sqq.

biais, ce qui serait inutile sous un régime de libre concurrence. Dans l'Europe moderne, quand le serf se fut élevé à la condition de franc tenancier, il fut considéré comme possédant sa terre à perpétuité à des conditions fixes : la redevance était déterminée par l'usage social et non par la concurrence.

Ce chapitre est assurément un des plus vivants, un des plus neufs dans l'ouvrage de Mill. On sent qu'il a eu, un moment au moins, le sentiment vrai de la vie sociale : il n'a pas seulement affirmé, il a senti que la vie économique est liée à toute l'activité sociale, en dépend effectivement.

Ceci nous montre que, si les branches particulières de la science sociale peuvent être utilisées par l'économiste, celui-ci tirera surtout profit des découvertes de la sociologie générale. Le rôle de celle-ci est de nous faire connaître des *états de société* (1), c'est-à-dire « l'état, en un même moment, de tous les faits sociaux les plus importants » : degré d'instruction de la masse ; état de l'industrie ; état et répartition de la richesse ; distinction des différentes classes sociales ; forme du gouvernement ; état des croyances, etc... Il y a une corrélation, un consensus entre ces différents éléments. La science sociale aura à étudier les lois de leurs coexistences. Mais l'état actuel dépend de l'état antérieur ; et c'est essentiellement dans leurs successions que nous aurons à étudier les états de société. La sociologie générale

1. *Logique*, l. VI, ch. X, § 2, t. II, p. 509.

sera dominée par l'idée d'évolution, de progrès, comme dit Mill.

On sait que c'est à Auguste Comte que Mill emprunta l'antithèse du point de vue statique et du point de vue dynamique (1). C'est chez lui également qu'il a trouvé le type de la méthode applicable à la dynamique, comme d'ailleurs à toute la sociologie générale. Beaucoup de penseurs, remarque Mill, ont eu l'idée de tirer d'une analyse des faits historiques la loi générale du progrès. Mais ils ont en général méconnu le caractère de cette loi purement empirique ; ils ont omis de la rattacher aux lois psychologiques et éthologiques qui peuvent seules la rendre pleinement intelligible. « M. Comte est le seul, dans la nouvelle école historique, qui ait compris la nécessité de rattacher ainsi toutes les généralisations tirées de l'histoire aux lois de la nature humaine (2). » Mill a appelé méthode déductive inverse cette méthode de la sociologie générale : tandis que, dans les sciences sociales spéciales, on établit d'abord déductivement les conséquences que l'observation historique aura pour objet de vérifier, en sociologie générale on demande à l'histoire des lois empiriques que l'on réduira ensuite aux lois générales de la nature humaine. C'est la seule méthode praticable, parce que « ce que nous sommes, ce que nous faisons mainte-

1. *Autobiographie*, p. 201. *A. Comte et le Positivisme*, p. 89. Cf. Lévy-Bruhl. Introduction aux *Lettres de Mill à Comte*, p. XX.

2. *Logique*, l. VI. ch. X, § 3, t. II, p. 514.

nant n'est qu'à un très faible degré le résultat des circonstances universelles de la race humaine ou même de nos propres circonstances agissant par l'intermédiaire des qualités originelles de notre espèce ; cela dérive principalement des qualités produites en nous par tout le passé de l'humanité. Calculer d'après les lois fondamentales qui la déterminent une si longue série d'actions et de réactions entre les circonstances et l'homme, série dont chaque terme successif est composé d'une quantité et d'une variété toujours plus grandes de parts, est une opération au-dessus de la portée de l'entendement humain » (1).

Ici Mill paraît adopter complètement les idées de Comte sur la part, croissante au cours de l'histoire, de l'influence du passé. Déjà en 1836 (2), il avait exprimé cette idée que, chez les modernes, l'individu est de plus en plus noyé dans la masse, dépend de moins en moins de ses propres efforts, et de plus en plus de la constitution de la société. Il était donc tout prêt à admettre la doctrine de Comte qu'il a, jusqu'à la fin de sa vie, considérée avec sympathie ; il la résumait ainsi (3) : « A mesure que la société poursuit son développement, ses phénomènes sont de plus en plus déterminés non par les simples tendances de la nature humaine universelle, mais par l'influence accumulée des générations passées sur la génération

1. *Logique*, l. c., § 4, *ibid.*

2. *Dissert and discuss.*, t. I, p. 177.

3. *A. Comte et le Positivisme*, p. 85.

présente. Les êtres humains eux-mêmes, des lois naturelles desquels les faits de l'histoire dépendent, ne sont pas des êtres humains abstraits ou universels, mais des êtres humains historiques, que la société humaine a déjà formés et faits ce qu'ils sont. » Il est difficile de savoir quel est le fond de la pensée de Mill. L'homme est-il toujours le même, comme semble l'impliquer la constitution des sciences sociales particulières, fondées sur une psychologie universellement valable ? Est-il au contraire le produit incessamment renouvelé de l'histoire ?

Dans le texte que nous citions précédemment, Mill paraît admettre une doctrine très analogue à la doctrine cartésienne du rôle de l'expérience. C'est parce que l'esprit arriverait difficilement à passer des principes les plus simples à leurs conséquences les plus lointaines et les plus complexes qu'il sera utile de consulter, pour Descartes l'expérience, pour Mill l'histoire. Mais en principe les faits les plus compliqués et les plus particuliers se laisseraient déduire des faits les plus simples et les plus généraux. N'oublions pas cependant que chez Mill, il y a un élément irrationnel à l'origine de l'ordre du monde : ce sont les collocations. Lorsqu'il examine la théorie de Comte, Mill explique que sa valeur tient à la préoccupation qu'a eue Comte de rattacher les lois empiriques de l'histoire aux lois générales de la nature humaine. Il est certain qu'il a adopté une attitude intermédiaire entre celle des philosophes du XVIII^e siècle qui spéculaient sur l'homme abstrait et universel,

et celle des historiens de l'époque contemporaine. Il n'a pas fermé les yeux sur les variations qui se produisent au cours de l'histoire ; sans doute il continue à croire à la valeur universelle des lois psychologiques ; c'est même, nous semble-t-il, cette idée qui domine ses conceptions économiques, puisqu'il conçoit l'économie politique comme étant, en principe, une science abstraite. Mais le sentiment qu'il a eu des transformations de la société au cours de l'histoire a eu, sur ses doctrines économiques, une profonde influence.

L'influence de Comte avait donné leur forme à des idées que Mill avait déjà pressenties. Dans l'*Autobiographie* (1), il nous parle de son intimité avec Austin l'aîné ; et il caractérise ainsi ses opinions économiques : « Il traitait avec fort peu de respect ce qu'il appelait « les principes universels de la nature humaine des économistes », et il insistait sur la preuve fournie par l'histoire et l'expérience de chaque jour en faveur de la « *flexibilité* extraordinaire de la nature humaine » (expression que je lui ai empruntée) ; il ne croyait pas possible de poser des limites positives aux aptitudes morales qui pourraient se développer dans l'humanité sous l'impulsion d'une direction éclairée des influences de la société et de l'éducation. » C'est d'assez bonne heure, lorsque Stuart Mill n'avait pas même vingt ans, qu'il fut en relation avec Austin ; et il remarque combien ces idées s'éloignaient

1 *Autobiographie*, ch. V, p. 170.

de la tradition représentée par James Mill. Les deux conceptions avaient pénétré dans son esprit, sans que l'une fut destinée à l'emporter définitivement. Il devait subir bientôt l'influence des Saint-Simoniens et celle de Mrs Taylor qui, selon l'*Autobiographie* (1), le déterminèrent à adopter les idées qu'il devait toujours garder sur la possibilité et la possibilité désirable d'une transformation sociale.

Nous avons eu l'occasion d'indiquer déjà (2) comment ce sentiment s'est exprimé dans l'antithèse célèbre établie par Mill entre les lois immuables de la production et les lois de la distribution des richesses, qui dépendent en partie des initiatives humaines : nous devons nous contenter de marquer ici comment cette doctrine se relie aux idées générales de Mill sur la relativité des faits économiques. « On se trompe bien souvent en économie politique, nous dit-il (3), lorsqu'on ne distingue pas les faits qui résultent de la nature des choses et ceux qui résultent des arrangements sociaux ; et les erreurs de ce genre ont deux inconvénients contraires : elles sont cause que les économistes classent des vérités relatives et temporaires au nombre des lois permanentes et universelles ; d'autre part elles portent un grand nombre d'esprits à se tromper sur les lois éternelles de la production, à repousser par exemple

1 *Autobiographie*, ch. VII, p. 236.

2. V. plus haut, ch. II, § 4, section A.

3. *Principes*, l. III, ch. I, § 1, t. II, p. 2.

celles desquelles résulte la nécessité de restreindre la population, par l'effet de considérations tirées de l'état actuel de la société, état dont il est permis à ceux qui en proposent un autre de ne pas tenir compte. » L'idée de la malléabilité des institutions humaines explique que Mill ait pu témoigner, à l'égard des projets de transformation des socialistes, d'une sympathie qui a été croissant au cours de sa vie.

L'importance qu'il accordait à l'idée d'évolution sociale n'a pas seulement aidé Mill à admettre la possibilité d'une activité réformatrice dans les institutions qui règlent la distribution des richesses. Elle l'a conduit aussi à concevoir une *dynamique économique* qu'il faut distinguer de la dynamique sociale générale et qu'il a essayé de construire dans le VI^e livre de ses *Principes* (1) : après avoir étudié « les lois économiques d'une société qui n'aurait ni changements ni mouvements », il étudie ces changements, les lois qu'ils suivent, le sens dans lequel ils s'opèrent. Il prétend « joindre une théorie du mouvement à la théorie de l'équilibre, la dynamique de l'économie politique à sa statique. » C'est là une des parties les plus originales de l'œuvre : pour le prouver, il suffira de rappeler qu'elle se termine par le beau chapitre sur l'« état stationnaire » que nous avons déjà résumé, et par le chapitre également célèbre sur l'« avenir probable des classes laborieuses ». Son idéalisme trouve ici l'occasion de s'exprimer : Mill croyait,

1. *Principes*, l. IV, spécialement ch. I, § 1 (observations préliminaires), t. II, p. 293.

comme Auguste Comte, qu'en définitive les idées mènent le monde (1) ; il considérait le progrès industriel comme un fait, et il voulait croire au progrès moral. Mais ce qui nous intéresse par-dessus tout, c'est cette volonté très ferme de se représenter l'humanité en marche vers l'avenir.

Dans ces conditions, il serait certainement inexact de prétendre que Mill n'a pas fait aux données et aux considérations historiques leur place dans la science économique. A la fin de sa carrière surtout, il a senti que les savants qui prétendent étudier la société ne peuvent pas se passer de l'histoire ; dans l'opuscule sur Auguste Comte il parle (2) avec quelque dédain des « philosophes qui, comme Bentham, spéculent sur la politique sans base historique d'aucune sorte ». Il rapporte l'opinion de Comte que toute vérité politique est strictement relative, et implique comme corrélatif un état donné de la société ; et il ajoute (3) ; « Cette conviction lui est commune maintenant avec tous les penseurs de son siècle » ; il est seulement étonnant qu'on ne soit pas arrivé plus tôt à cette idée ; Comte a eu le mérite de l'adopter quand la manière opposée de penser était encore générale.

A l'époque même de ses grands ouvrages, nous avons vu que Mill ne dédaignait pas de faire appel à l'histoire. Sans doute la méthode qu'il préconisait

1. *Logique*, l. VI, ch. X, § 7, t. II, p. 528.

2. *A. Comte et le Positivisme*, p. 120.

3. *A. Comte et le Positivisme* p. 115-116,

en économie politique, comme dans toutes les sciences sociales particulières, le conduisait à des vérités abstraites. Mais il se rendait compte que c'était là une imperfection. Il eut le souci de se préserver, par une vérification d'ordre historique, des erreurs inhérentes à la pratique d'un procédé purement abstrait et déductif. Il a voulu tenir compte, dans l'application des lois, des circonstances de temps et de lieu. Il a admis que les faits économiques sont solidaires de tout l'état social. Il a eu enfin l'idée du progrès humain.

Nous devons ajouter que, dans un grand nombre de passages des *Principes*, se manifeste cette préoccupation de tenir compte de la réalité historique concrète. Ainsi, lorsque Mill aborde l'étude de la productivité des agents producteurs, il commence par développer cette idée que « la terre, le travail et le capital sont différemment productifs dans des pays et à des époques différents » (1). Ainsi encore, lorsqu'il étudie les conditions d'accroissement du capital, il nous explique longuement, en citant beaucoup d'exemples empruntés à un livre de Rae, que la disposition à épargner est une de celles qui varie le plus selon les conditions d'existence et l'état de la société (2). Ainsi encore, lorsqu'il étudie la propriété paysanne, il nous rapporte les résultats d'une véritable enquête sur sa situation en Suisse, en Norvège,

1. *Principes*, t. I, ch. VII, § 1, t. I, p. 118.

2. *Principes*, t. I, ch. XI, § 2, t. I, p. 188.

en Allemagne, en Belgique, en France (1). Mais surtout il ne faut pas oublier que le livre des *Principes* s'ouvre par un chapitre dans lequel Mill explique combien les nations et les époques sont différentes, du point de vue économique en particulier.

Dans ces conditions on peut soutenir peut-être que Mill n'a pas eu un juste sentiment de l'influence décisive des facteurs historiques. Il est resté convaincu, nous le savons, que le fond de la nature humaine reste identique, et qu'en dernière analyse tout s'explique par elle. Mais on ne peut nier pourtant qu'il ait eu un sentiment très vif et très sincère de la relativité.

1. *Principes*, l. II, ch. VI, § 2, 3, 4, 5, 6, 7, t. I, p. 295 sqq.

CONCLUSION

On comprend que les historiens n'aient pas réussi à classer Stuart Mill dans une école : son originalité fut de voir avec lucidité ce qui faisait la valeur des doctrines les plus opposées, et d'unir dans sa conception des affirmations qui auraient paru contradictoires à tout autre (1). Cette attitude dérive assurément d'un trait fondamental de sa nature intellectuelle, car elle se retrouve dans tous les domaines où son activité s'exerça.

Comme logicien, Mill est connu surtout pour sa critique du syllogisme et sa théorie de l'induction : mais il professe que toute science tend à devenir déductive, et dans les sciences où l'hésitation reste possible entre les deux méthodes, il opte pour la déduc-

1, Cf. Espinas. *Histoire des doctrines économiques*, p. 304. — Ingram, p. 220. — Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 404. — Lévy-Bruhl, Introduction, p. XIV-XV : « Il ne se croyait pas le droit de sacrifier la plus légère parcelle de vérité à la belle ordonnance logique d'un système. » — Dupont-White, Préface, p. 39.

tion. — Comme moraliste, il se rattache à l'utilitarisme benthamiste : mais il est tellement persuadé de l'insuffisance de la comparaison quantitative des plaisirs, il fait une place si large à leur qualité que les principes premiers de la doctrine disparaissent sous ces considérations nouvelles. — Comme économiste, il adopte les thèses principales de l'école libérale, mais il a nourri pour le socialisme naissant une chaude sympathie.

Ses théories relatives à la méthode de l'économie politique sont marquées du même électisme : nous avons eu à le constater bien des fois. La science, si elle veut se constituer méthodiquement, doit se séparer de l'art ; mais le grand traité de Mill étudie, en même temps que les théories, leur valeur pratique et leurs applications. Le déterminisme régit les actions humaines ; mais l'homme garde une façon de liberté et ses initiatives peuvent modifier le cours des choses. La méthode qui convient à la science économique est essentiellement déductive ; mais elle ne peut se passer de la vérification, qui est une opération *a posteriori*. Les faits que cette science étudie sont, en dernière analyse, des faits de psychologie individuelle, et la connaissance de la nature humaine, universelle et immuable, est la base de toute théorie vraiment explicative ; mais l'homme naît aujourd'hui dans une société si complexe, dans une société qui a tellement subi l'influence du passé qu'il est impossible de ne pas demander à l'histoire des documents. Entre James Mill et Auguste Comte, en-

tre la conception psychologique abstraite et la conception historique réaliste, Stuart Mill n'a pas choisi.

On ne saurait nier que cet électisme, qu'on pourrait croire systématique et voulu, cause une sorte de malaise. Mais il est d'une qualité rare. Le plus souvent l'électisme édulcore les doctrines qu'il mêle, afin que leurs saveurs ne se heurtent pas trop violemment. Mill conserve à chaque doctrine son originalité ; il l'accepte avec toutes ses conséquences, qu'il voit fort bien. On dirait presque qu'il se désintéresse de la synthèse, qu'il la laisse se faire d'elle-même, sans souci des incompatibilités. La méthode est dangereuse, elle est paradoxale. Mais est-ce vraiment une méthode ? C'est plutôt une habitude. Mill était un publiciste. Dès sa plus tendre enfance, il a été mis en contact avec une multitude d'idées ; il a eu le spectacle des controverses, et on a développé en lui le goût de la critique. Jeune homme, il se passionna pour les discussions de doctrines. Toute sa vie il fut journaliste. Chez des hommes d'une intelligence moins avertie et d'un caractère moins calme, cette pratique constante de la polémique aurait produit sans doute une sorte d'irritabilité intellectuelle, le goût de la négation et du triomphe, l'obstination et l'étroitesse de vues. Chez Mill, grâce sans doute à la diversité des influences subies très tôt, grâce aussi à l'indépendance du caractère et à une urbanité profonde, elle a engendré une admirable sérénité, un libéralisme et une clairvoyance que l'on ne saurait

nier, une aptitude extraordinaire à la sympathie pour toute idée qui a une valeur.

Assurément aucun chef d'école ne peut reconnaître chez Mill un disciple fidèle, non plus qu'un véritable précurseur. Mais les historiens impartiaux n'ont jamais méconnu l'intérêt de son œuvre. On la dénature également, semble-t-il, que l'on ne voie en lui qu'un vulgarisateur, ou que l'on prétende le traiter comme un véritable créateur : trop intelligent pour le premier rôle, il n'avait peut-être pas une originalité assez puissante pour assumer le second. Il a eu surtout, à notre sens, les qualités intellectuelles et morales d'un excellent témoin, parfaitement placé pour bien voir. Il est venu à une heure décisive dans l'histoire de l'économie politique : l'économie classique était constituée ; et en même temps commençaient à s'affirmer le rôle de l'histoire et la possibilité de la science sociale. Mill, grâce à sa culture et à ses relations, a pu prendre clairement conscience de tout cela : il a analysé et examiné les tendances les plus diverses avec une singulière pénétration, et une sincérité intellectuelle absolue. Son influence n'est pas de celles qui se laissent résumer dans une formule, car Mill n'a jamais voulu être l'homme d'une idée. Mais on ne saurait sans injustice méconnaître les services qu'il a rendus à l'économie politique, en montrant mieux que personne quelques-unes des difficultés et quelques-uns des avantages inhérents à la pratique des différentes méthodes. Si son œuvre mérite par là de rester classique, il faut dire aussi que sa personne

force la sympathie ; car ses ouvrages, même les plus techniques, révèlent, en même temps que la clarté de son intelligence, la loyauté de son caractère et la générosité de son cœur (1).

1. C'est aussi l'impression qu'avait laissée Stuart Mill aux hommes politiques qui l'ont connu ; Courtney et F. Faure (p. 274, col. 1) citent à cet égard une lettre de Gladstone : « Nous connaissions bien la supériorité intellectuelle de M. Mill avant son entrée au Parlement. La conduite qu'il y tint révéla principalement, selon moi, une singulière élévation morale... Je l'appelais familièrement le « saint du rationalisme »... Il nous rendait tous meilleurs. Dans tous les partis, dans toutes les opinions, je confesse tristement que de tels hommes ont rares. »

Vu : Le Doyen,
CAUWES

Vu : le Président de la Thèse,
DESCHAMPS

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

TABLE DES MATIERES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION.	9
CHAPITRE I. — Sous quelles influences se sont élaborées les idées de Mill sur la méthode de l'Economie politique	
	15
§ 1. — <i>Sa formation intellectuelle</i> , p. 15. — James Mill, p. 15. — Ricardo, p. 17. — Le séjour en France, p. 18. — Bentham, p. 19. — La Société utilitaire et la société de discussion de 1825, p. 20.	
§ 2. — <i>De la crise de 1826 à la publication de la Logi- que</i> , p. 22. — Mrs Taylor, p. 22. — Les Saint-Simo- niens, p. 24. — Auguste Comte, p. 26.	
CHAPITRE II. — L'Économie politique considérée comme une science : son objet ; sa possibilité. . .	
	31
§ 1. — <i>Science et art</i> , p. 31. — Inconvénients de la con- fusion communément faite entre la science et l'art, p. 31. — Véritable nature de la distinction, p. 33. — Rapports de la science et de l'art, p. 33.	
§ 2. — <i>Place de l'Économie politique parmi les scien- ces</i> , p. 36. — Elle se classe dans les sciences morales, p. 36, et, parmi celles-ci, dans les sciences sociales, p. 38. — Son objet propre, p. 39.	
§ 3. — <i>Nature psychologique des faits économiques</i> , p. 41. — Origine, p. 41 et importance, p. 42 de cette idée. — Mill se refuse à admettre l'originalité du fait social p. 43. — Antithèse de sa conception et de celle d'Auguste Comte, p. 44.	

§ 4. — *La possibilité de la science économique*, p. 47.

Section A. — *La liberté n'est pas un obstacle à la constitution des sciences de l'homme*, p. 47. — Le déterminisme s'étend aux choses humaines, p. 47. — Comment il se concilie, chez Mill, avec une certaine conception de la liberté, p. 49. — Fragilité du déterminisme de Mill, p. 50. — Comment il le sacrifie parfois en économie politique : les lois de la distribution, p. 51 ; le progrès social, p. 53.

Section B. — *La complexité des faits qu'elle étudie n'est pas un obstacle à la constitution de la science sociale*, p. 55. — Il est légitime d'étudier séparément certains facteurs qui prédominent dans un genre particulier d'activité, p. 55.

Section C. — *La solidarité des faits économiques et des autres faits sociaux n'est pas un obstacle à la constitution d'une science économique indépendante*, p. 58. — La controverse de Stuart Mill et d'Auguste Comte sur ce point, p. 58.

CHAPITRE III. — **Les méthodes inapplicables dans la science sociale : la méthode chimique ; la méthode géométrique** 63

§ 1. — *L'attitude générale de Mill*, p. 63. L'article de Macaulay contre James Mill, p. 63. — Énumération et définition des diverses méthodes, p. 67.

§ 2. — *La méthode expérimentale ou chimique*, p. 69. Sous quelle forme cette méthode était pratiquée, p. 69 ; quels arguments elle fait valoir, p. 70. — La critique de Mill : A) L'expérience spécifique est inutile, p. 71. — B) Elle est impraticable, p. 72. — Difficultés des expériences artificielles, p. 72. — Les observations que l'on peut faire ne sauraient donner lieu à des inductions correctes, p. 73 ; théorie de la pluralité des causes, p. 74 ; théorie de la composition des causes, p. 74 ; les méthodes inductives sont inapplicables, p. 76.

- Quelle est la valeur de cette argumentation ? p. 78.
- § 3. — *La méthode abstraite ou géométrique*, p. 82. — Caractères et défauts de cette méthode, p. 82. — Son emploi dans l'école de Bentham et par James Mill en particulier, p. 84.

CHAPITRE IV. — **La méthode déductive directe. Ses trois phases : les données ; la déduction ; la vérification 87**

- § 1. — *Idée générale de la méthode préconisée par Mill*, p. 87. — Collaboration nécessaire des procédés *a priori* et des procédés *a posteriori*, p. 88. — Distinction de la méthode directe et de la méthode inverse ; champ d'application de ces deux méthodes, p. 90.
- § 2. — *Les éléments de la déduction : données psychologiques et éthologiques*, p. 91. — Ce n'est pas l'intuition qui fournit les éléments de la déduction, p. 91. — Ce n'est pas non plus l'expérience spécifique, p. 93. — La science sociale les demande à la psychologie et à l'éthologie, p. 93. — Comment Mill concevait la psychologie, p. 93. — Quel usage il en fait dans les *Principes d'Économie politique*, p. 94. — Ce que c'est que l'éthologie, p. 98. — Quel usage Mill en fait dans les *Principes*, p. 100. — Faut-il faire une place à des données physiques ? p. 102.
- § 3. — *La déduction*, p. 104. — Comment Mill la conçoit, p. 104. — Quel rôle il lui attribue. — Analyse de quelques raisonnements déductifs empruntés aux *Principes*, p. 107. — En quoi la pratique de la déduction par Stuart Mill se rapproche et se distingue de la méthode géométrique de James Mill, p. 110.
- § 4. — *La vérification*, p. 111. — Théorie générale de la vérification dans les sciences déductives concrètes : fonction des lois empiriques, p. 111. — Y a-t-il des lois empiriques dans la science sociale ? p. 112. — Nature de la vérification dans cette science, p. 120. —

Dans les *Principes*, Mill s'est abstenu de procéder à la vérification qu'il préconise, p. 122.

CHAPITRE V. — **Nature abstraite des vérités économiques.**

Leur application : rôle des données de l'histoire 124

§ 1. — *Caractère abstrait des vérités économiques*, p. 124.

A. Les économistes ne tiennent compte que d'un élément psychologique, le désir des richesses; Mill reconnaît qu'il y en a bien d'autres, p. 126. — B. Les circonstances de temps et de lieu, p. 129. — Théorie des collocations, p. 129. — Conditions de la généralisation en matière économique : la transposition des théories, p. 131.

§ 2. — *Comment l'étude historique de la réalité sociale vient collaborer avec l'économie abstraite*, p. 133. —

L'idée d'une « nature humaine », p. 133. — Influence des faits sociaux de toutes sortes sur les faits économiques, p. 135. — Rôle de l'idée de la coutume, p. 138. — Rôle de l'idée du progrès et de la science sociale générale; influence d'Auguste Comte sur ce point, p. 140. — La dynamique économique, p. 145.

CONCLUSION 150

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
